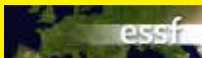


SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page*2:
Editions Page deux

EDITIONS
SYLÉPSE



Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari Editori (Italie), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editori, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entre-leslignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N°15,

1^{ER} FÉVRIER 2023

ISBN: 979-10-399-0137-6

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES - 75020 PARIS

Illustrations: DR

VIENT DE PARAÎTRE



TABLE DES MATIÈRES

DÉLIBÉRÉMENT OU PAR DISTRACTION? LES PARADOXES DES GAUCHES, LA GUERRE EN UKRAINE ET LA SOLIDARITÉ
BERNARD DRÉANO

6

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE?

VERS LE FASCISME
ZAKHAR POPOVITCH

4

LE POUTINISME, C'EST LE FASCISME POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE DE LE DIRE AUJOURD'HUI
ILYA BUDRAITSKIS

24

RETOUR VERS LE FUTUR

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CRIMÉE (1917-1918)
VLADYSLAV STARODUBTSEV

35

FÉMINISMES

« L'ESPACE DES CHOSES » ANTICAPITALISTE DE LVIV
PATRICK LE TRÉHONDAT

40

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« JE VOUS ÉCRIS AU NOM DES CONDUCTEURS DE TROLLEYBUS DE KHARKIV »
VITALIY

45

CE WEEK-END, UN TROLLEYBUS A BRÛLÉ À KHARKIV
PAVLO KHRAMOV

46

LA SCIENCE UKRAINIENNE: DÉCOLONISATION OU LIQUIDATION?
DENYS BONDAR & ZAKHAR POPOVITCH

48

NOUS DEMANDONS LE RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LA CENSURE DES SOURCES SCIENTIFIQUES
53

LES UKRAINIENS RÉCLAMENT LEUR PLACE DANS L'HISTOIRE DE L'ART

LISA KORNEITCHUK

54

LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH

PREMIER BILAN DE L'ANNÉE 2022

60

PRISES DE POSITION

CONVERGENCES CONTRE-NATURE

DOMINIQUE VIDAL

65

LA GAUCHE JAPONAISE FACE À LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

SHAUN O'DWYER

67

L'UKRAINE ET LA CRISE DE LA GAUCHE ITALIENNE⁷⁴

FABRIZIO BURATTIN

74

LA JUNTE DU MYANMAR AFFICHE SON SOUTIEN À POUTINE

80

DOCUMENT

POURQUOI NOUS SOUTENONS LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DE L'UKRAINE (1953)

HAL DRAPER

84

BOÎTES ALERTES

L'ART UKRAINIEN DE LA COUVERTURE

PATRICK LE TRÉHONDAT

92

KATYA GRITSEVA



MANIFESTONS LE 25 FÉVRIER EN SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE QUI SUBIT DEPUIS UN AN UNE GUERRE MEURTRIÈRE

Poutine massacre et terrorise la population, déporte des centaines de milliers d'enfants : il faut arrêter son entreprise criminelle.

Pour le retrait total des troupes russes hors de tout le territoire de l'Ukraine et le retour de ses populations déportées.

Le 24 février 2022, Poutine ordonnait l'invasion de l'Ukraine et entamait son entreprise terroriste.

Depuis cette date, les forces d'invasion russes bombardent et massacrent sans répit, comme à Boutcha et à Marioupol, multiplient les viols, les tortures et les assassinats et organisent la déportation de centaines de milliers d'enfants ukrainiens en Russie.

Des familles et des personnes âgées subissent le froid, la faim, la terreur. Un désastre humain et écologique s'abat sur l'Ukraine.

Le peuple ukrainien résiste et fait face, au prix de lourdes pertes humaines.

En Russie, celles et ceux qui s'opposent à la guerre sont pourchassés et persécutés. L'État russe utilise pour ses crimes des organisations terroristes telles que le sinistre groupe Wagner. Nous ne devons pas laisser se commettre de tels crimes.

À l'occasion du premier anniversaire du début de la guerre, nous appelons toute la population à une grande mobilisation en défense de l'Ukraine.

Nous voulons imposer l'arrêt de la guerre d'invasion, des bombardements et des crimes et aboutir à une paix juste, par le retrait de l'armée russe de toute l'Ukraine et le retour des populations ukrainiennes déportées, notamment des enfants.

Contre cette guerre destructrice qui menace la paix de toutes et de tous, nous appelons toutes les citoyennes et tous les citoyens, toutes les forces et organisations démocratiques, partis, syndicats, associations, à se rassembler :

SAMEDI 25 FÉVRIER, PARTOUT EN FRANCE, AFIN D’AFFIRMER NOTRE SOUTIEN À L’UKRAINE ET NOTRE OPPOSITION À POUTINE ET À SA GUERRE CRIMINELLE

(A PARIS, RENDEZ-VOUS LE 25 FÉVRIER À 14H PLACE DE LA RÉPUBLIQUE)



- Union des Ukrainiens de France
- Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (membre du RESU)
- Pour l'Ukraine pour leur liberté et la nôtre

DÉLIBÉRÉMENT OU PAR DISTRACTION ? LES PARADOXES DES GAUCHES, LA GUERRE EN UKRAINE ET LA SOLIDARITÉ

BERNARD DRÉANO¹

Pourquoi les mouvements se réclamant de la gauche, libertaire, radicale ou réformiste, de la justice sociale, de l'écologie, du féminisme, de la non-violence et autres, ignorent-ils autant leurs homologues en Ukraine et en Russie.

Les gauches, les écolos et autres mouvements supposés progressistes ne soutiennent généralement pas (ou peu) leurs homologues ukrainiens, russes et biélorusses...



En ce début d'année 2023, alors que nous approchons du premier anniversaire du déclenchement de la guerre d'agression que Poutine, diverses questions restent en suspens, concernant l'attitude des progressistes en France, en Europe, dans le monde vis-à-vis de cette guerre et des forces progressistes dans les pays concernés.

IGNORER LA GUERRE ? IGNORER LES MILITANTS LOCAUX...

Une partie de la gauche sociale et écologiste en Europe et plus encore dans d'autres parties du monde, aux Amériques, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, a plus ou moins adopté le

«narratif» poutinien selon lequel l'Ukraine est considérée comme simple pion passif de l'Occident, lequel serait (puisque «potentiellement agresseur») le responsable de cette guerre.

Des forces bien plus nombreuses encore se contentent de «garder leurs distances» par rapport à cette guerre, et, tout en condamnant l'agression poutinienne, restent plus ou moins passives en matière de lutte contre celle-ci, passives aussi en matière de solidarité avec les forces antiguerre en Russie et au Bélarus, et très largement indifférentes, voire hostiles, aux forces progressistes ukrainiennes.

Certains mouvements de la gauche et des écologistes, des militants syndicaux et associatifs, sont cependant très actifs, en Europe centrale et occidentale, soutenant la résistance armée et non armée du peuple ukrainien et concrètement solidaires avec les progressistes ukrainiens et les antiguerre russes ou biélorusses, c'est le cas, par exemple, du réseau international ENSU/RESU² et de sa branche française soutenue par divers mouvements associatifs, syndicaux, politiques, mais ces forces demeurent *de facto* minoritaires en Europe aussi bien du côté des gauches sociales-démocrates que de celles qui se veulent plus radicales, aussi bien chez les écologistes que dans les mouvements féministes ou dans la majorité des organisations syndicales. C'est encore, hélas plus vrai si l'on parle des mouvements non européens.

1. Membre des réseaux européens et français de solidarité avec l'Ukraine, président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale Cédétim et cofondateur de l'Assemblée européenne des citoyens AEC/HCA-France. Il est l'auteur de *Jours gris et nuages d'acier*, Paris, Syllepse, 2023.

2. La plupart sont actives dans le Réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU/ENSU) (<https://ukraine-solidarity.eu/>).

À PROPOS DES PROGRESSISTES EN UKRAINE¹

En Ukraine, les droites sont majoritaires. Le Parlement élu en 2019 est très globalement «de droite», celui qui l'a précédé en 2014 l'était plus encore. Le parti Serviteur du peuple, très largement majoritaire au Parlement (mais seulement 43 % des voix) est un parti libéral-démocrate sans ligne politique très précise, constitué après l'élection présidentielle de 2019, autour du président Zelensky (élu au deuxième tour avec 73 % des voix sur un programme de paix et de lutte contre la corruption). L'opposition parlementaire, principalement les partis dits «orange», Patrie, de Ioulia Timochenko, et Solidarité européenne, de Petro Porochenko (16 % des voix à eux deux), est clairement sur des positions à la fois ultra-néolibérales et nationalistes. Rappelons que l'extrême droite (2,15 % des voix pour Svoboda en 2019) n'a depuis 2019 qu'un seul député. Aujourd'hui, il n'y a pas de représentation de la gauche à la Verkhovna Rada (l'Assemblée nationale ukrainienne).

L'ancien parti «bleu» supposé pro-russe, le Parti de la vie, héritier du Parti des régions, avait obtenu en 2019 13 % des voix. Ce mouvement était globalement tout aussi néolibéral et clientéliste que les autres; il est aujourd'hui dissous par les autorités ukrainiennes comme d'autres organisations considérées comme russes ou pro-russes. Mais la plupart de ses députés siègent toujours au Parlement (où ils ont constitué deux groupes distincts) et soutiennent la défense nationale contre l'agression russe, certains sont même engagés dans la défense territoriale, c'est

aussi le cas de nombreux élus régionaux et locaux «bleus» de l'est du pays (par exemple, le maire de Kharkiv).

LA FAUSSE «GAUCHE» POPULISTE POST-SOVIÉTIQUE EST MARGINALISÉE

Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991 il existait un courant se disant «de gauche», principalement le Parti communiste d'Ukraine (KPU), qui regroupait le quart des voix aux législatives de 1998, mais qui s'est effondré électoralement après 2004 (tout de même encore 13,2 % en 2012). Un électorat généralement âgé, essentiellement de l'est et du centre industriels du pays, souvent victimes de la période de «privatisation» (de pillage par les oligarques) des années 1990, volontiers nostalgique de l'Union soviétique. Un parti populiste, conservateur sur les questions de sociétés, opposé (en paroles) au néolibéralisme, rongé par la corruption comme les autres partis, et au sein duquel certains se réclamaient de Staline. Après Maïdan, l'invasion de la Crimée et le début de la guerre au Donbass, le parti n'a fait que 3,9 % aux législatives, avant d'être privé, en 2015, du droit de participer aux élections par le gouvernement Porochenko, puis tout simplement interdit lors de l'agression russe de 2022 et la fuite de son dirigeant Petro Symonenko en Russie. D'autres partis ont suivi la même trajectoire dont le Parti socialiste et le Parti socialiste progressiste d'Ukraine, scission du précédent et dont la candidate avait obtenu 11 % des voix à la présidentielle de 1999 (mais le parti n'avait fait que 4 % aux législatives de 1998), populiste et nationaliste panslaviste pro-russe, progressivement marginalisé dans les années 2000. Lui aussi a été formellement interdit en 2022, de même que certaines organisations purement russes (comme l'organisation de jeunesse poutinienne fascisante Nachi), actives dans les territoires ukrainiens occupés après 2014.

1. On trouvera une analyse détaillée du paysage politique ukrainien, notamment après 2014 dans les excellents articles de Daria Saburova. «Questions sur l'Ukraine, vie politique et sociale en Ukraine entre 2014 et 2022», *L'Anticapitaliste*, n° 140 et 141, novembre et décembre 2022.

Probablement une majorité d'Ukrainiens assimile la «gauche» avec ces partis plus ou moins post-soviétiques et plus ou moins pro-russes, et avec le «socialisme réel» de l'ancien régime soviétique. C'est en tout cas le discours des néolibéraux de la droite ukrainienne (en particulier du côté de Porochenko) et bien entendu, de l'extrême droite dont une des activités principales était avant 2022 d'attaquer verbalement et parfois physiquement les groupes progressistes dont nous allons parler maintenant.

LES MOUVEMENTS PROGRESSISTES EN UKRAINE AUJOURD'HUI

Ils existent sous plusieurs formes, sans avoir toujours de liens entre eux.

Les syndicats

La FPU, Fédération des syndicats d'Ukraine, héritière de l'ancien syndicat unique de la période soviétique. Assez passive sur le plan revendicatif et souvent bureaucratique, elle reste la principale confédération. La KVPU, Confédération des syndicats libres d'Ukraine, est beaucoup plus militante, implantée en particulier dans de grandes entreprises (chemins de fer, transports urbains, métallurgie, mines, énergie, dont nucléaire...). Une partie des militants, et parfois des dirigeants, de certains de ses syndicats se réclament de l'anarchosyndicalisme. Il y a des militants progressistes dans les syndicats enseignants et un mouvement étudiant militant, Pryama Diya (Action directe). Il existe aussi deux petites confédérations de droite et d'extrême droite, très minoritaires. La loi martiale, du fait de la guerre, interdit manifestations et grèves. Les syndicalistes FPU, KVPU, étudiants acceptent globalement cette situation, et nombre d'entre eux sont au front, ce qui n'a pas empêché ces syndicats de mener certaines luttes parfois victorieuses.



Les associations

Notamment celles de défense des droits. Compte tenu de la situation en Ukraine, des carences des pouvoirs publics, de la corruption, les pratiques d'auto-organisation se sont développées dans tout le pays, en particulier après 2014. Ainsi, par exemple, pour l'accueil et la défense des droits des populations déplacées par la guerre au Donbass, avec la création de l'association Vostok SOS. Le Centre des libertés civiques (coprix Nobel de la paix 2022) est un autre exemple très connu.

Localement existent toujours, malgré la guerre, des associations et réseaux antiracistes, antifascistes, pour les droits LGBT+, pour les minorités nationales et des groupes féministes actifs, comme Bilkis, qui a créé son «espace anticapitaliste» à Lviv, ce qui exaspère l'extrême droite.

Dès 2014, et de manière plus généralisée, diverses formes d'auto-organisation solidaires locales sont apparues, un tissu associatif de résistance civile¹. Et plus encore depuis la guerre actuelle. Des plateformes comme la Kherson Public Platform ou le Center for United Action, qui, avec ou sans le soutien des autorités locales selon les villes et régions, s'efforcent que l'aide humanitaire soit dirigée vers les besoins réels, les populations les plus en difficulté, et ne soit pas confisquée par les corrompus locaux ou gaspillée par le «charity-business» d'ONG ou des structures extérieures.

Les écologistes

1. «Non-violence, résistance passive et désobéissance civile». Sur le rapport de l'Institut international pour l'action non-violente (Barcelone, <https://novact.org/wp-content/uploads/2022/10/InformeCAST.png>) dans Brigades éditoriales de solidarité, *Solidarité avec l'Ukraine résistante*, n° 13 (www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e---ditoriales-de-solidarite---13.pdf).

Même si le Parti des Verts, créé en 1990, ne représente plus grand-chose (il faisait 5,43 % des voix en 1998, 0,66 % en 2019), il existe des mouvements locaux, certains regroupés notamment dans le réseau Ecoaction, avec notamment la coopérative Longo Maï active en Ukraine depuis plus de trente ans.

Des groupes et mouvements politiques se réclamant du socialisme

Les réseaux anarchistes ou anarcho-communistes comme l'Union autonome des travailleurs, le groupe de l'Ouest ukrainien Résistance autonome (Avtonomy Ovpir), venu du nationalisme (et qui en garde quelques ambiguïtés) et surtout le petit mais très actif Sotsialnyi Rukh, très lié à d'autres mouvements de la gauche éco-socialiste d'Europe centrale et d'ailleurs, et la revue *Commons*. Ces mouvements et leurs membres sont quasiment tous engagés, de diverses manières, dans la défense du pays face à l'agression poutinienne. Plusieurs militants sont morts au front, d'autres sont prisonniers, dont Maksym Buktevytch, figure de l'antiracisme, de l'antifascisme et des combats pour les droits humains, que les médias russes ont présenté comme « complice des nazis ».

Cette union pour défendre la patrie transforme la société ukrainienne, crée de nouveaux liens de solidarité, une volonté collective de résistance ce qui ne signifie pas que règne un consensus sur l'évolution de la société et la gestion de l'Ukraine future.

UNE DOUBLE MENACE

Celle des néolibéraux

Si les oligarques perdent de l'influence, si la corruption recule, certains profitent de la situation de guerre pour pousser leur agenda néolibéral. Ainsi que

le remarque Philippe Askenazy dans *Le Monde*¹, la loi martiale a suspendu des pans entiers du droit du travail, suspension qui a vocation à durer après la guerre si l'on en croit les lois n° 5388 et n° 5371 votées par la Rada à la fin du printemps 2022, créant pour l'une des mécanismes de contrat «zéro heures» sur le modèle des lois scélérates britanniques (et inspirées d'ailleurs par les conseillers conservateurs anglais), et pour l'autre privant 70 % des salariés d'Ukraine (ceux des entreprises de moins de 250 salariés) du bénéfice des accords collectifs. La KVPU et la FPU ont appelé au rejet de ces textes, la Confédération internationale et la Confédération européenne des syndicats se sont émues, quelques syndicats nationaux de plusieurs pays ont protesté, par exemple, en France, la CGT, Solidaires et la FSU, réactions qui ont provoqué une certaine hésitation de Volodymyr Zelensky, puis constatant que ces protestations restaient limitées, de finalement les promulguer. Beaucoup d'organisations syndicales occidentales sont en effet restées passives, et plus encore la gauche politique européenne social-démocrate, écologiste ou supposée radicale, qui ont été, délibérément ou par distraction, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au Parlement européen, alors qu'une pression minimale aurait pu faire reculer les autorités ukrainiennes.

Résultats, ces textes sont adoptés, même si la question de leur prorogation après la guerre demeure... Hélas, ce n'est pas tout: l'offensive néolibérale bat toujours son plein, la loi qui, depuis l'indépendance, protégeait les terres ukrainiennes de l'appétit des multinationales, est en train d'être démantelée, et pour que l'Ukraine de demain soit « attractive », les

1. www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/07/en-ukraine-la-loi-martiale-a-suspendu-des-pans-entiers-du-droit-du-travail-et-de-nouvelles-lois-ont-vocation-a-durer-au-dela-du-conflit_6153335_3232.html

autorités ne cachent pas leur volonté de détruire les « blocages », en poursuivant le démantèlement du Code du travail, détruisant les garanties collectives et le « pouvoir des syndicats », sans oublier de « privatiser » les propriétés de la FPU au nom de la « dé-communisation ». Ces orientations sont pleinement soutenues par le FMI (vis-à-vis duquel l'Ukraine est lourdement endettée), comme par les gouvernements occidentaux (dont celui de la France), comme on l'a vu lors de la Conférence internationale de Lugano sur « la reconstruction de l'Ukraine » au début de l'été 2022, et comme on le voit depuis... Et là encore, s'il y a bien quelques actions syndicales de soutien à la FPU et à la KVPU et des protestations de petits mouvements en Europe, les principaux partis de la gauche politique européenne, social-démocrate, écologiste ou supposée radicale ont été, délibérément ou par distraction, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au Parlement européen, laissant tomber les progressistes ukrainiens.



Et celle de la fièvre nationaliste

En guerre, le temps est au nationalisme. Nous sommes bien placés pour le savoir avec notre expérience historique en France. Avec la brutalité de l'agression poutinienne et de la politique menée dans les territoires nouvellement ou anciennement occupés, les sentiments antirusse dans la population ukrainienne augmentent. Dès 2014, on pouvait dire que Poutine, en récupérant la Crimée, avait perdu l'Ukraine, où pourtant jusque-là l'influence culturelle russe était forte (pas seulement dans l'Est russo-phonie). Depuis 2022, cette influence s'est effondrée tandis que l'unité nationale des Ukrainiens se fait contre la Russie. Des monuments et symboles russes ou russo-soviétiques, perçus comme signe historique de domination et d'oppression coloniale, sont détruits ou déplacés (par exemple, des statues de Pouchkine,

des noms de rues). C'est, hélas, une réalité classique face à une agression. La droite ukrainienne, une partie de la majorité et, bien sûr, l'extrême droite font dans la surenchère. Ces gens-là ont, par exemple, demandé à Oleksandra Matviitchouk, dirigeante du CLC de « renoncer » à son prix Nobel de la paix, au prétexte qu'il lui a été attribué conjointement avec l'ONG russe Memorial et au militant biélorusse Alès Bialiatski – heureusement celle-ci n'a pas cédé.

Des progressistes ukrainiens sont dénoncés pour s'être affichés avec des Russes antiguerre, une situation que l'on a connue dans d'autres conflits – heureusement de tels contacts existent, mais ne sont pas toujours publics.

Le projet de loi n° 7633 prévoit l'interdiction d'utiliser, dans le cadre de programmes éducatifs, scientifiques et de recherche, des « sources d'information en russe et de citoyens de l'État agresseur », en contradiction avec la Constitution ukrainienne, et avec la Convention européenne des droits humains (à laquelle l'Ukraine est adhérente) et avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. De très nombreux universitaires et chercheurs ukrainiens, européens et autres ont protesté contre ce texte. Mais les principaux partis de la gauche politique européenne social-démocrate, écologiste ou supposée radicale ont été, délibérément ou par distraction, jusqu'à présent, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au Parlement européen.

UN SOUTIEN AUX ANTIGUERRE RUSSES EN PAROLES ?

L'objet de ce texte n'est pas d'analyser les réactions de la société russe face à la guerre, et les diverses formes de dissociation, sinon de rejet, vis-à-vis de celle-ci. Disons simplement que l'opposition publique à la guerre se manifeste principalement du côté

d'une opposition libérale-démocrate, aujourd'hui féroce réprimée, ainsi que dans des milieux intellectuels et des classes moyennes des grandes villes (principalement Saint-Petersbourg et Moscou). Notons au passage qu'une autre partie de ces mêmes classes moyennes est nationaliste et farouchement pro-Poutine. Les mouvements de défense des droits humains, dont l'emblématique Memorial, mais il y en a d'autres, sont évidemment eux aussi réprimés mais soutenus au niveau international par les organisations de défense des droits humains comme la FIDH et d'autres.

On estime à un million de personnes les Russes qui ont quitté leur pays, ou s'en sont (à leurs yeux provisoirement) éloignés, partant notamment dans le Sud-Caucase, en Turquie, en Serbie, en Asie centrale. Sans doute principalement des gens des classes moyennes et d'une partie de l'élite intellectuelle et technique.

La Russie «périphérique» et populaire est largement coupée de ces milieux plus ou moins libéraux, et dans ces cités de banlieue, ces villes moyennes, la campagne, les attitudes vis-à-vis de la guerre semblent être, majoritairement, d'«évitement» du moins dans la mesure du possible car la pression des autorités se renforce.

Il a existé, il existe, diverses formes de «gauches» en Russie. Le post-soviétique Parti communiste de la Fédération de Russie, a surtout servi d'alibi à Poutine, une «opposition de Sa Majesté» national-populiste. Pourtant, en son sein, ou à partir de lui, se sont créés localement des noyaux progressistes – pas toujours très clairs sur la question du nationalisme et de l'impérialisme russe, comme le Levy Front (Front de gauche), créé en 2008, mais dont une partie des fondateurs se rallieront en 2014 et 2022 à Poutine. L'attitude à avoir face à la guerre

a créé de nouveaux clivages, et les plus résolus des «antiguerre de gauche» cherchent à se regrouper en Russie et à l'étranger, par exemple, dans le Mouvement socialiste russe (RSD). Il existe aussi des réseaux plus ou moins actifs se réclamant de l'anarchisme, résolument antiguerre. Et surtout les syndicalistes de la KPR, la deuxième confédération syndicale du pays, aujourd'hui réprimée. Notons que la «grande» FNPR, la confédération post-soviétique, qui a plutôt la configuration d'un «syndicat vertical fasciste», est farouchement pro-guerre.

Contrairement à ce qui se passait il y a trente ans, les divers groupes de mères de soldats ne jouent pas (pas encore?) un rôle important; par contre, le réseau Résistance féministe antiguerre (FAS), essentiellement composé de jeunes, est sans doute le mouvement antiguerre le plus efficace du pays. Il joue aussi un rôle essentiel aujourd'hui en matière d'information sur ce qui se passe dans toute la Fédération de Russie, y compris à propos des résistances à la militarisation dans certaines républiques autonomes (Yakoutie, Bouriatie, Daghestan, Bashkiristan, etc.).

Au Bélarus, si l'on parle surtout de l'opposition libérale démocrate en exil, l'opposition à la guerre s'est manifestée d'abord par les actions du syndicat indépendant BKDP, soumis à une intense répression. C'est aussi le cas du Centre de défense des droits humains Viasna et de son animateur, Alès Bialiastky (coprix Nobel de la paix).

Tout cela reste plus ou moins en dehors des radars des organisations homologues des pays européens, syndicalistes, gauches diverses, écologistes, libertaires, féministes, mouvement de paix et non-violents, ONG et associations, délibérément ou par distraction, jusqu'à présent, trop souvent aux abonnés absents, trop souvent sans aucune relation avec ceux qui devraient être leurs partenaires naturels,

ukrainiens ou russes... Le soutien aux médias indépendants reste limité, les relais pour que les informations vers la Russie et le Bélarus, ou provenant de la Russie et du Bélarus, le sont tout autant, la lutte pour permettre aux opposants exilés de bénéficier de conditions de séjour prolongés, en France par exemple, insuffisante.

Il y a, nous l'avons vu, heureusement des exceptions, comme le RESU/ENSU déjà cité, comme la solidarité syndicale effective (par exemple, avec les convois organisés régulièrement par un réseau de petits syndicats dont en France l'Union syndicale Solidaires, ou les convois de l'intersyndicale française avec les principales confédérations). Et des absences préoccupantes, car si Jean-Luc Mélenchon et le groupe parlementaire LFI ont apporté leur soutien à certains militants de la gauche socialiste russe, LFI n'a toujours pas de relations avec la gauche ukrainienne... Car si le Parti vert européen, ou EELV en France, se sont positionnés fermement contre l'agression poutinienne et pour la défense de l'Ukraine, ils n'ont guère engagé d'actions de solidarité politique et concrète les concernant en propre par rapport aux mouvements ukrainiens. Les principales organisations libertaires en France ignorent toujours leurs camarades ukrainiens... Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples.

En attendant, dans les conditions différentes, bien entendu, de l'Ukraine agressée, d'une part, et des dictatures russes et biélorusses, d'autre part, les progressistes ont besoin de soutien politique et d'actions concrètes de la part de leurs pairs, *maintenant!*

20 JANVIER 2022



**JOURS GRIS ET
NUAGES D'ACIER
SUR L'UKRAINE**

**PRÉSENTATION DU LIVRE EN PRÉSENCE
DE L'AUTEUR, BERNARD DRÉANO**

MERCREDI 15 FÉVRIER 2023
CICP, 21 TER RUE VOLTAIRE, 75011 PARIS, À 19H

IPAM CIPRI SYLLEPSE WWW.SYLLEPSE.NET

OÙ VA LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

VERS LE FASCISME

ZAKHAR POPOVITCH¹

La guerre en Ukraine s'enfonce de plus en plus dans le massacre mais le pire est peut-être à venir. Les massacres de prisonniers et de civils, les nombreux viols, systématiques dans les territoires occupés par la Russie, sont désormais des nouvelles « normales » de l'Ukraine. Des millions de personnes pourraient être tuées cet hiver de froid alors qu'elles vivent dans des appartements sans chauffage, eau et électricité.

Le nombre quotidien de morts est bien plus élevé qu'à n'importe quel moment des guerres du Donbass de 2014 à 2021. Selon les rapports des deux parties, le nombre de morts dépasse probablement les 100 000 depuis le début de la guerre pourrait désormais être supérieur à un millier de combattants et de civils morts quotidiennement².

Non seulement l'ampleur mais aussi la cruauté de la violence ne cessent d'augmenter et la propagande d'État russe pousse systématiquement à l'escalade. S'il ne s'agit pas encore de génocide, l'idéologie de l'élimination des Ukrainiens par millions est déjà annoncée à la télévision d'État russe et par des responsables de haut rang. Les Russes prétendent qu'il s'agit de « dénazification », mais cela se rapproche de plus en plus de l'idéologie du fascisme et des pratiques étatiques nazies³. Il est difficile de dire

jusqu'où l'Ukraine va plonger dans cet abîme de terreur, mais il est clair que le retrait des troupes russes est le meilleur moyen de « dénazifier » l'Ukraine – et peut-être la Russie.

En octobre, les forces armées russes ont lancé des attaques systématiques contre le réseau électrique ukrainien et les infrastructures civiles, notamment les installations d'approvisionnement en eau des grandes villes. Ces activités n'ont pas de signification militaire immédiate et n'influencent pas la capacité de combat des forces armées ukrainiennes. Mais ces attaques affectent les chances de la population civile de survivre à cet hiver. La plupart des foyers ukrainiens dépendent du chauffage central relié au système unifié de conduites de chauffage reliées à des centrales thermiques. La destruction des centrales thermiques, des lignes électriques à haute tension, de l'approvisionnement en eau et des égouts rendra les villes ukrainiennes invivables pour des millions de leurs habitants.

Les gens mourront s'ils ne sont pas évacués, et il n'y a pratiquement aucune chance qu'il soit possible d'évacuer rapidement dix millions de personnes supplémentaires. Environ 30 % de la production d'électricité ukrainienne a été touchée en quelques jours seulement, et si 30 à 50 % supplémentaires sont détruits, le chauffage et l'électricité s'arrêteront immédiatement.

1. Économiste, membre de Sotsialnyi Rukh.

2. Selon certaines estimations de l'armée américaine, le nombre total de morts pourrait dépasser les 100 000 de chaque côté.

3. L'examen détaillé de la situation intérieure de la Russie n'entre pas dans le cadre de cet article, qui se concentre sur les actions et la politique du gouvernement russe à l'égard de l'Ukraine. La fascisation

interne de la Russie, y compris la destruction des institutions démocratiques et la répression brutale à l'intérieur de la Russie, l'avènement de dictatures terroristes dans les territoires occupés du Donbass, ainsi que la création récente par la société militaire privée Wagner de camps d'entraînement pour les milices d'extrême droite dans les régions de Belgorod et de Koursk, méritent d'être étudiés.



Si cela se produit alors que la température extérieure est inférieure au point de congélation, ce qui est typique de l'hiver ukrainien, les conduites d'eau se fissureront également et la plupart des gens seront privés d'eau. Les gens n'auront que quelques jours pour évacuer avant que leurs appartements ne gèlent et qu'ils ne meurent de froid. De nombreuses personnes âgées et handicapées n'auront aucune chance. C'est exactement ce que veut la Russie. Selon les grandes chaînes de télévision russes, elle veut «geler l'Ukraine» pour la forcer à se rendre, comme l'a explicitement déclaré Medvedev, chef adjoint du Conseil de sécurité de l'État russe.

Le fait que l'infrastructure civile ukrainienne soit désormais la principale cible des frappes russes a été confirmé par Poutine. Simultanément, un présentateur de télévision russe, Anton Krasovsky, a suggéré de noyer les enfants ukrainiens s'ils n'apprécient pas l'occupation russe. Vous vous souvenez peut-être qu'un membre de la Douma d'État de la Fédération de Russie, Aleksey Zhuravlyov, a annoncé que la Russie devrait tuer environ deux millions d'Ukrainiens qui ne seront probablement pas prêts à être rééduqués pour devenir des petits Russes¹. Plus tard, l'ancien dirigeant de la prétendue République populaire de Donetsk, Pavel Gubarev, a modifié cette déclaration pour dire que 4 à 5 millions de personnes seraient tuées si nécessaire.

L'assassinat précédemment rapporté de 53 combattants ukrainiens capturés dans un camp de prisonniers de guerre tenu par la Russie a également manifesté de manière très convaincante l'intention de passer de la guerre d'attrition à la guerre d'extinction. Nous ne savons pas exactement qui a tué les prisonniers

de guerre ukrainiens dans la prison d'Olenivka, mais nous savons qu'une telle action est exactement conforme à la propagande d'État russe qui exigeait déjà la peine de mort pour chacun d'entre eux. Tous les membres des forces armées ukrainiennes sont membres d'unités particulières et presque chaque unité, comme le prétendent les Russes, est un «bataillon nationaliste». Selon la logique officielle russe, tous les membres de ces bataillons sont des «fascistes» qu'il suffit de tuer.

Les autorités russes ne sont pas intéressées par une quelconque enquête sur les crimes commis par le bataillon Azov en 2014-2015, tout simplement parce que la plupart des membres actuels de cette unité des forces armées ukrainiennes ne pourraient avoir aucun lien avec ces actes, car ils n'étaient pas encore enrôlés.

Il serait bon d'enquêter sur tous les événements de 2014 et des années suivantes, mais ce n'est pas ce qui intéresse la Russie. Si la plupart des membres actuels d'Azov apparaissaient sans lien avec un quelconque crime significatif, cela contredirait directement le récit de la propagande russe. Il est probable que les militaires russes et le personnel du Service fédéral de sécurité qui ont eux-mêmes commis de nombreux crimes soient déçus en découvrant que les «crimes d'Azov» semblent beaucoup moins importants que les leurs. Nous savons que des prisonniers de guerre ukrainiens ont été emprisonnés dans la «République populaire de Donetsk», où les Russes ont à nouveau rétabli la peine de mort. Et nous savons que certains ont été torturés dans les prisons russes.

Si les Russes voulaient une enquête, ils pourraient la mener dans n'importe quelle prison en Russie, où aucun missile ukrainien ne peut frapper – mais ils ne le veulent pas. Peut-être les enquêteurs russes ont-ils simplement peur de montrer en procès public des

1. Le commentaire du député russe sur les 2 millions d'Ukrainiens à tuer: <https://youtu.be/iaRUepc-7VQ?t=446>; <https://youtu.be/iaRUepc-7VQ?t=522>

prisonniers de guerre dont les «aveux» ont été obtenus sous la torture? Certaines personnes disent que les Ukrainiens feraient mieux de se rendre. Même ma fille, qui a 12 ans et qui est maintenant réfugiée en Pologne, m'a demandé un jour: «Peut-être devrions-nous simplement arrêter de nous battre pour sauver des vies?» Je ne savais pas comment lui expliquer que je doute que nous ayons vraiment une telle option.

Elle a également soulevé la question du fascisme. «Pourquoi tout le monde parle du fascisme maintenant? Qui sont les fascistes? Les Russes sont-ils des fascistes? Les gens d'Azov sont-ils vraiment des nazis?» Des questions pas faciles. Puis elle s'est intéressée à l'Holocauste et lorsque je lui ai rendu visite à Cracovie, nous avons décidé de faire une excursion d'une journée à Auschwitz pour voir les chambres à gaz où 5 000 personnes étaient tuées quotidiennement par les nazis après l'occupation de leur pays. À l'époque, nous espérions qu'il n'y avait pas de massacres et de tortures dans les camps de prisonniers de guerre russes. Après Olenivka, nous savons exactement le contraire: les massacres et les tortures sont malheureusement la réalité. Quoi qu'il en soit, ceux qui pensent encore qu'il est préférable pour les Ukrainiens de se rendre devraient y réfléchir à deux fois.

Il est difficile de trouver des termes plus obscurs, et pourtant largement utilisés dans les médias de masse, que «fascisme» et «nazisme». Les médias russes affirment que les forces armées russes combattent actuellement les «fascistes» ukrainiens pour la «dénazification» de l'Ukraine. À l'inverse, les Ukrainiens affirment que nous combattons des envahisseurs «russo-fascistes» qui pillent, violent et tuent des civils, y compris des bébés et des enfants en âge de fréquenter la maternelle.

Les conséquences de l'occupation russe comprennent des charniers et des dommages importants aux immeubles d'habitation à étages à Boutcha, Irpin et Borodianka (30 à 50 kilomètres au nord-est du centre-ville de Kyiv). Ces images rappellent sans aucun doute aux Ukrainiens leur combat contre l'Allemagne nazie et les envahisseurs «germano-fascistes» en 1941-1944.

ANTIFASCISMES?

Pendant la guerre froide, on a appris aux Américains à identifier leur allié pendant la Seconde Guerre mondiale comme étant exclusivement la Russie, alors que jusqu'à un tiers de l'Armée rouge et de l'industrie militaire de l'Union soviétique provenait en fait de la République soviétique d'Ukraine. Les chars soviétiques T-34 ont en fait été conçus et produits en Ukraine, puis par des ouvriers et ingénieurs ukrainiens évacués vers l'Oural. La production de chars sur le célèbre *Uralvagonzavod* russe a été lancée en 1941 par des Ukrainiens évacués de Kharkiv. La lutte contre l'invasion et l'occupation nazies a été relativement plus traumatisante pour les Ukrainiens (et les Biélorusses) que pour les Russes, car seule une partie de la Russie a été effectivement occupée et un pourcentage relativement plus faible de sa population tuée, tandis que l'ensemble de l'Ukraine a été touché par l'occupation de l'Axe avec les crimes génocidaires du nazisme¹.

1. Le taux moyen de décès en Union soviétique, en pourcentage de la population de 1940, est estimé à 13,7 %. Pour la Russie, il est nettement inférieur à la moyenne – environ 12,7 % – et nettement supérieur pour l'Ukraine (16,3 %) et le Bélarus (25,3 %). Pour plus d'informations, voir Yorgos Mitralias, «Une guerre étrange où on interdit à l'ukraine que Poutine “soit humilié”», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 9; [yorgos mitralias.org/2022/05/23/why-does-putin-make-all-the-soviet-dead-of-the-second-world-war-russians/](https://yorgosmitralias.org/2022/05/23/why-does-putin-make-all-the-soviet-dead-of-the-second-world-war-russians/)



Dans pratiquement toutes les familles ukrainiennes, il y a eu des parents tués pendant la Seconde Guerre mondiale. Mes deux grands-pères, Sergii et Vadym, ont été tués dans les forces armées en résistant à l'invasion nazie, Sergii en 1941 et Vadym en 1944. Il s'agissait d'une guerre coloniale sanglante d'extinction visant, à long terme, à éliminer le plus grand nombre possible de Slaves, y compris les Ukrainiens, et à pousser les Russes restants au-delà de la Volga et dans l'Oural. Comme l'a dit Himmler: «Je suis totalement indifférent au sort des Russes, des Tchèques... qu'ils vivent ou meurent de faim, cela ne m'intéresse que dans la mesure où nous en avons besoin comme esclaves¹.»

Pour les Ukrainiens, le «fascisme» n'est qu'un autre synonyme de mal absolu. Rien de comparable n'a été vécu par le peuple ukrainien entre octobre 1944 et le 24 février 2022 et il est tout à fait naturel pour un Ukrainien qui voit les charniers de Boutcha de se souvenir des charniers de Babi Yar à Kyiv. Nous avons bien sûr de la chance que l'ampleur confirmée des massacres soit encore bien moindre qu'il y a quatre-vingts ans – mais malheureusement, nous ne savons toujours pas combien de personnes sont enterrées dans les fosses communes de Marioupol. J'espère que le lecteur comprend maintenant pourquoi les Ukrainiens affirment qu'ils mènent une guerre de libération patriotique contre le fascisme. C'est un élément naturel de notre mémoire collective. Les Ukrainiens se sont toujours considérés comme une nation qui a vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, aux côtés des Russes, des Américains et de tous les autres alliés, bien sûr, mais aussi comme une nation qui a joué un rôle spécifique et non moins important que les autres

alliés. Je dirais même que l'interprétation russe officielle du «fascisme²», qui fait également référence à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, est un peu différente de l'interprétation ukrainienne, étant donné la nature différente de cette expérience et des réflexions ultérieures.

Moscou a toujours considéré la victoire sur l'Allemagne nazie non seulement comme une libération du sol russe, mais aussi comme une étape importante dans la construction du grand empire soviétique dirigé par la Russie et le peuple russe. La victoire a fait de l'Union soviétique une grande puissance mondiale et a assuré son contrôle militaire sur d'immenses territoires bien au-delà des frontières de la Russie et de l'Ukraine. L'Ukraine, en tant que «deuxième république» de l'Union soviétique, a bien sûr bénéficié en partie de ce nouveau projet impérialiste, mais avec beaucoup moins d'enthousiasme, et s'est également retrouvée soumise à l'oppression impérialiste russe et à la russification. La politique des dirigeants soviétiques staliniens et post-staliniens envers l'Ukraine est apparue très différente des déclarations d'égalité faites dans les années 1920 lors de la création de l'Union.

Je ne nie pas complètement le récit antifasciste russe, mais je soutiens que l'antifascisme ukrainien est davantage axé sur l'autolibération et l'auto-émancipation, tandis que le russe, du moins le russe officiel, est beaucoup plus axé sur la libération des autres (parfois contre leur volonté). L'antifascisme célébré par Staline a toujours été mélangé avec du chauvinisme grand-russe. Si vous avez eu l'occasion de voir le mémorial militaire soviétique dans le parc Treptow à Berlin, vous remarquerez qu'il est rempli

2. L'historien Timothy Snyder remarque que «traiter les autres de fascistes tout en étant fasciste est la pratique poutiniste essentielle», que Snyder appelle «schizofascism».

1. Heinrich Himmler cité par Enzo Traverso.

de citations de Staline sur le «grand peuple russe» et de références à la continuité entre la lutte antifasciste soviétique et les guerres médiévales menées par des princes féodaux russes comme Alexandre Nevski contre les Allemands.

En se promenant autour du mémorial du parc Treptow, on pourrait vraiment penser que les Ukrainiens et les autres peuples de l'Union soviétique n'ont jamais participé à l'effort soviétique de la Seconde Guerre mondiale.

Si «libérer» une autre nation de ses sueurs de sang capitalistes peut avoir un certain sens en tant qu'acte de solidarité de classe internationale des travailleurs et des prolétaires – du moins, c'est ce que déclaraient les Soviétiques – il s'agit évidemment de mensonges insensés lorsque nous l'entendons de la bouche de Poutine, car la Russie contemporaine n'a rien d'autre à offrir qu'un capitalisme semi-périphérique et une bureaucratie à l'esprit impérialiste.

Poutine nie la solidarité de classe par principe et considère généralement la solidarité et l'auto-organisation de la base comme la principale menace pour son propre pouvoir et son projet impérialiste. C'est pourquoi il déteste tant Lénine.



LUTTER POUR L'IDENTITÉ

Ceux de «gauche» qui considèrent Poutine comme un «moindre mal» visent généralement à préserver d'une manière ou d'une autre le statu quo d'une vie bourgeoise tranquille – et non à remettre en question le système impérialiste dans son ensemble, et en rejetant bureaucratiquement l'auto-organisation des mouvements populaires comme des mobilisations pro-américaines inspirées par la CIA, les fascistes, etc.

Sur la base de ce récit, Poutine identifie l'«antifascisme» à la reconstruction de l'empire soviétique. En

utilisant ces notions impérialistes d'«antifascisme», la propagande russe peut facilement prétendre qu'elle mène actuellement sa guerre «antifasciste» en Ukraine. Mais les Ukrainiens mènent leur propre guerre antifasciste de libération contre les envahisseurs étrangers brutaux. Ces envahisseurs ne font que nier le droit à l'existence des Ukrainiens, en niant l'identité, l'État et la nation ukrainiens avec leurs slogans de «dénazification¹». (Comme l'a précisé plus tard un article de l'agence de presse officielle russe Ria-Novosti, «dénazification» signifie en fait «désukrainisation²».)

Les Ukrainiens pourraient être acceptés dans l'État russe unifié en tant que partie de la «*Rossijane*³» comme tous les autres sujets de la fédération russe, avec quelques caractéristiques folkloriques distinctes, mais sans avoir le droit de se considérer comme n'appartenant pas à la Russie. L'identité ukrainienne moderne est multiculturelle, significativement russophone et majoritairement bilingue, mais elle insiste sur notre propre droit à décider par elle-même de son identité. Et c'est précisément ce point qui est inacceptable pour Poutine.

L'identité ukrainienne évolue actuellement en réponse à l'invasion. Elle est en cours de formation et de développement, mais le regroupement sans précédent de citoyens ukrainiens d'origines ethniques et aux pratiques linguistiques diverses la fait fortement passer du nationalisme ethnique au multiculturalisme.

En effet, la connaissance de la langue ukrainienne est importante en tant que signe distinct de l'identité

1. Sur ce point, voir les multiples articles et discours de Poutine.

2. Article paru dans l'agence de presse officielle russe Ria-Novosti (https://en.wikipedia.org/wiki/What_Russia_Should_Do_with_Ukraine).

3. *Rossijani* est le nom de tous les citoyens de la Russie, quelle que soit leur origine ethnique.

ukrainienne, mais je dirais qu'un Ukrainien typique véritable est au moins bilingue. Cette identité multilingue n'est pas due aux limites de la langue ukrainienne, mais au niveau élevé de l'éducation de masse et de l'enseignement supérieur, qui attire également des étudiants de nombreux pays.

En résumé, les Ukrainiens ont une raison de considérer leur lutte comme «antifasciste», et c'est naturel pour nous, compte tenu de nos expériences de résistance antinazie et de guérilla partisane pendant la Seconde Guerre mondiale. Le choix de résister ou non n'est pas le choix de Zelensky. C'est le choix définitif du peuple ukrainien de mener la guerre de résistance.

La grande majorité de la population ukrainienne n'accepte absolument pas le projet de Poutine de la soumettre à la gouvernance de ses représentants et à la terreur de la police secrète, comme il l'a déjà fait dans les territoires occupés du Donbass oriental. Le choix pour Zelensky a été seulement d'organiser soit une résistance efficace soit de le faire de manière inefficace. Se rendre n'était pas une option.

J'ai personnellement été témoin de longues files d'attente pour s'inscrire dans l'armée, surtout dans les premiers jours de la guerre. Des millions de personnes, y compris des personnes âgées, des pauvres et des russophones, ont volontairement donné de l'argent à l'armée. Des centaines de milliers de personnes, y compris celles dont l'éligibilité au service militaire était limitée en raison de leur état de santé, ont rejoint les unités de défense territoriale.

Un grand nombre d'hommes d'une quarantaine, d'une cinquantaine et d'une soixantaine d'années, des travailleurs ordinaires sans aucune affiliation politique et sans expérience militaire autre que le service de conscription générale à l'âge de 18 ans, ont rejoint la défense territoriale de leur ville, ont pris de

vieux fusils Kalachnikov et ont arrêté les envahisseurs russes près de chez eux. J'ai vu beaucoup d'entre eux dans les banlieues de Kyiv.

Tous les membres de la défense territoriale ne sont pas des anges, mais vous savez qu'ils défendent leur ville telle qu'ils la comprennent. Récemment, même la propagande d'État russe a reconnu que les Ukrainiens ont une forte volonté et sont prêts à défendre leur pays¹.

En 2019, la plupart des Ukrainiens ont soutenu Zelensky comme l'alternative au nationalisme ethnocentrique belliqueux du précédent président Porochenko parce qu'ils croyaient qu'un cessez-le-feu dans le Donbass était possible et souhaitable (et que Zelensky a presque tout fait pour y parvenir en 2020-2021). Maintenant, en 2022, après les attaques systématiques russes contre la population civile, une majorité écrasante d'Ukrainiens ne croit pas aux promesses russes et soutient le gouvernement Zelensky dans l'effort de guerre de la nation.

Poutine a prouvé de manière éclatante que c'était la seule façon de le traiter. Ainsi, ma réponse à la question de savoir si le monde serait meilleur si l'armée russe était repoussée à la frontière est totalement positive. Pour les Ukrainiens, vaincre l'agression russe est désormais une véritable lutte pour l'auto-organisation à la base, la dignité et les droits des travailleurs, la diversité culturelle, la démocratie et la justice sociale.

FASCISATION DE LA RUSSIE ?

L'«antifascisme» officiel russe n'est évidemment qu'une mystification, mais cela ne suffit évidemment

1. Un commentateur de la télévision d'État russe admet que la Russie est isolée et que l'armée ukrainienne est redoutable (<https://youtu.be/xF6TXAIe1tc>).

pas à prouver que la Russie est fasciste. Néanmoins, la «fascisation» de la Russie est maintenant largement discutée, et il semble qu'elle ait déjà commencé et qu'elle se poursuivra probablement.

Grigory Yudin souligne que la propagande et la terreur massives poussent des citoyens auparavant apolitiques à coopérer avec le gouvernement par peur d'être dénoncés: «Les masses passives commencent à coopérer de peur de devenir les victimes¹.» Pourtant, il ne s'agit pas encore des mobilisations de masse de l'Allemagne nazie ou de l'Italie fasciste des années 1930. Et encore une fois, le flou et l'incertitude du concept de «fascisme» laissent trop de place à la spéculation. Pour être honnête, je ne suis pas entièrement satisfait de la plupart des arguments en faveur de la fascisation, car ils font encore appel à certaines caractéristiques externes et à des comparaisons historiques, évitant la question de la nature du phénomène actuel.

En 1936, Walter Benjamin a tenté de saisir l'essence du fascisme en affirmant qu'il s'agit de l'esthétisation de la guerre, en tant que stade suprême de l'esthétisation de la politique². On peut remarquer une esthétisation systématique de l'armée dans la société russe: des enfants de maternelle défilant en uniforme de la Seconde Guerre mondiale aux documentaires épiques glorifiant les nouveaux missiles stratégiques et les sous-marins nucléaires. Aujourd'hui, la propagande d'État russe met en scène des séances de photos sentimentales avec des enfants de 8 ans³ accueillant des soldats russes qui, comme nous le savons par

les médias ukrainiens, tuent et violent des enfants ukrainiens.

Lorsque Volodymyr Artiuk⁴ souligne que «la propagande ukrainienne efface les symboles soviétiques et fait appel aux corps et aux affects, [alors que] la propagande russe bourre l'espace symbolique de signes iconiques tout en effaçant les corps [morts]», on voit que la propagande russe se distingue de l'ukrainienne précisément dans l'esthétisation de cette politique d'agression, d'offense et de viol.

Je dirais que les nouvelles photos du président Zelensky et de son épouse publiées dans le magazine *Vogue* sont tout le contraire de l'esthétisation de la guerre. De nombreux Ukrainiens d'extrême droite ont critiqué ces photos précisément parce qu'elles ne sont pas héroïques, glorieuses et glamour. On n'y voit qu'un couple fatigué qui essaie visiblement de remplir ses tâches quotidiennes – sans armes, sans ordres ni insignes militaires. Il s'agit peut-être d'une esthétisation de la dignité et de la résistance, mais pas de la guerre.

Mais pouvons-nous d'une manière ou d'une autre relier l'esthétisation de la guerre à la logique sociale et économique fondamentale du système mondial capitaliste moderne? Dans son livre *Race, nation, classe* (coécrit avec Étienne Balibar), Immanuel Wallerstein a proposé une définition simple et instrumentale du racisme comme étant lié à la division du travail dans le système mondial.

Ainsi, le racisme est évidemment assez bon comme idéologie pour la guerre coloniale, où les États du cœur du système mondial se battent pour conquérir la périphérie. Mais le racisme classique n'est pas tout à fait adapté à la guerre interimpérialiste, surtout

1. La Russie sous la forme de la lettre «Z». Le régime autoritaire de Poutine se transforme en fascisme..

2. *Das Kunstwerk im Zeitalter seiner technischen Reproduzierbarkeit* (1936).

3. <https://ria.ru/20220516/alesha-1788750012.html#pv=g%3D1788750013%2Fp%3D1788435321>

4. Destruction des signes, signes de destruction, <https://commons.com.ua/en/destruction-signs-signs-destruction>



lorsqu'il s'agit d'une guerre totale visant à éliminer l'ennemi. Les arguments racistes classiques semblent beaucoup moins rationnels lorsqu'on essaie de les utiliser pour justifier la guerre entre les nations européennes. Au cours de la Première Guerre mondiale, il est devenu évident que les États ne disposaient d'aucune idéologie convaincante et suffisamment attrayante pour mobiliser les masses et tuer les soldats de la nation ennemie. Au lieu de cela, nous avons assisté à la fraternisation des soldats sur le front et à la montée des mouvements socialistes.

Une idéologie plus efficace était nécessaire pour poursuivre la guerre interimpérialiste. Et de telles idéologies ont été inventées sous la forme du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, en réponse à la menace de la révolution socialiste internationale. L'idéologie fasciste est l'idéologie de la guerre interimpérialiste, avec un rejet total des alternatives socialistes égalitaires.

C'est exactement le point où commence la politique fasciste, comme l'a dit le penseur nazi Carl Schmitt. La montée d'une dictature totalitaire qui n'accepte aucune forme d'opposition interne naît exactement de la nécessité de mobiliser toute la population à l'effort de guerre total, justifié uniquement par le besoin de gagner la compétition avec l'ennemi tout aussi fort et insidieux.

Tous les arguments de supériorité sont artificiels et apparemment irrationnels – mais ils ne sont pas censés être rationnels. Leur fonction est de construire une unité et une identité fortes, suffisantes pour se séparer strictement de l'ennemi et développer une forte loyauté envers le leader, puis de briser toute forme d'auto-organisation et de pousser les personnes isolées à céder tout le pouvoir au chef.

C'est ici qu'apparaît la double pensée d'Orwell, car tout le monde comprend que l'idéologie n'est qu'un

écran pour dissimuler les véritables objectifs des dirigeants, mais aussi que la réalisation des objectifs (aussi cannibales soient-ils) est bénéfique aux membres de la nation qui survivent à la guerre. Il devient très pratique de faire semblant de croire à l'idéologie et d'assumer un minimum de responsabilité pour les moyens brutaux nécessaires à la réalisation des objectifs. Il est psychologiquement confortable de chasser de la conscience toute preuve des crimes en cours en la qualifiant de *fake news* et d'«impossible»; sinon, il faut résister au gouvernement, ce qui est évidemment très risqué. Essayons d'utiliser une telle compréhension du fascisme en tant qu'idéologie et pratique de la guerre interimpérialiste pour la guerre actuelle en Ukraine. La situation est, bien sûr, un peu délicate, car nous avons des fascistes dans la lutte antifasciste et du fascisme sous les slogans de l'antifascisme.

Il est vrai que parmi ceux qui se battent pour défendre l'Ukraine, il y a des gens qui ont des antécédents et des idées néonazis. Malheureusement, les néonazis jouent un rôle important dans certaines unités particulières de l'armée ukrainienne, comme le régiment Azov. Mais l'idéologie néonazie n'a pas été reprise par l'État et n'est pas mise en œuvre dans la pratique des institutions publiques ukrainiennes. L'État ukrainien n'a pas besoin de l'idéologie fasciste pour mobiliser et contrôler les masses, car le peuple est déjà naturellement mobilisé depuis le bas pour défendre sa dignité et son sol contre l'invasion étrangère insolente.

Les résultats électoraux des partis d'extrême droite en Ukraine restent bien inférieurs à ceux de nombreux pays européens – Rassemblement national (ancien Front national) en France, AfD en Allemagne, Fidesz en Hongrie, PiS en Pologne, Fratelli d'Italia en Italie, etc. Pour une raison quelconque, la rhétorique et les actions des autorités ukrainiennes restent très

libérales et maillées d'idées sur les droits humains, la démocratie et le populisme social.

Il est difficile de faire une estimation précise concernant la Russie, mais même si nous supposons que la présence relative de personnes ouvertement néonazies dans les forces armées russes est moins importante et que des cas tels que celui de l'unité néonazie Rusich sont rares, nous devons néanmoins admettre que l'idéologie et la propagande de l'État russe semblent beaucoup plus antidémocratiques, xénophobes, racistes et ressemblent de plus en plus à des exemples fascistes.

La terreur règne en Russie contre l'opposition à la guerre, et une partie importante de la population russe est mobilisée en faveur de cette guerre par la propagande d'État. La majorité est malheureusement dans une position de soutien silencieux. Je suis sûr que la plupart de ces personnes prétendront qu'elles ne savaient tout simplement pas, qu'elles pensaient qu'il s'agissait du fascisme en Ukraine et que la Russie menait une guerre «antifasciste» – cet «antifascisme» russe se rapproche-t-il de plus en plus du fascisme classique des années 1930?



NOUVELLE GUERRE INTERIMPÉRIALISTE ?

La guerre actuelle en Ukraine n'est évidemment pas encore interimpérialiste. Pour les Ukrainiens, il s'agit d'une guerre de libération contre l'invasion impérialiste étrangère par l'armée russe. De l'autre côté, l'État russe mène une guerre coloniale en Ukraine afin de reconstruire son empire.

Mais l'argument de la supériorité naturelle de la Russie sur les «frères» ukrainiens semble trop schizophrénique, même pour les propagandistes de l'État russe. C'est la principale raison pour laquelle la Russie affirme qu'elle combat l'OTAN en Ukraine

(alors que l'OTAN n'est pas encore arrivée, comme on le dit à Odessa). Cette lutte imaginaire contre l'«Occident collectif» conduit naturellement le gouvernement russe à menacer d'une guerre nucléaire mondiale et à promouvoir l'idéologie d'un vaste conflit interimpérialiste. À bien des égards, la propagande russe est peu convaincante pour les gens en Ukraine, et même à l'intérieur de la Russie, parce que le cadre du chauvinisme colonial pur ne fonctionne pas envers l'Ukraine. L'Ukraine a toujours été l'une des parties les plus développées de l'empire russe, et les efforts d'assimilation des Ukrainiens en ont fait, dans la propagande chauvine russe, une sorte de «également Russes» ou du moins de «frères».

Malgré la grave destruction de son économie dans les années 1990, l'Ukraine reste une puissance européenne industrialisée, avec ses centrales nucléaires, ses industries aérospatiales et ses dizaines de grandes universités. C'est un endroit bien différent des colonies «classiques». La Russie pousse à l'escalade car elle cherche à redistribuer les «sphères d'intérêts» vers la reconnaissance des droits impériaux de la Russie sur l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. La Russie fait tout son possible pour convaincre la Chine de la rejoindre et pour entraîner dans le conflit autant de pays que possible (par exemple, les armes iraniennes qui tuent des civils en Ukraine).

Voilà ce que signifie le «monde multipolaire» pour Poutine. Lui et sa bande au pouvoir ne peuvent tout simplement pas accepter que la Russie soit un pays qui entretient des relations égalitaires et respectueuses avec ses voisins. Dans l'esprit de ces gens, un tel résultat signifie la fin de la Russie. Comme ils ne peuvent imaginer la Russie autrement que comme un empire qui règne sur sa sphère d'intérêts, la stratégie doit être de reconstruire l'empire ou de mourir. Dans cette logique folle, si le monde

n'accepte pas l'annexion absolument illégale et anormale de certaines parties de l'Ukraine par la Russie¹, cela signifie que le monde n'accepte pas l'existence de la Russie. Si vous ne reconnaissez pas les récents faux référendums organisés sous la menace d'une arme, qui étaient manifestement mis en scène et ne représentent pas la volonté du peuple, vous êtes un criminel au regard de la loi russe.

Pour les gangsters de Poutine, la question est la suivante: ils peuvent éventuellement accepter certaines pertes territoriales (par exemple, le retrait de Kherson), mais ils veulent que le monde reconnaisse et accepte leur droit d'annexer des territoires et de gouverner par la force dans leur sphère d'influence. L'astuce est que si et quand le monde succombera au chantage russe, la porte de la prochaine grande guerre interimpérialiste sera finalement ouverte.

Malheureusement, je ne vois aucune force capable d'empêcher une guerre mondiale dans ce scénario. Tous les traités de sécurité collective et de non-prolifération des armes nucléaires n'auraient plus aucun sens.

Et si la gauche européenne et plus généralement occidentale accepte cette nouvelle réalité, elle ne sera plus capable de prétendre qu'elle est internationaliste. Ceux qui poussent à faire preuve de compréhension à l'égard de Poutine et à la reconnaissance des «préoccupations légitimes de sécurité» de la Russie poussent en fait la gauche plus loin vers l'abîme du chauvinisme social. Une nouvelle guerre interimpérialiste nécessitera certainement une nouvelle idéologie fasciste et de nouveaux régimes

fascistes, et malheureusement, nous nous dirigeons déjà dans cette direction². Et il semble que la Russie s'y dirige rapidement, et nous entraîne tous dans la même direction.

Une défaite militaire rapide de l'invasion russe en Ukraine peut éventuellement interrompre ce processus, au moins temporairement. Sinon, nous nous dirigerons vers la fascisation du monde et la guerre impérialiste mondiale beaucoup plus rapidement.

C'est la raison principale pour laquelle l'Ukraine doit gagner et la classe ouvrière du monde doit soutenir l'Ukraine. Cela n'abolira pas la rivalité interimpérialiste, mais peut au moins la limiter et l'atténuer pendant un certain temps. Espérons que les socialistes l'utiliseront pour reconstruire la vision et s'organiser pour une alternative socialiste internationaliste.

AGAINST THE CURRENT, N° 222, JANVIER-FÉVRIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat

1. Le 30 septembre 2022, la Russie, dans le cadre d'une invasion en cours de l'Ukraine, a déclaré unilatéralement son annexion de zones dans quatre oblasts ukrainiens : Luhansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson (https://en.wikipedia.org/wiki/Russian_annexation_of_Donetsk,_Kherson,_Luhansk_and_Zaporizhzhia_oblasts).

2. Vous pouvez l'appeler «post-fascisme», comme le fait Enzo Traverso. Voir *Les nouveaux visages du fascisme: le populisme et l'extrême droite*.

LE POUTINISME, C'EST LE FASCISME POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE DE LE DIRE AUJOURD'HUI

ILYA BUDRAITSKIS¹

Le 24 février, lorsque la Russie de Poutine a lancé une invasion militaire à grande échelle en Ukraine, le monde s'est trouvé face à plus qu'un simple défi à l'hégémonie géopolitique occidentale. Derrière la politique agressive du Kremlin se cache une logique qui renvoie à l'idéologie impérialiste classique, selon laquelle les relations entre pays sont fondées uniquement sur le droit du plus fort. S'il a critiqué les interventions militaires étatsuniennes en Irak ou en Afghanistan dans ses discours, Vladimir Poutine était surtout en désaccord avec la revendication par Washington du droit exclusif de mener des interventions impériales, d'étendre sa sphère d'influence et de condamner les autres puissances qui oseraient faire de même.

L'accusation portée contre l'Occident se réduit donc à dénoncer l'«hypocrisie» des États-Unis: pourquoi seraient-ils les seuls autorisés à faire ce que les autres n'ont pas le droit de faire? Ce qui était auparavant la chasse gardée de l'impérialisme US, selon Poutine, doit désormais devenir la seule loi reconnue de la politique internationale. Dans sa vision du monde, seuls certains États sont déterminés «organiquement»

à devenir des empires dotés d'un pouvoir «souverain» de déclencher des guerres, tandis que d'autres sont destinés à être des «colonies», des objets à contrôler et à conquérir. Le droit de ces États «souverains» à exercer un pouvoir arbitraire extérieur correspond à leur droit à exercer un pouvoir arbitraire intérieur: si derrière chaque droit il n'y a finalement que la force nue, alors les droits humains ou le droit à la représentation démocratique dépendent aussi inévitablement de la force, et ne sont donc que des armes brandies pour exercer une influence extérieure.

De cette logique impériale découle inévitablement une logique contre-révolutionnaire et antidémocratique qui a toujours été caractéristique de l'élite russe: toutes les protestations et tous les soulèvements sont toujours contrôlés de l'extérieur, que ce soient les manifestations de l'opposition russe de 2011, le printemps arabe ou la révolution russe de 1917 (que Poutine considère également comme le résultat des activités des services de renseignements étrangers). Il est facile de voir que dans un tel schéma idéologique, les États sont assimilables à des individus qui, dans une société de marché, sont également engagés dans une lutte mutuelle constante pour le succès, la domination et la reconnaissance. La même loi naturelle régit les États, les communautés nationales et les vies humaines individuelles: soit vous affirmez votre droit existentiel au détriment d'un autre, soit vous devenez la victime de l'affirmation de ce droit par d'autres puissances.

Pour la Russie de Poutine, cette idéologie est désormais définitivement passée du stade de la rhétorique



1. Professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents: Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Londres, Verso, 2022). Ce texte est une version abrégée d'un article qui sera publié en anglais dans un numéro de *Spectre*. Il a été publié en russe par le site syg.ma.

à celui de la pratique, avec un pouvoir qui repose non seulement sur les perceptions chauvines de certaines parties de la société russe, mais aussi sur la rationalité du marché néolibéral qui y prévaut. Divisée en individus isolés et opposés, une telle société devient un instrument soumis aux élites et accepte sa propre impuissance et son incapacité à agir de manière solidaire comme la conséquence d'un destin historique supposé immuable et des lois quasi organiques qui régissent la vie sociale. L'invasion de l'Ukraine a fermement établi dans la Russie de Poutine ce lien inextricable entre politique étrangère et politique intérieure, où l'une est la continuation inévitable de l'autre. La guerre a initié la transformation du régime russe en une forme qualitativement nouvelle : une dictature ouverte, où toute expression publique qui diffère de la politique officielle est un crime et où toute tentative d'action collective équivaut à une trahison de l'État-nation.

Ce lien entre, d'une part, une atmosphère de peur et de subordination, et, d'autre part, le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification complète de la volonté de la nation avec les décisions d'un leader autoritaire, ont ces derniers mois conduit beaucoup de gens à comparer la Russie de Poutine au fascisme – à juste titre, à mon avis. Cependant, en introduisant ce redoutable concept dans l'analyse de l'actualité, il convient de comprendre pourquoi il est nécessaire de le faire. Tout d'abord, certainement pas pour utiliser le terme «fascisme» comme un synonyme de mal absolu, contre lequel «le monde libre» devrait s'unir. Une telle moralisation du fascisme ne signifierait rien d'autre qu'un retour, dans une nouvelle phase, aux oppositions binaires de la guerre froide (où «le communisme» soviétique se verrait désormais mécaniquement remplacé comme ennemi extérieur de l'Occident par le «fascisme de

Poutine»). Deuxièmement, une analyse du fascisme contemporain en Russie (ainsi que des tendances fascistes au-delà de ses frontières) ne devrait pas être remplacée par des analogies historiques spéculatives. Il faut se rappeler que la montée du fascisme dans la première moitié du 20^e siècle a été déterminée par une combinaison de circonstances historiques uniques, et que sa doctrine était controversée et éclectique. Troisièmement, et c'est peut-être le point plus important, aborder la notion de fascisme dans le contexte du régime russe contemporain ne doit pas conduire à le considérer comme la preuve de son particularisme, à l'idée que la fascisation de la Russie post-soviétique est un cas unique prétendument prédéterminé par l'histoire particulière du pays. Au contraire, la caractérisation du régime de Poutine comme fasciste devrait aider à discerner les caractéristiques communes de la crise actuelle de l'ordre capitaliste néolibéral, qui est à l'origine de son évolution. De plus, je suis convaincu que parler de fascisme aujourd'hui pour la Russie ne se justifie que si nous le percevons comme un signe alarmant de tendances mondiales susceptibles de se concrétiser sous la forme de régimes similaires, y compris dans le monde occidental. Tout cela nous ramène inévitablement à la fois à une nouvelle réflexion sur le phénomène du fascisme et à une compréhension de l'évolution spécifique du régime de Poutine en tant que partie intégrante du système capitaliste mondial.

Définir le fascisme : doctrine, mouvement ou régime ? Dans la vaste littérature historique et politico-philosophique sur le fascisme, on peut distinguer trois approches : la première, qui le considère avant tout comme une idéologie (ou plutôt un ensemble de caractéristiques idéologiques) ; la deuxième, comme un mouvement de masse radical, tandis que la troisième le voit comme un genre particulier de

domination, une forme fondamentalement nouvelle de régime politique et, plus généralement, de pouvoir social. Ainsi, la célèbre définition du fascisme par l'historien Roger Griffin comme une «renaissance de l'ultra-nationalisme» («*Palingenetic ultranationalism*»), cherche à définir le fascisme de manière normative, à en déduire son «type idéal», ce qui permet de le séparer clairement de tout autre forme autoritaire. Le fascisme, selon Griffin, est toujours lié à l'idée de faire revivre la grandeur perdue de la nation, à un rejet révolutionnaire des formes précédentes de légitimité, à la mobilisation des masses et à une vision organique de la communauté nationale¹.

Les limites de cette approche apparaissent clairement dans les récents débats sur le caractère fasciste ou non du régime de Poutine. Timothy Snyder², par exemple, tente de découvrir les fondements idéologiques du régime de Poutine en exagérant l'influence sur Poutine des livres d'Ivan Ilyin, l'idéologue de l'émigration blanche des années 1920 et 1930, ou en reconstruisant à partir de la rhétorique militariste du président russe un «culte de la mort» similaire aux discours de Codreanu, le leader fasciste roumain de l'entre-deux-guerres. Les critiques de Snyder, pour leur part, soulignent que l'État de Poutine ne s'appuie pas, comme le «fascisme classique», sur une mobilisation de masse motivée idéologiquement³.

Il est clair qu'une telle définition normative du fascisme, reposant sur la présence ou l'absence d'un

ensemble de caractéristiques spécifiques, détourne l'analyse de la réalité du régime et de son évolution historique.

Certes, l'invasion actuelle de l'Ukraine s'est accompagnée d'un certain nombre de discours programmatiques de Poutine, et a été encadrée de manière très réactionnaire par la propagande russe. Toutefois, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il y a vingt ans, il n'était clairement pas un «homme d'idées» et ses politiques pratiques n'étaient pas guidées par l'allégeance à une quelconque doctrine. Au contraire, on peut dire que ses opinions ont été façonnées comme une synthèse des réalités pratiques apprises à travers les fonctions qu'il a occupées tout au long de sa carrière. Ainsi, ses premières années dans les services de sécurité soviétiques l'ont habitué à la pensée conspirationniste; diriger la privatisation à la mairie de Saint-Petersbourg dans les années 1990 l'a formé à la violence et à la domination brutale, caractéristiques du business semi-criminel et de la mafia avec lesquels il était étroitement associé. Enfin, ses longues années au pouvoir en tant que leader autoritaire incontesté lui ont insufflé une vision de son propre destin messianique en tant que restaurateur de la puissance géopolitique perdue de la Russie.

Ce n'est pas l'idéologie qui définit la pratique de Poutine, mais plutôt la pratique qui l'oblige à intérioriser un ensemble de diverses «vérités» idéologiques qu'il considère comme évidentes.

Les citations de penseurs réactionnaires, soigneusement insérées dans les discours de Poutine, n'ont fait que confirmer les conclusions apprises par le dirigeant russe au fil de son «expérience». Les contradictions et les discontinuités d'une telle idéologie sont définies par son caractère, selon les mots de Louis Althusser, d'«activité pratique matérielle». Cette notion d'une idéologie qui n'est déterminée



1. Roger Griffin, «Studying Fascism in a Postfascist Age. From New Consensus to New Wave?», *Fascism – Journal of Comparative Fascist Studies*, Brill, 1^{er} janvier 2012, https://brill.com/view/journals/fasc/1/1/article-p1_1.xml?language=en

2. Timothy Snyder, «We should say it. Russia is fascist», *New York Times*, 17 mai 2022, www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html

3. Grigory Golosov, «Fascist Russia?», *Riddle*, 30 mai 2022: <https://ridl.io/fasc>

que par la pratique du pouvoir vaut également pour le fascisme en tant que phénomène historique.

Par exemple, l'historien Robert Paxton¹ a démontré que les déclarations des mouvements fascistes ont toujours été très différentes des pratiques des dirigeants fascistes après leur arrivée au pouvoir. Ces déclarations ne formaient pas un ensemble cohérent, mais consistaient plutôt en un ensemble arbitraire de slogans, variant en fonction des groupes sociaux auxquels ils s'adressaient et en fonction des conditions de la lutte politique. De plus, l'éclectisme idéologique du fascisme était élevé au rang de principe idéologique par les dirigeants fascistes eux-mêmes, qui ne se lassaient pas de répéter qu'ils s'appuyaient sur «la vie elle-même» plutôt que sur des doctrines arides («la théorie est une prison», selon la célèbre maxime de Mussolini). Le programme réel du fascisme se révèle avant tout dans sa pratique en tant que régime qui, en fait, n'a jamais été la continuation d'un mouvement visant à prendre le pouvoir. Comme l'affirme Paxton, les régimes fascistes en Allemagne et en Italie étaient une synthèse complexe de partis totalitaires, de l'ancien appareil d'État et de la rationalité des élites dirigeantes traditionnelles (armée, bureaucratie, Église, etc.), formant une sorte de *dual states* (États doubles). Cette synthèse n'a jamais acquis un caractère monolithique et la crise des régimes fascistes a activé ses contradictions internes : par exemple, le complot de 1944 contre Hitler impliquait des membres éminents de l'élite militaire, tandis que l'éviction de Mussolini en 1943 a été menée par l'entourage du roi Victor Emmanuel, qui avait auparavant été un élément clé du régime fasciste.

Les chercheurs spécialisés dans le domaine du fascisme, pour lesquels il s'agissait avant tout d'un mouvement de masse (Ernst Nolte, par exemple), le considéraient comme une force capable de contrer la menace révolutionnaire que pouvaient représenter le mouvement ouvrier organisé et les partis socialistes. Ainsi, c'est comme s'ils remplaçaient le vieil État bourgeois, incapable de se défendre. Bien sûr, il est difficile de nier cette orientation contre-révolutionnaire, par exemple dans le cas du fascisme italien au début des années 1920, lorsqu'il était une réaction violente directe à un mouvement de grève à grande échelle et à la création spontanée de conseils ouvriers. Cependant, l'accession au pouvoir de Mussolini et de Hitler n'aurait pas été possible si les élites traditionnelles n'avaient pas pris une décision collective en ce sens. Là où les classes dirigeantes ne voyaient pas la nécessité d'une transformation fasciste – par exemple, en France, en Grande-Bretagne ou en Roumanie –, les mouvements fascistes, malgré les perspectives très nettes de leur influence croissante dans les années 1930, ont finalement été vaincus.

Si, comme l'écrivait Merleau-Ponty, «la révolution est toujours vraie en tant que mouvement et fausse en tant que régime», on peut dire le contraire du fascisme : sa signification et ses objectifs véritables se révèlent précisément en tant que régime de pouvoir étatique, tandis que sous la forme d'une idéologie ou d'un mouvement, ses caractéristiques apparaissent incomplètes et trompeuses.

LE FASCISME D'EN HAUT ?

La définition du fascisme comme un régime pour lequel les caractéristiques idéologiques ou un mouvement de masse préalable sont des caractéristiques secondaires et facultatives permet d'universaliser ce phénomène. Pour une telle approche universaliste, le

1. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, New York, Knopf, 2004.

fascisme ne représente pas une déviation irrationnelle de la voie rationnelle de la civilisation occidentale (comme tendent à le croire les chercheurs appartenant au courant intellectuel libéral), mais un phénomène directement dérivé de la nature même de la société de marché.

Cette position a été le plus clairement exprimée par Karl Polanyi qui, dans son ouvrage *La grande transformation*¹, voyait dans le fascisme l'expression de la victoire de la logique du marché sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité dans la société. La tâche du fascisme, selon Polanyi, était d'achever l'atomisation sociale et de dissoudre la personnalité humaine dans la machine de la production capitaliste. Le fascisme était donc plus qu'une réaction à la montée des mouvements révolutionnaires dans les années 1920, et il cherchait à détruire non seulement les partis ouvriers mais aussi tout élément de participation démocratique. Polanyi a caractérisé le fascisme non pas comme un mouvement (*movement*) mais comme un revirement (*move*) – c'est-à-dire un consensus des élites dans leur réponse au défi de la crise économique et des alternatives anticapitalistes. Le fascisme a donc représenté une solution radicale à la marchandisation intrinsèque de la «civilisation du 19^e siècle», à la contradiction entre la démocratie et la logique du marché (le «double mouvement», selon Polanyi) par une redéfinition de la «nature humaine» fondée sur la négation de principe de l'humanité en tant que communauté universelle.

Hannah Arendt est parvenue à des conclusions similaires, bien que partant d'une perspective théorique différente, dans son ouvrage *Les origines du totalitarisme*. Selon Arendt, le fascisme n'a aucun lien direct avec une quelconque tradition intellectuelle et

représente non pas un phénomène politique mais un phénomène social qui exprime la réalisation extrême des tendances clés des temps modernes: l'atomisation de la société et la destruction de toute forme de transparence. Pour Arendt, l'essence d'une société totalitaire fasciste n'est pas la pénétration de la politique à tous les niveaux de la vie sociale, mais plutôt l'ultime dépolitisation, la disparition de toute notion d'«intérêt commun»².

Cette signification passive et démobilisatrice du fascisme a été saisie très précisément par Walter Benjamin. Dans la conclusion de son ouvrage *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*³, il écrit que le fascisme «esthétise la politique», c'est-à-dire qu'il transforme les gens en spectateurs captivés, en consommateurs aliénés de la politique en tant que spectacle, tandis que le communisme, au contraire, «politise l'esthétique», en transformant le spectacle culturel en un lieu de participation créative directe des masses. Il est clair que ce spectacle fasciste est strictement hiérarchique – c'est une pièce de théâtre dans laquelle chacun doit jouer rigoureusement le rôle qui lui est attribué.

Ce spectacle de la politique est le contraire direct de la mobilisation d'en bas sous toutes ses formes. Par exemple, il est significatif que les tentatives de groupes d'extrême droite d'organiser des manifestations anti-ukrainiennes indépendantes en mars 2022 aient été brutalement réprimées dans l'œuf par les autorités russes. Les expressions de soutien massif à la guerre ne peuvent et ne doivent avoir lieu que sous des formes strictes approuvées par le haut: concerts

2. Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*, 3 volumes: 1. *Sur l'antisémitisme*, Paris, Le Seuil; 2. *L'impérialisme*, Paris, Le Seuil; 3. *Le système totalitaire*, Paris, Le Seuil.

3. Walter Benjamin, *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Paris, Payot, 2013.

1. Karl Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.



patriotiques et flash mobs organisés par les autorités. Ces «ornements de la masse» ont la même signification qu'il y a un siècle, lorsque Siegfried Kracauer les a décrits dans son célèbre essai¹ : la désintégration de l'individu en fragments corporels, chacun d'entre eux étant intégré au processus de production (ainsi qu'à la reproduction idéologique). La rationalité du marché, qui divise (ou réifie, selon la définition de Georg Lukács) l'être humain en fragments, atteint son expression la plus radicale sous le fascisme.

Le fascisme représente donc une nouvelle forme d'État bourgeois qui fusionne directement avec le capital – on pourrait même dire que sous le fascisme, le capital parvient enfin à prendre la forme de l'État.

L'appareil d'État ne domine plus la société, équilibrant les intérêts des classes et agissant comme un arbitre (ce qui est typique, par exemple, du «bonapartisme» classique). Sous le fascisme, le capital, pour citer Léon Trotsky, «saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation». L'essence du fascisme, poursuit Trotsky, consiste à «réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et à créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat²».

Une compréhension similaire de l'État fasciste a été proposée par le social-démocrate allemand Franz Neumann dans son célèbre livre *Béhémot*³. Pour Neumann, le fascisme est le pouvoir direct du

capital, qui n'a plus besoin de l'État comme force médiatrice. S'appuyant sur les théories marxistes de l'impérialisme, Neumann montre que le passage au nazisme a été prédéterminé par la place du capitalisme allemand, privé de marchés étrangers dans un contexte de redécoupage impérialiste du monde. La tendance principale dans le pays est alors la monopolisation de l'industrie et la transformation d'une majorité de la population en prolétaires qui peuvent être utilisés à la fois comme soldats et comme ouvriers. Selon Neumann, le capital, dans son ultime expression, a fusionné avec l'État et n'a plus besoin ni de la libre concurrence ni d'un marché du travail libre. Les entreprises faibles ne sont pas dans une relation d'égalité formelle avec les grandes – elles sont judiciairement déclarées inefficaces et leurs biens sont redistribués aux cartels (les confiscations de biens juifs s'inscrivent dans la même logique). La propriété n'est plus garantie par la loi mais par un acte administratif – en d'autres termes, la propriété privée n'est pas déterminée par une règle générale mais par une décision spécifique du souverain. La distinction entre le pouvoir politique (l'État) et le pouvoir économique (le capital) disparaît ainsi, et l'inégalité des droits qui caractérise le capitalisme n'est plus masquée par une façade d'égalité juridique formelle garantie par l'État. Le plein-emploi proclamé par Hitler, comme le montre Neumann, a permis de priver le travailleur de toute liberté de choix – il n'avait aucun droit collectif ou individuel, et était obligé de se fondre avec son entreprise dans un tout organique. C'est ainsi que le slogan nazi de la suprématie de la «politique sur l'économie» est mis en pratique, dans le sens où le capital surmonte toute nécessité de marchés libres et de concurrence en transformant l'État en instrument de son expansion.

1. Siegfried Kracauer, *L'ornement de la masse : essais sur la modernité weimarienne*, La Découverte, Paris, 2008.

2. Léon Trotsky, «La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne», dans *Contre le fascisme (1922-1940)*, Paris, Syllepse, 2015.

3. Franz Neumann, *Béhémot : structure et pratique du national-socialisme (1933-1945)*, Paris, Payot, 1987.

Il est frappant de constater à quel point cette description est similaire à la construction du «capitalisme autoritaire» proposée par des idoles intellectuelles de l'*alt-right* [extrême droite] américaine comme Nick Land¹ ou Curtis Yarvin. L'«accélération» du capitalisme, selon ces auteurs, conduira inévitablement les États à abandonner toute autonomie de droit et toute légitimité démocratique. L'État démocratique, avec sa fausse égalité formelle entre les forts et les faibles, sera remplacé par la Gov-corp, une entreprise dirigée hiérarchiquement par des managers qui ont acquis un pouvoir absolu par sélection naturelle. Fondamentalement, pour Land, ce stade de l'État est atteint non pas par la lutte politique et la création d'un mouvement de masse vénérant un chef, mais plutôt par l'«accélération» de l'économie capitaliste, dont le développement surmonte et détruit toutes les formes politiques. Cette utopie autoritaire-libertaire ressemble paradoxalement à une inversion du capitalisme d'État de Poutine, avec son lien inextricable entre droits de propriété et pouvoir politique, et la notion profondément ancrée de la nature «aristocratique» et de classe de la domination de la bureaucratie étatique (avec les services spéciaux au sommet de la pyramide hiérarchique). L'étrange affinité entre les visions du monde des *siloviki* de Poutine et des adeptes de Land dans la Silicon Valley peut difficilement s'expliquer par une éducation idéologique commune ou un même club de lecture. Pour arriver à des modèles similaires, Land utilise des citations de Hobbes et de Deleuze, tandis que Poutine utilise des citations d'Ilyin ou de Gumilev. Les références intellectuelles sont ici de second ordre, alors que la rationalité, intériorisée à partir des pratiques



idéologiques inconscientes du capitalisme néolibéral et caractéristique du type de subjectivité qu'il produit, est primordiale.

Le fascisme d'aujourd'hui n'a plus besoin de mouvements réactionnaires de masse. Il n'a pas besoin d'utiliser les méthodes de la guerre civile pour pulvériser la classe ouvrière organisée et la réduire à un «état d'apathie» par la violence – ces tâches ont été largement accomplies au cours de décennies de réorientation néolibérale dans les pays occidentaux (et de réformes marchandes de la «thérapie de choc» dans les années 1990 dans les pays «post-socialistes»).

Il ne manque plus qu'un revirement d'en haut, qui enterrera définitivement toute forme de participation démocratique et donnera définitivement au capital la forme d'un État.

Tout comme l'ancien fascisme, le fascisme du 21^e siècle est une tendance qui a émergé pendant la crise du capitalisme mondial.

À cet égard, il est frappant de constater à quel point le poutinisme, né des conditions de la transformation post-soviétique de la Russie, correspond idéologiquement à ces tendances mondiales et à quel point il a peu de spécificité nationale. En termes de rhétorique, il est difficile de trouver quoi que ce soit de différent de ce que connaissent tous les électeurs de Le Pen, les partisans de Victor Orban ou les fans de l'émission de Tucker Carlson sur Fox: c'est le même anti-universalisme agressif, les menaces des «minorités», la défense de la «famille traditionnelle» et des «valeurs» contre le libéralisme et le marxisme culturel, l'exploitation de la haine envers des «élites» abstraites. Sa seule différence fondamentale semble être que le poutinisme a déjà acquis la qualité d'un régime fasciste du 21^e siècle, et en ce sens il ne sert pas de rappel du passé, mais d'avertissement pour

1. Nick Land, «The Dark Enlightenment», www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/

l'avenir. Mais pourquoi la Russie post-soviétique a-t-elle eu le destin de devenir cet exemple effrayant?

Poutinisme: la plus brève histoire du fascisme
Au milieu des années 2000, alors que Vladimir Poutine venait d'être triomphalement réélu pour son deuxième mandat présidentiel, l'auteur de ces lignes était déjà un participant actif de la scène politique de gauche à Moscou. Lors des nombreuses manifestations que, à cette époque lointaine, les autorités autorisaient encore dans le centre même de la capitale russe, l'un des slogans les plus populaires était «Russie unie – pays fasciste!» Les jeunes socialistes et anarchistes qui ont répété ce slogan ont certainement considéré cette caractérisation comme une exagération nécessaire. Au cours des premières années du règne de Poutine, il existait encore des libertés civiques relatives et des médias indépendants, les candidats de l'opposition pouvaient se présenter aux élections et les syndicats pouvaient, bien que rarement, faire grève. Néanmoins, la combinaison dangereuse de la consolidation du pouvoir personnel, de la dépolitisation de masse et des opinions chauvines et racistes répandues était tout à fait évidente. La carrière politique de Poutine et la nature de sa popularité ont été liées à la guerre dès le début. À la fin de 1999, lorsque Boris Eltsine a déclaré que Poutine était son successeur, les troupes russes menaient déjà une «opération antiterroriste» de grande envergure en Tchétchénie.

La victoire écrasante de Poutine à l'élection présidentielle de mars 2000 a constitué ce que les analystes politiques proches du gouvernement ont pour la première fois appelé la «majorité poutinienne». Les émotions fédératrices de cette majorité électorale étaient la frustration, la lassitude et la peur: la désillusion vis-à-vis de la démocratie, associée à l'instabilité politique et sociale, la lassitude vis-à-vis de

la pauvreté et de l'imprévisibilité économique, et la crainte, alimentée par les médias, d'une menace terroriste émanant des «islamistes radicaux» à laquelle se mêlait une aversion pour les «Caucasiens» qui «inondent nos villes».

Il est révélateur que ce «rassemblement autour du drapeau», caractéristique de toute l'évolution ultérieure du poutinisme, n'était pas du tout dirigé contre l'Occident. Au contraire, Poutine a toujours présenté l'opération punitive en Tchétchénie comme faisant partie de la croisade contre le «terrorisme international» lancée après le 11 Septembre par George W. Bush.

La politique intérieure, dans ses caractéristiques essentielles, était d'un caractère remarquablement similaire au projet néoconservateur occidental: la privatisation active du secteur public et les réformes néolibérales de la législation étaient accompagnées d'un renforcement du contrôle policier et d'une rhétorique patriotique d'«unité nationale» face aux défis extérieurs. Ainsi, dès les premières années du pouvoir de Poutine, ont été adoptés: un nouveau code du travail, restreignant fortement les droits des travailleurs; un nouveau code du logement, permettant la privatisation de l'espace urbain; et un barème d'imposition forfaitaire de 13 %, qui a fait de la Russie un véritable paradis pour les grandes entreprises. Parallèlement, la montée en flèche des prix du pétrole a permis d'augmenter les salaires et les pensions tout en maintenant un budget sans déficit. C'est alors qu'ont été construites les bases de la combinaison paradoxale de néolibéralisme et de capitalisme d'État, qui a caractérisé l'ensemble du projet Poutine: les entreprises rentables liées aux ressources naturelles sont progressivement passées sous le contrôle direct ou indirect de l'État, tandis que le secteur public (principalement l'éducation et la médecine) a fait l'objet

d'une constante « optimisation » et de l'introduction du principe d'« autosuffisance ».

Sous Poutine, lesdits « oligarques » – c'est-à-dire les propriétaires d'énormes entreprises construites pendant l'ère soviétique – ont perdu l'influence politique directe qu'ils avaient sous Eltsine. Mais ils ont bénéficié d'énormes possibilités de participer à de nouvelles privatisations et à un enrichissement illimité (y compris par la distribution de contrats publics). Fait tout aussi important, le régime, reposant sur une « majorité poutinienne » fantomatique, a effectivement partagé sa légitimité avec le grand capital, né de l'accumulation initiale des années 1990. Si, à l'époque de Eltsine, la perception dominante parmi les Russes était que la privatisation des entreprises soviétiques était injuste et criminelle, Poutine a réussi à la présenter comme une « page qui se tourne » alors que toute tentative de la réviser ne pourrait que conduire au chaos social et à l'effondrement du pays.



Jusqu'au début des années 2010, le poutinisme reposait sur une dépolitisation de masse, associée à une consommation accrue, à la jouissance de la « stabilité » et à une focalisation sur la vie privée. Durant cette période, il se présente moins comme conservateur que comme « post-politique » (selon la terminologie de Jacques Rancière) – c'est-à-dire comme un pur gestionnaire, dont le travail efficace est contrarié par les intrusions de passions politiques et les slogans des démagogues de la rue. C'est dans cette atmosphère qu'en 2008, après la fin des deux premiers mandats de Poutine, à l'initiative de ce dernier, le terne Dmitri Medvedev a été élu président par la même « majorité poutinienne ». Qui se soucierait du nom du président tant que le style de gestion reste le même ?

Tout a changé fin 2011, lorsque Poutine a annoncé son désir de revenir à la présidence, marquant ainsi

le tournant du régime vers un pouvoir explicitement personneliste. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été secouées par des manifestations de masse contre la fraude aux élections parlementaires en faveur du parti Russie unie de Poutine, et en fait contre le régime autoritaire dans son ensemble. Ces protestations traduisaient une politisation, qui ne laissait plus de place à la reproduction d'un modèle « post-politique » et technocratique du régime. La campagne électorale de Poutine au début de 2012 avait un ton très différent : les manifestations de l'opposition étaient présentées comme des machinations d'ennemis extérieurs et intérieurs cherchant à saper l'unité du pays et à imposer de fausses valeurs. Poutine est apparu comme le défenseur de la « famille traditionnelle », l'homophobie et le patriarcat étant élevés au rang d'idéologie d'État. La « majorité poutinienne » a été reconstruite en tant que « majorité silencieuse conservatrice », rassemblée par la commune foi chrétienne et par l'allégeance à la voie historique suivie par la Russie.

Néanmoins, une fois sa réélection assurée et les protestations écrasées, Poutine a continué à perdre le soutien de la population. Les revendications démocratiques de l'opposition libérale concernant l'égalité de participation aux élections et les libertés civiles fondamentales pouvaient se connecter potentiellement à l'expérience de la pauvreté et de l'inégalité sociale croissantes. Au début des années 2010, la croissance économique russe, minée par la crise mondiale de 2008, a fait place à la stagnation et à une baisse constante du niveau de vie. Dans ces conditions, la réponse agressive de Poutine au Maïdan de Kyïv n'avait pas seulement des objectifs extérieurs, mais aussi des objectifs intérieurs. Le renversement du régime en Ukraine par des manifestations de rue

a créé un dangereux précédent qui, en raison de la proximité des pays, a attiré l'attention d'une grande partie de la société russe.

L'annexion de la Crimée et l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine ont marqué un tournant dans la transformation du régime. La légitimité chancelante du poutinisme a été restaurée par la guerre et par le passage progressif à une politique de «forteresse assiégée».

Dans la construction idéologique du poutinisme, la «majorité silencieuse conservatrice» a cédé la place au prétendu «consensus de Crimée» – l'acceptation passive des aventures géopolitiques du régime alors que tout questionnement de ces dernières est qualifié de «trahison nationale». La politique intérieure a été remplacée par la politique étrangère, dont le guide national et commandant en chef devient l'unique acteur, tandis que le devoir civique de tous les autres c'est de le soutenir passivement.

Cependant, le «consensus de Crimée» ne fit pas long feu pour autant : dès 2017, une nouvelle vague de politisation commença en Russie, se manifestant sous diverses formes : manifestations de rue contre la corruption initiées par Navalny, mécontentement de masse face à la réforme néolibérale des retraites, mouvements pour les droits environnementaux et pour la défense du pouvoir du gouvernement local dans les régions russes. Ces formes de politisation, malgré toute leur diversité, abordaient désormais la question des inégalités sociales dans une bien plus large mesure qu'en 2011. La répression et la rhétorique géopolitique ne suffisaient plus au régime pour contrôler totalement la société, il lui fallait une véritable guerre.

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, le régime a instauré un nouvel ordre politique : les manifestations antiguerre mal organisées ont été écrasées

avec une brutalité sans précédent (plus de 16 000 personnes ont été détenues et condamnées pour y avoir participé au printemps) et la censure militaire a été introduite, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à douze ans en cas de transgression. Toute opposition publique à l'invasion de l'Ukraine – que ce soit sous la forme d'une protestation ouverte, ou seulement une déclaration sur les réseaux sociaux ou bien une conversation imprudente avec des collègues sur le lieu de travail – constitue désormais un crime. Maintenant, après le début de la prétendue «mobilisation partielle», la répression et l'utilisation des «corps» des citoyens, considérés comme une ressource maniable et muette, vont manifestement atteindre un nouveau niveau.

Le régime de Poutine, en vingt ans, a évolué progressivement d'un autoritarisme néolibéral dépolitisant vers un régime dictatorial brutal pour lequel les conquêtes impériales et la guerre meurtrière visant à détruire un pays entier sont devenues le seul mode d'existence possible. Ce n'est pas une tragique déviation de la «normalité» de la société capitaliste. En outre, ce qui est le plus frappant dans sa transformation, c'est la «normalité» et le caractère reconnaissable de tous ses éléments : la passivité et l'atomisation de la société, l'anti-universalisme réactionnaire de sa rhétorique, multiplié par la rationalité la plus cynique de ses élites. Et ce régime devrait être qualifié explicitement de fasciste, non seulement parce qu'il correspond à cette définition, mais aussi pour que les mouvements de libération actuels puissent prendre conscience de l'ampleur de la menace globale qui pèse sur l'avenir.

INPRECOR, N° 701-702, OCTOBRE-NOVEMBRE 2022

Traduit du russe par J. M.

RETOUR VERS LE FUTUR

LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CRIMÉE (1917-1918)

VLADYSLAV STARODUBTSEV¹

En 1794, Hryhoriy Potemkine écrivait : « Retirez les Tatars de Belbek, Kacha, Sudak, Uskut, de la vieille Crimée, et généralement des régions montagneuses ; parmi les Tatars qui vivent dans les steppes, personne ne doit être laissé là-bas ; et si l'un des Maures souhaite partir, il doit être immédiatement ajouté à la liste appropriée et recevoir l'ordre de partir dans les 24 heures. » Cette note explique beaucoup de choses. C'est ainsi que le grand déplacement de la population tatare a commencé. Selon des sources turques, sur le million et demi de Tatars qui vivaient en Crimée au 18^e siècle, il en restait 250 000 au début du 20^e siècle. Les Tatars de Crimée ont beaucoup souffert de l'impérialisme russe, mais en 1917, le mouvement national tatar a eu une chance de se libérer.

La révolution de février était devenue une période de possibilités pour les nations de l'empire. Les Tatars de Crimée ont saisi cette possibilité et l'ont utilisée autant qu'ils le pouvaient.

En 1917, les cercles révolutionnaires de l'intelligentsia tatare de Crimée ont créé le Milliyy Firqa (Parti du peuple). Il s'agissait d'un parti démocratique musulman d'orientation socialiste, qui prônait une république parlementaire démocratique, avec liberté de réunion, syndicale, libre activité des partis, libertés individuelles inviolables. Il accordait également une grande importance à la liberté nationale, à

l'égalité entre les langues, les cultures et les peuples. Il soutenait notamment la lutte pour l'autonomie ou l'indépendance de tous les peuples asservis de Russie et préconisait de larges garanties pour toutes les nationalités habitant la Crimée. Milliyy Firka a été construit comme un parti centralisé qui n'autorisait que les membres musulmans à représenter leurs intérêts en tant que parti national. L'un des principaux objectifs déclarés était l'établissement d'une société sans classes et d'un État ou d'une autonomie régie par une interprétation démocratique de la charia.

L'un des dirigeants et fondateurs du parti était Noman Çelebicihan, ardent socialiste, poète et avocat. Il a donné son caractère au parti et est devenu le symbole d'une révolution naissante dans la péninsule :

La Crimée possède un grand nombre de fleurs, de couleurs et d'arômes différents. Ces fleurs représentent les nations qui vivent en Crimée : Tatars de Crimée, Russes, Juifs, Grecs, Allemands et autres. La tâche du Kurultai [Parlement des Tatars] est de rassembler tout le monde et, en en faisant un merveilleux bouquet, de transformer la Crimée en une véritable Suisse culturelle. Le Kurultai national ne s'occupera pas seulement des musulmans, mais aussi des autres nations, il les invitera à coopérer, et il avancera au même rythme qu'eux. Notre nation n'est que l'initiateur dans cette affaire.

Les Tatars de Crimée avaient formé leurs bataillons nationaux dans l'armée et avaient commencé à créer des centres culturels et politiques légaux. Cependant, ces activités étaient mal perçues par le gouvernement russe.

1. Historien de l'Europe centrale et orientale, militant de l'organisation de gauche ukrainienne Sotsialnyi Rukh. Il vit à Kyiv.

Le gouvernement de Kerensky s'opposa à ce mouvement des Tatars de Crimée et, le 23 juin, Çelebicihan fut arrêté (par le contre-espionnage de Sébastopol) pour «activités illégales».

Cette arrestation porte un coup au sentiment national des Tatars de Crimée. Après la collecte de plus de 5 000 signatures de protestation, Çelebicihan est rapidement libéré.

La révolution de février a renversé l'ancien régime, et notre peuple s'est rallié à la bannière rouge. Mais les mois ont passé, et nous ne voyons toujours ni science, ni connaissance, ni art, ni industrie, ni ordre, ni justice. De plus, l'ordre s'est encore détérioré, et tous nos espoirs ont été anéantis. Tout autour de nous, il y a un vide terrifiant qui donne à réfléchir. Nous attendions une solution aux problèmes de la part des autorités centrales (de la Russie).

Cependant, de là, seule l'anarchie est venue du gouvernement provisoire, et toute la région (la Crimée) a plongé dans l'obscurité et le conflit. À cet égard, nous avons dit: «Nation!»

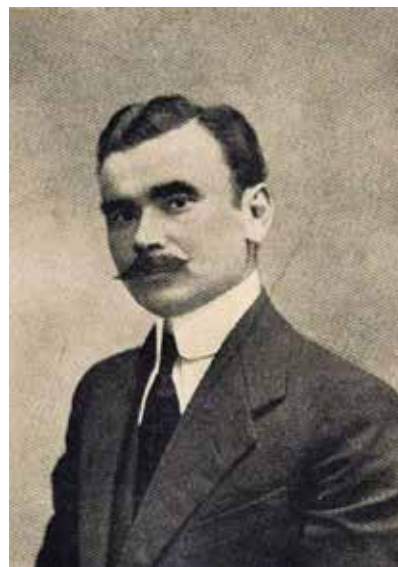
N'attendez plus rien du gouvernement central, prenez votre destin en main!

Le 2 octobre 1917, le deuxième congrès musulman de toute la Crimée, réuni à Simferopol, décida d'organiser des élections au Kurultai, le Parlement des Tatars de Crimée. Lors des élections qui se déroulèrent dans la seconde moitié de novembre, 76 députés furent élus au Parlement, dont quatre femmes. L'élection de femmes députées en république musulmane a été considérée comme un symbole de progrès social dont les membres du premier parlement de Crimée étaient fiers.

Le Kurultai reconnaît l'égalité générale des personnes comme base et affirme l'égalité des droits entre les hommes et les femmes et confie l'élabora-

tion et l'adoption de la loi correspondante sur l'égalité au Parlement. (Article 18 de la Constitution de la République populaire de Crimée.)

Quelque temps plus tard, le 13 décembre 1917, Kurultai a proclamé la République populaire de Crimée, fondée sur les idéaux de libération nationale, d'égalité sociale et de démocratie. La décision de déclarer la République populaire de Crimée a également été soutenue par les membres ukrainiens



Noman Çelebicihan.

et tatars de Crimée du Conseil des représentants du peuple.

C'était la première république turque, la première république musulmane à accorder l'égalité des droits aux femmes et la première république socialiste du monde musulman. La plupart des membres élus du Parlement étaient issus du parti Milliy Firka, et ils commençaient à réaliser leur programme, qui



comprenait des réformes politiques, culturelles et économiques. Milliy Firka proclama la socialisation des usines et des fabriques : « Dans le domaine du travail, Milliy Firka est totalement solidaire des revendications des sociaux-démocrates. »

La majorité des Tatars de Crimée étaient des paysans, dont près de la moitié sans terre. Le parti fit donc campagne pour la liquidation de la propriété foncière *waqf* (Église) : 87 614 acres de terre ont été transférés à l'État et loués aux paysans les plus pauvres. « Toutes les terres appartiennent aux communautés » (*jamaats*) : chaque personne se voit garantir autant de terres qu'elle peut cultiver. Les terres de l'administration, de l'église et des propriétaires fonciers pouvaient être aliénées sans compensation.

Mais malheureusement, cette vision de la République ne tiendra pas longtemps.

Bientôt, les bolcheviks, se considérant comme le successeur légal de toutes les terres précédemment détenues par l'empire russe, déclarèrent la guerre à la République populaire de Crimée et occupèrent la péninsule de Crimée. Ils capturèrent Noman Çelebicihan et, le 27 janvier, le chef du gouvernement national de Crimée fut emprisonné à Sébastopol. Nous ne savons pas comment il fut torturé ou interrogé par les nouvelles autorités bolcheviques, mais peu après, le 23 février 1918, il fut fusillé et son cadavre fut jeté dans la mer Noire.

La République populaire de Crimée est devenue un exemple frappant de la lutte d'un peuple asservi pour ses droits, son État et sa liberté. La République ne dura pas longtemps, et la population de Crimée subit un sort difficile : régimes d'occupation russes, troupes françaises et allemandes. Le parti Milliy Firka fut persécuté par toutes les forces en présence : le gouvernement provisoire, les bolcheviks, les Blancs et les forces françaises.

L'aile gauche du parti avait décidé de collaborer avec les bolcheviks et d'adopter la plate-forme soviétique. Mais après la vague de répression, ils furent finalement interdits par les bolcheviks en 1920.

Résolution (à adopter) rejetant l'accord avec le groupe dans son ensemble comme une relique nuisible et inutile. 1) Lancer une campagne contre Milliy Firka avec une agitation orale et écrite 2) Publier un pamphlet dirigé contre « Milliy Firka ». 30 novembre 1920 : résolution du RKP(b) [Parti communiste russe (bolcheviks)] sur Milliy Firka.

Cela revenait à une interdiction complète du parti.

Malgré tout, l'héritage de cette république éphémère, mais ambitieuse et courageuse, est toujours vivant.

6 JANVIER 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



Crimée, 1917.
Kurultai des Tatars de Crimée. (Photos DR.)

FÉMINISMES

« L'ESPACE DES CHOSES » ANTICAPITALISTE DE LVIV

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Le groupe féministe Bilkis a ouvert à Lviv le 2 août dernier un «Espace des choses» anticapitaliste². Le local, ouvert tous les mardis et jeudis de 16 heures à 19 heures, se veut un espace où l'on peut laisser des choses ou les prendre. Vêtements, médicaments, livres, vaisselle et articles ménagers occupent depuis les étagères du local qui se veut «une véritable alternative aux relations de marché existantes et qui repose sur l'entraide, la coopération». Les féministes de Lviv déclaraient lors de son ouverture :

La machine capitaliste de la société essaie de nous convaincre que acheter et vendre est la seule option possible. La culture des marques, les tendances de la mode, les nouvelles choses sont ce qui détruit notre planète et elles ne sont pas pour les gens qui ne peuvent pas se permettre de les acheter. Des millions de travailleurs, pour la plupart dans le Sud mondialisé, sont exploités dans des usines de grandes entreprises et de marques qui produisent ces marchandises, intensifiant de plus en plus le culte de la consommation.

Dans l'annonce de l'ouverture du nouvel espace, les féministes de Lviv précisaient leurs ambitions : «Quelles sont les pratiques anticapitalistes possibles qui se rapportent aux choses?» et ajoutaient : «Les visiteuses sont toujours les bienvenues, que vous apportiez quelque chose, ou que vous en emportiez

d'autres ou que vous passiez simplement pour dire bonjour.»

Avant la guerre à grande échelle, Bilkis, originaire de Kharkiv et réfugié à Lviv, développait une éducation populaire féministe, organisait des manifestations, des rassemblements et des réunions publiques contre la violence sexiste. Mais depuis le 24 février, le groupe a dû faire face à de nouvelles tâches, pour lesquelles il n'avait aucune expérience. Il a mis toutes ses forces dans les activités humanitaires avec un bilan impressionnant. Par exemple, pour le seul 21 juillet 2022, le groupe annonçait avoir envoyé 21 colis au Dnipro. Au total, ce sont 62000 hryvnias (12500 euros) de colis individuels, avec notamment des couches, de la nourriture pour bébé, des médicaments, des produits d'hygiène qui avaient été dépensés pour ce seul mois. Quelques semaines plus tard, le groupe annonçait avoir soutenu 35 autres familles avec enfants. Début septembre 2022, Bilkis affirmait avoir secouru 700 familles.

Pour autant, Bilkis n'a pas abandonné ses activités féministes. En témoigne sa participation active aux seize jours d'activisme contre la violence basée sur le genre en novembre et décembre dernier. Lors de ces journées, le groupe a lancé une campagne de dénonciation de la marque Cerise ivre, marque de liqueur qui affiche une femme dénudée sur ses bouteilles, et organisé trois rassemblements à Lviv devant l'un des magasins de la marque sexiste. Le dernier rassemblement lui valu d'être harcelé par les fascistes du groupe Catharsis et d'être dénoncé par un conseiller municipal de la ville qui a été jusqu'à prendre contact avec le SBU (services de sécurité ukrainiens) pour obtenir la fin des activités de Bilkis. Peu intimidées

1. Membre des Brigades éditoriales de solidarité.

2. Voir «Paroles féministes. Carnet de bord d'activités», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 14 ; «16 jours d'action active contre les violences de genre. Le groupe féministe Bilkis harcelé par les fascistes», *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 10.



par ces manœuvres, dès le lendemain de ce dernier rassemblement, les Bilkis collaient des affiches dans les rues de Lviv sur le consentement sexuel et le surlendemain elles distribuait des tracts sur les violences faites aux femmes devant l'opéra de Lviv.

16 JANVIER 2023

Pour soutenir un féminisme antipatriarcal,
anticapitaliste, soutenons Bilkis

(même les petits dons sont utiles)

Paypal

fem.bilkis@gmail.com

Par virement bancaire

IBAN : UA683220010000026200328957771

Beneficiaire KUTSENKO YANA

Bank JSC UNIVERSAL BANK

Code swift UNJSUAUKXXX

OÙ EN EST LA RÉSISTANCE FÉMININE UKRAINIENNE ?

À Paris, le 10 janvier dernier, le Maltais rouge accueillait 70 participant·es à l'appel du collectif féministe du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU), en lien avec un réseau féministe de pays de l'Est et le collectif russe Feminist Antirwar Resistance. [...] Des femmes impliquées localement dans des initiatives anticoloniales ont abordé la question de l'impérialisme russe et de la solidarité féministe anticoloniale.

Valeria Zubatenko, féministe, artiste et éducatrice ukrainienne, de Marioupol, actuellement étudiante aux Beaux-Arts à Bruxelles a rapporté son expérience. Elle fait partie de Sotsialnyi Rukh. Elle était également responsable d'un programme s'adressant aux communautés LGTB+, aux adolescents porteurs du HIV, aux prostituées et usager·es de drogue. Elle

travaille actuellement sur un projet artistique traitant de la guerre dans une optique anti-impérialiste, anti-fasciste et anticoloniale.

Elle est revenue sur les relations entre la Russie et l'Ukraine, colonisée historiquement par la Russie et celle de Staline ensuite. Elle souligne la méconnaissance des « Occidentaux » sur les colonies de l'ex-URSS. Elle décrit la guerre comme moyen de faire aboutir les objectifs politiques de Poutine : continuer à étendre l'« empire Russe ». Elle rappelle que les Ukrainiens étaient considérés comme des serfs, revient sur le génocide des Ukrainiens – Holodomor – par Staline, sur la langue russe contre la culture et la langue ukrainiennes, la révolution pour la dignité (Maïdan, 2014), l'invasion de la Crimée. Elle dénonce la vision colonialiste de l'État russe telle qu'elle est diffusée dans les médias aux ordres de Poutine. C'est une guerre impérialiste ! c'est un conflit de longue date.

Valéria a évoqué le sentiment qu'elle avait éprouvé en traversant les villes et villages désertés et dévastés, le bruit incessant des générateurs, les missiles qui détruisent maisons, hôpitaux, écoles, une poupée qui ne devrait pas être là témoin de la précipitation des départs, etc. [...].

Qu'est-ce que le féminisme aujourd'hui quand une vieille dame est obligée de vendre dans la rue ses derniers trésors pour avoir un peu d'argent... La solidarité est importante pour nous, on lutte pour la dignité humaine.

Avoir des principes féminisme : quand on dit *non* ! c'est *non* ! Les Ukrainiennes sont confrontées à des violences de genre. Les troupes russes ont recours au viol comme arme de guerre contre les femmes et enfants. En Ukraine, l'IVG est légalement autorisée mais depuis la guerre de nombreuses femmes se sont

réfugiées en Pologne, et là-bas le recours à l'IVG est interdit et même passible d'emprisonnement.

Dans le mouvement féministe, on rencontre bien des positions nationalistes et militaristes, ce qui est privilégié est ce qui permet d'organiser la survie contre l'impérialisme russe. Faut-il arrêter la guerre à tout prix? Peu de féministes adoptent des positions pacifistes ou antimilitaristes: si on laisse tomber les armes, ce sera une avancée dans une agression contre tous les droits féministes. L'antimilitarisme s'oppose à la réalité politique et économique que vivent les Ukrainiennes. Qui est victime des violences? L'Ukraine doit-elle être armée ou pas?

Il n'y a pas d'obligation pour les jeunes de faire leur service militaire. Dans l'armée, 30 % sont des femmes qui ont choisi de combattre armées souvent dans des bataillons où l'on rencontre anarchistes et gauchistes, LGTB+... L'invasion russe oblige les Ukrainiennes à concentrer leurs forces à la fois dans la lutte pour la survie et dans celle pour les libertés démocratiques, pour l'autodétermination politique.

[...]

Maria vient de Russie et appartient à «Média Résistance», elle soutient une campagne de boycott des entreprises françaises qui persistent à être présentes à Moscou. Certaines, comme Eutelsat, ayant pignon sur rue à Paris, et dont les satellites continuent de diffuser la propagande de Moscou, envoient toute sorte de matériel électroménager et permettent à la Russie de récupérer les puces qui vont équiper les drones qui bombardent l'Ukraine, d'autres fournissent directement l'armée de Poutine, comme Bonduelle qui envoie ses conserves et ses vœux de victoire à l'armée russe. Il faut boycotter ces entreprises qui ne respectent pas les sanctions. Les oligarques russes qui ont toujours

leurs résidences sur la Côte d'Azur doivent aussi être sanctionnés

Linda du Kazakhstan, où l'on parle deux langues, le kazakh et le russe, et où ont été accueillis beaucoup d'hommes russes qui, refusant de faire la guerre, ont échappé à la mobilisation et se sont installés.

Une féministe russe de Berlin milite dans le groupe Droit de résister et appelle à une action le week-end du 25 février. Elle témoigne qu'en Russie, dans différentes régions, des groupes féministes ont commencé à organiser la résistance à la guerre dans la population indigène de Russie. [...]

Un étudiant chinois intervient pour dire qu'il se sent très concerné par ce qui se passe en Ukraine et solidaire avec la résistance féministe. Revient sur la répression et l'agression de Xi Jinping contre les Chinois, contre les Ouïgours et l'utilisation massive de camps d'internement... et conclut que ce sont tous des appareils d'État capitalistes répressifs.

Catherine Samary précise que le RESU va organiser des actions durant la semaine du 24 février et il y aura une manifestation à Paris le 25 février précédé d'une réunion le 23 à la Bourse du travail de Paris. Le RESU développe une solidarité par le bas. On peut voir sur le site le Manifeste des ukrainiennes quelles sont leurs revendications et leurs actions: l'accès au travail, défense des droits des femmes, pétitions pour le droit à l'avortement des ukrainiennes en exil en Pologne, appel à la cagnotte, au soutien financier...

Un camarade intervient pour dire que l'Union des Ukrainiens de France organise chaque semaine des manifestations dénonçant la déportation des enfants enlevés et demandant une procédure «convention



de La Haye» contre Poutine et la Russie pour «crime contre l'humanité».

Une camarade du syndicat Solidaires revient sur les actions du collectif et les actions avec les organisations syndicales de Pologne vers l'Ukraine dans le recensement des besoins sur place. Renata pour la CGT, exprime la nécessité d'une solidarité concrète avec l'Ukraine par des collectes et des convois et le soutien aux syndicalistes biélorusses.

Katia observe que les divergences politiques, qu'il faut analyser, entre les organisations de gauche sur le soutien à la résistance ukrainienne, sont lourdes de conséquences. Le rapport de force n'est pas en notre faveur et il est difficile de mener la lutte antiimpérialiste avec autant de confusions dans la tête des militants de gauche ; il faut multiplier des débats de fond pour expliquer. Comment envoyer les dons et à qui ?

Valéria rappelle que le Sotsialnyi Rukh reçoit les dons que l'on peut leur envoyer aussi à «Féminist workshop» (voir sur le site du RESU).

COMPTE RENDU DE LA CORRESPONDANTE
D'APLUTSOC

<https://aplutsoc.org/2023/01/15/ou-en-est-la-resistance-feminine-ukrainienne-compte-rendu/>

Un samedi internationaliste

Samedi 21 janvier s'est tenue une réunion du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, à laquelle ont participé, entre autres, la Central Sindical e Popular Conlutas (Brésil), Solidaires (France), les Trade Union Congress de Liverpool, Transnational Information Exchange (Allemagne), l'Union générale des travailleurs sahraouis et de nombreuses autres organisations syndicales. Au cours de cette rencontre, une réunion par Zoom a eu lieu avec Yuri Samoïlov, président du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine de Kryvyi Rih.

Le délégué des TUC de Liverpool s'est tout d'abord adressé à Yuri Samoïlov pour lui exprimer la solidarité des travailleurs de Liverpool avec les travailleurs ukrainiens en lutte contre l'impérialisme russe et la défense des droits contre la politique antisociale du gouvernement Zelensky. Il a expliqué que la lutte des travailleurs ukrainiens et la lutte des travailleurs britanniques, qui se préparent à la grève générale du 1^{er} février, symbolisaient les luttes de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Il a ajouté que c'était ce que les syndicats de Liverpool expliquaient aux travailleurs britanniques.

Un autre moment important a été celui où le responsable du secteur international de l'Union générale des travailleurs sahraouis s'est entretenu avec Yuri Samoïlov pour lui dire que le peuple sahraoui savait, comme le peuple ukrainien, ce que signifiaient le colonialisme, une agression impérialiste et les conséquences d'une guerre. Il lui a également exprimé la solidarité de son organisation avec la lutte du peuple ukrainien.

Site web du Réseau syndical international de solidarité et de lutte :

<https://laboursolidarity.org/fr>

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

« JE VOUS ÉCRIS AU NOM DES CONDUCTEURS DE TROLLEYBUS DE KHARKIV »

VITALIY¹

Je vous écris au nom des conducteurs de trolleybus du dépôt 2 et du dépôt de trolleybus Saltovsky de Kharkiv. Depuis de nombreuses années, il y a des problèmes de violations massives des règles de sécurité, de la législation du travail et des salaires dans nos entreprises. Les chauffeurs de trolleybus de Kharkiv ont les salaires les plus bas d'Ukraine, soit environ



un salaire horaire de 45 hryvnias (1,15 euro). Les réunions avec les directeurs de dépôt n'ont donné aucun résultat positif. Les travailleurs sont contraints de faire des heures supplémentaires, en violant les règles sur les horaires de repos et de travail en équipe, pour gagner un peu plus. Les heures de travail pour les heures supplémentaires sont couvertes par une

deuxième feuille de temps. Certains conducteurs travaillent de 14 à 16 heures par jour, ce qui est inacceptable, surtout parce qu'ils transportent des gens.

De nombreux conducteurs sont partis pour d'autres villes, à Odessa, Kyiv, Dnipro et Tchernivtsi, où les salaires des conducteurs de trolleybus sont beaucoup plus élevés qu'à Kharkiv.

Le non-respect des normes de travail et de repos entraîne des accidents; et le conducteur est contraint de payer les réparations à ses frais. La loi sur l'assurance obligatoire des véhicules ne s'applique pas aux trolleybus et aux tramways. Dans de nombreuses villes, sauf à Kharkiv, les trolleybus et les tramways sont assurés, ce qui peut être facilement vérifié à l'aide du système Prozorro.gov.ua.

L'organisation syndicale de nos dépôts ne protège en rien nos droits, nous ne faisons que payer des cotisations et ne pouvons compter sur une aide financière qu'en cas d'urgence familiale.

Les conducteurs de trolleybus sont contraints de prendre des risques et d'enfreindre leur fiche de poste en raison de l'absence d'équipements de protection individuelle tels que gilets de signalisation, gants diélectriques², gants combinés de protection, que le gestionnaire doit fournir à ses employés à ses propres frais.

Depuis le début de la guerre, beaucoup de nos chauffeurs ont travaillé dans les entrepôts HOVA en tant que chargeurs et caristes. En mai 2022, le transport électrique de la ville a commencé à fonctionner,

1. Vitaliy est conducteur de trolleybus à Kharkiv.

2. Les gants diélectriques (ou isolants) sont nécessaires pour protéger du risque de choc électrique.

une décision du conseil municipal de Kharkiv a établi la gratuité des tarifs et les salaires des chauffeurs sont restés au niveau d'avant-guerre.

Les conducteurs étaient obligés de travailler uniquement en chemise blanche ou bleue, qui ne nous était pas remise et que nous devions acheter à nos frais. Ils ont reçu des gilets pare-balles, un par matériel roulant, et le port du gilet pare-balles était également contrôlé et obligatoire. Lors d'un raid aérien ou d'une menace de tir d'artillerie, nous sommes obligés de nous arrêter et de déposer les passagers, mais en fait cette exigence n'est pas respectée et le véhicule continue de fonctionner. Au début, seuls quelques conducteurs se conformaient à cette exigence, les passagers étaient indignés que les autres conducteurs continuent à avancer, et il y avait des situations

conflituelles. À ce jour, les transports électriques urbains continuent de fonctionner pendant les raids aérien et aucune mesure n'est prise par les forces de l'ordre ou les responsables des entreprises et des villes.

Nous lançons un appel à l'aide au public, aux organisations syndicales indépendantes, aux journalistes et aux militants internationaux. Malgré le report de la mobilisation des travailleurs des infrastructures critiques, de nombreux conducteurs se sont portés volontaires pour aller au front.

Nous voulons que nos problèmes soient résolus et qu'il y ait un salaire décent pour notre dur labeur et une grande responsabilité vis-à-vis des passagers.

9 JANVIER 2023



CE WEEK-END, UN TROLLEYBUS A BRÛLÉ À KHARKIV

PAVLO KHRAMOV¹

Il est temps de parler de ce qui est désagréable: de l'argent ou plutôt du gaspillage. Un trolleybus est une chose coûteuse. Le fait est qu'il a été acheté en 2011 et n'a servi que onze ans n'est pas une raison suffisante. Ce trolleybus a coûté à la ville environ 4,5 millions de hryvnias. Au taux de change de l'époque, il s'agissait de 562 000 dollars. Si nous divisons ce montant par onze ans, nous obtiendrons 140 dollars par jour – c'est le prix que nous payons. Si ce trolleybus avait servi au moins quinze ans, les coûts journaliers auraient diminué de 38 dollars et auraient été de 102 dollars (3757 hryvnias). En

d'autres termes, s'il avait fonctionné pendant quatre ans de plus, cela aurait permis à la ville d'économiser 55 480 dollars.

Chaque unité de matériel roulant perdue prématurément constitue une perte pour la société de transport (dans notre cas, la PK). Cela signifie que cette gestion sera plus coûteuse, donc que le tarif de transport sera également plus élevé. Et dans notre ville, ce ne sont pas seulement les passagers qui paient le prix du billet, mais aussi la ville dans son ensemble, car les transports publics sont subventionnés. Par conséquent, lorsque les trolleybus brûlent, c'est l'affaire de toute la communauté, car les citoyens entretiennent les transports publics grâce aux impôts. [...]

La question se pose: pourquoi brûlent-ils, pourquoi celui-ci a-t-il brûlé? Ils disent que c'était un court-circuit (dans un monde normal, si cela se

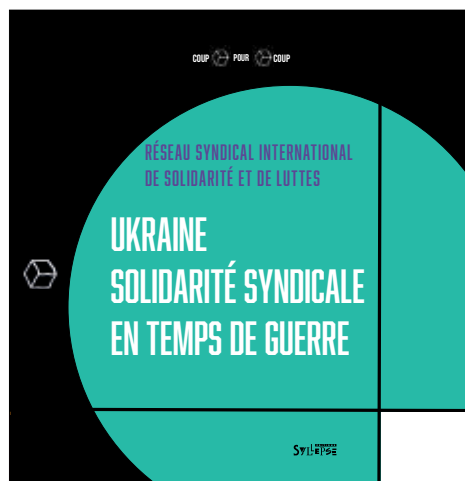
1. Pavlo Khramov se présente comme « un citoyen de Kharkiv qui aime sa ville et veut qu'elle devienne Kharkiv pour le peuple ».

produit, les responsables enquêtent et disent la vérité ou du moins une raison qui ressemble à la vérité). Nous n'aurons aucune explication. [...]

Regardons à nouveau la liste du matériel roulant que nous avons acheté en 2011 à des prix gonflés. 31 des 52 trolleybus ont le statut «non exploité». On pourrait penser que c'est à cause de la guerre. Mais non, avant la guerre, il y avait une situation similaire – la plupart des trolleybus étaient en réparation. Ils disent que seulement sept voitures ont été endommagées à cause de la guerre. Mais la raison est toujours la même: un mauvais entretien. Vous pourriez penser que tout cela est dû à un manque de professionnalisme. Vous pourriez penser que nos employés n'aiment pas leur travail – ce n'est pas le cas. La cause profonde est différente. Si vous pensez que l'objectif principal est le service de transport de la ville, vous vous trompez. Je ne parle même pas de la qualité du service. Non, c'est le deuxième ou le troisième objectif. Le premier est l'enrichissement. Cet objectif pousse à en faire le moins possible pour en obtenir le plus possible, tout en prétendant faire le nécessaire. [...]

La corruption oblige tout le monde à faire des choses illogiques – du directeur à l'électricien en passant par le chauffeur. Pour éviter que les trolleybus ne brûlent, pour que tout fonctionne, pour économiser de l'argent, pour que les conducteurs soient heureux, il est nécessaire de changer l'objectif de la direction, et pas seulement de trouver l'électricien coupable. Nous, en tant que communauté, avons le droit de connaître les raisons pour lesquelles ce trolleybus a pris feu.

Traduction Patrick Le Tréhondat



LA SCIENCE UKRAINIENNE: DÉCOLONISATION OU LIQUIDATION?

DENYS BONDAR & ZAKHAR POPOVITCH¹

L'absurde projet de loi n° 7633 introduit en fait la censure en Ukraine pour la recherche scientifique.

Il est extrêmement triste qu'à un moment où le pays souffre des conséquences d'un nouveau bombardement massif et où la majorité des Ukrainiens sont contraints de survivre dans leurs maisons froides, sans eau, ni électricité, il soit nécessaire de passer du temps à clarifier des questions qui semblent évidentes pour toute personne peu impliquée dans le domaine de la recherche scientifique.



Mais au lieu de nous concentrer sur une assistance spécifique, en particulier avec les institutions scientifiques ukrainiennes, avec lesquelles nous coopérons actuellement activement, nous devons nous impliquer dans la discussion du projet de loi n° 7633. Après tout, ce projet absurde introduit en fait une censure de la recherche scientifique et des interdictions d'utilisation des sources, qui annulent essentiellement les normes internationales d'intégrité scientifique en Ukraine. La coopération entre notre université de Tulane et l'école polytechnique de Kharkiv ne s'est pas arrêtée même après le bombardement brutal des bâtiments du laboratoire et la destruction d'une partie de l'équipement. Nous avons pu trouver des fonds pour aider à restaurer le laboratoire de nos partenaires ukrainiens, mais nous pouvons être bloqués par de nouvelles initiatives législatives telles que le

projet #7633, qui remet en question les possibilités de coopération avec l'Ukraine pour la plupart des universités et institutions scientifiques, et pas seulement ici aux États-Unis, mais en Europe et dans d'autres pays du monde.

Dans cet article, nous tenterons d'expliquer la réaction négative au projet de loi du côté des scientifiques et, en particulier, nous nous attarderons sur les raisons pour lesquelles les amendements proposés pour la deuxième lecture ne le rendent pas plus utile. Nous essaierons également d'exprimer certaines considérations concernant le type de politique d'État nécessaire pour une véritable ukrainisation et décolonisation de la science au profit de l'État et de la société. Un accent particulier sera mis sur l'explication du rôle clé de la science et de la technologie dans le soutien de la capacité de défense du pays.

LA RÉACTION DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

Il semble que presque tous les scientifiques ukrainiens réputés dans le monde se soient déjà prononcés contre le projet de loi n° 7633, mais malgré l'indignation de la communauté scientifique, celui-ci n'a pas encore été retiré. On connaît la lettre écrite par des mathématiciens exceptionnels, en particulier, elle a été signée par deux lauréats du prix Fields, Maryna Viazovska (prix 2022) et Volodymyr Drinfeld (prix 1990). Peut-être vaut-il la peine de rappeler que la Médaille Fields mentionnée est la récompense la plus honorable pour les mathématiciens au monde (on l'appelle aussi le prix Nobel des mathématiciens, car

1. Respectivement professeur et attaché de recherche à la Tulane University (La Nouvelle-Orléans).

il n'y a pas de prix Nobel de mathématiques). Un appel à la Verkhovna Rada de retirer le projet de loi a déjà été signé par deux cents scientifiques de toutes les disciplines – ce sont des scientifiques ukrainiens de tous les coins du pays, qui travaillent maintenant avec tous les coins du monde, qui jouent un rôle énorme dans la mobilisation d'un soutien et d'une assistance internationale à l'Ukraine contre l'agression russe. Parmi les signataires de l'appel figure Yuriy Gogotsy, dont les travaux ont déjà été cités dans la littérature scientifique plus de 200 000 fois. Il travaille aux États-Unis, mais reste en relation avec les universités ukrainiennes. Il est fort possible qu'il devienne bientôt le premier lauréat ukrainien du prix Nobel dans le domaine des sciences chimiques ou physiques. La pétition a été signée par le héros de l'Ukraine, fondateur de NaUKMA, docteur en sciences philologiques Vyacheslav Bryukhovetskyi. Donc, si les auteurs du projet de loi et les députés de la Verkhovna Rada s'intéressent à l'opinion de personnes qui font vraiment autorité dans la science mondiale, alors cette opinion a longtemps été exprimée et exprimée sans équivoque – le projet de loi devrait être rejeté.

Cet avis était généralement connu avant même le début de l'examen du projet de loi en première lecture, en particulier, l'Académie nationale des sciences d'Ukraine a adressé officiellement une lettre à la Verkhovna Rada dans laquelle elle expliquait poliment pourquoi ce projet est absurde et nuisible. Mais cela n'a arrêté personne, et le 1^{er} décembre, sous le slogan d'éradiquer l'influence impérialiste russe de la science ukrainienne, la Verkhovna Rada d'Ukraine a voté à la majorité des voix en faveur du projet, qui interdit en fait de mener des recherches conformément aux normes internationales. Normes d'intégrité scientifique. Selon la nouvelle législation,

aucun ouvrage publié en Ukraine ne peut être considéré comme scientifique au premier sens du terme. On peut s'attendre à ce que les revues scientifiques ukrainiennes soient rapidement exclues des bases de données scientométriques mondiales Scopus, Web of Science, Index Copernicus et d'autres scientifiques ukrainiens commenceront naturellement à être exclus des rédactions des revues étrangères.

Les scientifiques américains et européens qui tentent actuellement de promouvoir de nouveaux projets de coopération et de soutien à la science ukrainienne seront contraints de les annuler car la législation ukrainienne sera en contradiction directe avec la législation des pays occidentaux, les statuts des universités et associations scientifiques auxquelles ils appartiennent.

Le résultat sera une réduction de la qualité et du volume de la recherche au moment même où le pays en a le plus besoin pour renforcer ses capacités de défense et a une chance historique d'utiliser le soutien de la communauté scientifique internationale, c'est-à-dire d'attirer des ressources supplémentaires et amener la science ukrainienne à un nouveau niveau.

Des explications détaillées sur la nocivité du projet de loi ont déjà été publiées dans de nombreuses publications de premier plan du pays, alors qu'aucun article le soutenant n'est apparu mais on ne sait pas actuellement si les honorables députés de la Verkhovna Rada prêteront attention à cela. Du moins aucun d'entre eux n'a encore annoncé son éventuel retrait.

POURQUOI LES AMENDEMENTS NE SAUVERONT PAS LE PROJET DE LOI

On a déjà beaucoup écrit sur l'absurdité des propositions de normes législatives sur la limitation des citations, notamment leur nocivité. Et il est vrai

qu'après une vague de critiques dans les médias et d'appels personnels d'autorités, les initiateurs du projet de loi ont accepté d'en retirer les dispositions les plus odieuses. Au moins quelques amendements ont été apportés en deuxième lecture concernant un certain nombre d'exceptions à l'interdiction générale des sources russes et en langue russe. En particulier, il est proposé d'autoriser la citation des sources publiées avant 1991 et la citation des «sources primaires» par décision des conseils académiques. Il est proposé de supprimer complètement les interdictions de citations fondées sur la nationalité et la langue, et de ne laisser à la place que l'interdiction de se référer uniquement aux travaux publiés par les institutions scientifiques et autres de la Fédération de Russie.

Il semblerait que maintenant le projet de loi perd tout simplement son sens et ne fasse que consolider la pratique qui s'est déjà développée dans la science et l'éducation ukrainiennes dans les conditions de l'agression russe. Après tout, les références aux sources russes ont déjà été supprimées de la plupart des programmes éducatifs, et après le début de l'invasion à grande échelle, l'Académie nationale des sciences d'Ukraine a pris une décision de sa propre initiative concernant la cessation complète de toute coopération avec les institutions scientifiques de la Fédération de Russie. Au moins jusqu'à la fin de la guerre, aucun des scientifiques ukrainiens ne citera les auteurs russes à moins que cela ne soit absolument nécessaire. Mais le problème est qu'au lieu de légitimer certaines restrictions pendant la durée de la loi martiale, le projet de loi propose d'introduire une interdiction de citer des œuvres publiées depuis 1991 et pour toujours. [...]

Par conséquent, sous les mots d'ordre de la décolonisation, nous aurons un renforcement du statut subalterne secondaire de la science ukrainienne, pour

laquelle, dans un esprit complètement colonial, elle ne sera autorisée à traiter que de certains sujets non interdits et sous la stricte surveillance des censeurs bureaucratiques, et les scientifiques et les personnes généralement instruites qui ne sont pas satisfaites de cet état de choses seront invités à citer, qui ils veulent, mais pas en Ukraine, mais aux États-Unis, au Canada, en France, en Allemagne ou ailleurs que dans leur patrie, qui a dépensé des ressources pour leur éducation.

CAPACITÉ SCIENTIFIQUE ET DE DÉFENSE

Personne ne doutera probablement maintenant que la guerre à grande échelle a prouvé le rôle énorme que joue le potentiel scientifique et technique indigène pour assurer notre capacité de défense. Après tout, il serait beaucoup plus difficile d'arrêter l'assaut russe sans nos propres Stugna [arme antichar] et sans les Neptunes [missile] il ne serait guère possible de reprendre l'île des Serpents. Nous sommes tous devenus convaincus qu'il est impossible de maintenir la capacité de défense du pays sans technologies nationales et sans spécialistes nationaux qui non seulement comprennent les technologies étrangères et sont capables de les adapter à nos besoins, mais sont également capables de développer les leurs. Après tout, nous avons vu de première main que les partenaires étrangers peuvent parfois retarder le soutien, et parfois même justifier le refus de fournir les dernières armes par le fait que nous n'avons pas de spécialistes capables de l'exploiter et de l'entretenir correctement. Nous pensons que la haute efficacité de la défense aérienne ukrainienne s'explique aussi en grande partie par la présence d'un grand nombre de spécialistes techniques hautement qualifiés.



Ce n'est un secret pour personne que la puissante industrie informatique ukrainienne s'est développée sur les épaules du potentiel scientifique et éducatif extrêmement fort du pays, qui s'est formé dans les années 1960, 1970 et 1980. À cette époque, cette infrastructure scientifique répondait aux besoins du complexe de défense de l'URSS (en particulier, presque tous les instituts de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine participaient à un degré ou à un autre au développement de nouveaux matériaux et solutions techniques pour les missiles intercontinentaux etc.). Désormais, l'industrie informatique a fait ses preuves en tant que moteur d'innovations, y compris dans le secteur de la défense. Rappelons-nous au moins le fameux système de contrôle de tir Nettle et combien de nouveaux modèles de drones d'équipes ukrainiennes ont été acceptés pour des tests par le ministère de la défense cette année seulement. Mais, comme le notent à juste titre les experts, l'Ukraine a vraiment besoin de créer sa propre production de masse de ces produits de haute technologie. Si cela n'est pas fait et qu'il n'est pas possible d'utiliser les réalisations de la recherche et du développement, nous pouvons nous attendre non seulement à une diminution de nos capacités de défense aujourd'hui, mais bientôt aussi à une perte du potentiel de recherche des équipes désormais capables de développer de nouveaux équipements aux caractéristiques requises. L'Ukraine a déjà perdu la majeure partie de son potentiel scientifique et technique (par exemple, au cours des décennies précédentes de régime oligarchique, le nombre de chercheurs en sciences domestiques a été multiplié par six), mais les erreurs commises maintenant pendant la guerre peuvent être fatales.

Par conséquent, la question du développement du potentiel scientifique, technique et éducatif du pays

est l'un des enjeux clés pour le maintien de la capacité de défense, et une politique infructueuse dans le domaine de la science et de l'éducation peut rapidement conduire à des défaites au front et une perte complète d'opportunités de développer ses propres armes, sans parler des perspectives de développement du pays et de préservation de l'identité nationale.

QUE FAIRE POUR LA DÉCOLONISATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE UKRAINIENNE

Parmi les amendements au projet de loi n° 7633, il en est un qui semble tout à fait approprié. Il s'agit de l'organisation des traductions vers la langue ukrainienne. Le projet devrait être complété par un paragraphe chargeant le Conseil des ministres de «développer et apporter des modifications à la procédure d'utilisation des fonds [...] pour la traduction et la publication des sources d'information dans le domaine des activités scientifiques et techniques dans la langue officielle».

Le problème, c'est qu'il s'agit d'une clause purement déclarative, qui est apparue dans la loi après la première lecture, uniquement dans le but de «faire passer la pilule», si l'on peut dire, ou de pouvoir accuser ceux qui réclament le retrait du projet de loi de ne pas être favorables à l'allocation de fonds supplémentaires pour les traductions de littérature scientifique.

Malheureusement, dans la pratique de l'application de la loi ukrainienne, il existe de nombreux exemples où des paragraphes déclaratifs similaires, même formulés de manière plus spécifique, n'ont entraîné aucune conséquence pratique.

Ainsi, dans la loi, il y a toujours une norme selon laquelle seulement 1,7 % du PIB doit être alloué à la science. Elle a été introduite en 1998, mais elle n'a

jamais été mise en œuvre. Le niveau réel de financement prévu dans le budget de l'État est d'environ 0,3 %, soit plus de cinq fois moins que le montant déclaré. De plus, en règle générale, même les fonds prévus dans le budget de l'État n'étaient pas transférés par le ministère des finances si les bénéficiaires ne venaient pas personnellement voir les fonctionnaires pour «négocier». Par conséquent, le montant réel des dépenses était souvent inférieur à celui prévu dans le budget en raison du sous-financement des institutions qui ne pouvaient pas correctement établir des «relations informelles» avec le ministère des finances.

[...] Les oligarques ont déjà suffisamment gagné dans la destruction du potentiel scientifique et technique ukrainien, et si nous voulons sauver l'État, nous devons introduire une taxation équitable des industries qui exportent des matières premières et rediriger ces ressources vers notre propre science, recherche et développement, et la stimulation des industries de la construction mécanique et de haute technologie. Le simple paiement de l'intégralité de l'impôt sur le revenu au lieu de le délocaliser pourrait mobiliser des sommes supplémentaires plusieurs fois supérieures au montant total du financement de la recherche scientifique en Ukraine. La bonne solution serait de nationaliser les industries des matières premières en général et d'affecter tous les bénéfices au développement technologique du pays. [...] Mais il y a aussi des choses simples qui pourraient être lancées dès maintenant, en mobilisant notamment le soutien de la communauté scientifique mondiale. Il serait possible de commencer une dérussification non pas formelle, mais substantielle de l'enseignement supérieur ukrainien en développant de nouveaux manuels ukrainiens, et précisément à partir des domaines scientifiques qui sont actuellement à

la pointe du développement scientifique et technologique, en particulier, quantique et nanotechnologies.

Par exemple, le manuel classique et maintes fois réimprimé de Nielsen et Chang sur l'informatique et l'information quantiques a longtemps été traduit en russe, mais pas en ukrainien. Peut-être serait-il utile de suggérer aux auteurs de préparer une nouvelle édition, qui serait publiée simultanément en anglais et en ukrainien. Ou mieux encore, il serait possible d'impliquer des scientifiques ukrainiens qui travaillent actuellement à l'étranger et sont souvent des spécialistes de premier plan dans le monde (notamment en physique quantique, en nanomatériaux, etc.) dans les projets de création de nouveaux manuels pour les licences et les masters avec, simultanément, leur publication en anglais et en ukrainien. Nous sommes sûrs que de nombreux scientifiques de premier plan travaillant actuellement aux États-Unis et en Europe répondraient à de telles propositions. Après tout, au moins maintenant dans la communauté universitaire, il existe une forte sympathie pour l'Ukraine et le désir sincère de nombreux scientifiques de nous aider dans la lutte contre l'invasion russe.

CONCLUSION

Maintenant, il faut éviter les stratagèmes mal conçus qui nuisent au soutien dont a besoin l'Ukraine aujourd'hui et capitaliser sur la sympathie pour l'Ukraine de la part de la communauté universitaire mondiale afin d'élargir la coopération, d'attirer des ressources supplémentaires pour la recherche, et démarrer de nouveaux projets de coopération.

Stratégiquement, l'État doit consacrer des ressources importantes au développement de la science et de la technologie. Les subventions occidentales ne sont même pas un «gilet de sauvetage», mais plutôt une «bouée de sauvetage» avec laquelle nous devons



encore nager et nous accrocher. Et dans tous les cas, vous ne durerez pas longtemps sur un tel «véhicule flottant». Le pays a besoin de désoligarchisation, de délocalisation et de réorientation des bénéfices de l'exportation des matières premières vers les industries technologiques (et pas tant dans l'informatique que dans le développement de l'industrie de construction de machines de haute technologie, principalement la défense). C'est la combinaison de la coopération avec les pays technologiquement avancés avec le soutien de notre recherche et de notre production qui peut assurer une capacité de défense élevée et un développement durable de l'Ukraine à l'avenir. C'est ce qui est nécessaire pour la victoire et la préservation de l'État, aujourd'hui et à l'avenir. Il n'y a pas d'alternative.

PUBLIÉ PAR [HVYLYA](#), 25 DÉCEMBRE 2022

Traduction Léonie Davidovitch

NOUS DEMANDONS LE RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LA CENSURE DES SOURCES SCIENTIFIQUES

À M. Ruslan Stefanchuk, initiateur du projet de loi n° 7633.

Le 1^{er} décembre 2022, la Verkhovna Rada de l'Ukraine a adopté en première lecture comme base le projet de loi de l'Ukraine «Sur les amendements à certaines lois de l'Ukraine sur l'interdiction de l'utilisation des sources d'information de l'État agresseur ou de la puissance occupante dans les programmes éducatifs, les activités scientifiques et scientifico-techniques» (n° 7633). Ce projet de loi prévoit notamment l'interdiction d'utiliser, dans le cadre de programmes éducatifs, scientifiques et de recherche scientifique, des sources d'information en russe et de citoyens de l'État agresseur, indépendamment de leur localisation et de leur affiliation. Les exceptions faites pour l'«analyse critique» de

l'État agresseur prévoient évidemment le contrôle par les autorités de l'État du contenu des publications, c'est-à-dire la censure. Cela signifie une entrave à la liberté de collecte et de diffusion de l'information, une discrimination fondée sur la langue contraire aux articles 24 et 34 de la Constitution ukrainienne, ainsi que l'introduction de la censure, qui viole l'article 15 de la Constitution et l'article 13 «Liberté de l'art et de la science» de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Ce projet de loi non seulement sape le choix démocratique de l'Ukraine, mais est extrêmement nuisible à l'éducation et à la recherche et doit donc être retiré immédiatement.

Si ce projet de loi est adopté, l'Ukraine deviendra presque le seul pays au monde où les scientifiques seront tenus par la loi de violer l'intégrité et de supprimer les références aux sources (y compris les publications fondamentales qui sont une priorité scientifique dans le monde) sur la base de la langue, de la citoyenneté des auteurs et de la localisation des institutions scientifiques.

Cela ne va pas seulement compliquer la vie des scientifiques ukrainiens, mais peut faire en sorte que leur travail ne réponde pas aux normes scientifiques internationales - les exclure de la communauté scientifique internationale, rendre impossible la coopération avec de nombreuses institutions scientifiques du monde (principalement en Europe et aux États-Unis), pour lesquelles la censure est absolument inacceptable, et souvent directement interdite par la législation des pays respectifs, les statuts des universités et des organisations publiques.

L'introduction de la censure des sources scientifiques rendra impossible la réalisation de recherches scientifiques de niveau international en Ukraine. Il pourrait en résulter la destruction d'équipes scientifiques et le déplacement forcé de scientifiques à l'étranger, et, par conséquent, une diminution de la qualité, et bientôt de la quantité, des publications scientifiques en ukrainien.

Liste des 400 premiers signataires
www.syllepse.net/syllepse_images/signataires.pdf

LES UKRAINIENS RÉCLAMENT LEUR PLACE DANS L'HISTOIRE DE L'ART

LISA KORNEITCHUK¹

Personne n'appellerait un artiste indien britannique ou un artiste péruvien espagnol, alors pourquoi les musées continuent-ils à qualifier les artistes ukrainiens de russes?

Lorsque les Européens de l'Est visitent un musée d'art à l'étranger, ils sont, par défaut, obligés d'admettre que les œuvres qu'ils considèrent comme indigènes ne leur appartiennent pas. On leur enlève le pouvoir de s'approprier leur patrimoine culturel. Lorsqu'ils s'aventurent dans une galerie quelque part aux États-Unis, ils découvrent, à leur grand désarroi, que l'expressionniste Oskar Kokoschka était britannique, que le moderniste Marc Chagall était français, que les avant-gardistes Oleksandra Ekster et Kazymyr Malevitch étaient russes, etc.

C'est exactement ce qui m'est arrivé, à moi, journaliste artistique ukrainienne récemment inscrite à la School of the Art Institute of Chicago (SAIC), lors de ma première visite à l'Art Institute l'automne dernier. L'excitation de voir des œuvres de Malevitch et d'Ekster dans la collection permanente de l'un des plus grands et des plus importants musées du monde a été empoisonnée par des légendes indiquant leur origine nationale.

Dans l'exposition de l'AIC, Ekster est identifiée comme «Russe, née en Pologne», et sa biographie sur le site web du musée se lit comme suit: «Figure pionnière de l'avant-garde russe, Alexandra Exter,

née en Pologne, était une peintre et une dessinatrice active à Moscou et à Kiev avant de s'installer à Paris». Kazymyr Malevitch était «Russe, né à Kiev (aujourd'hui en Ukraine)» et sur le site du musée il est indiqué: «Russe, né en Ukraine».

Beaucoup de choses posent problème ici, de l'orthographe désuète de Kiev (Kiev est une orthographe latinisée de la langue russe qui fait référence à l'époque où la ville était sous domination soviétique) à l'utilisation du terme générique impérialiste «avant-garde russe», en passant par l'absence d'un style unifié et concis pour les légendes. Pourquoi certains artistes sont-ils identifiés d'un point de vue national alors que d'autres ne le sont pas? Mais ma principale préoccupation était la représentation non critique des deux artistes en tant que Russes, avec peu d'attention accordée à leurs origines ethniques et nationales complexes et diverses.

Ekster est né à Bialystok, une ville largement peuplée de Juifs dans ce qui était à l'époque l'empire russe. Son père était un Juif biélorusse et sa mère était grecque, ce qui rend la nomenclature «née en Pologne» problématique. Elle a passé son enfance et sa jeunesse à Kyiv et a étudié l'art à l'école d'art de Kyiv aux côtés des icônes de l'avant-garde ukrainienne Oleksandr Bohomazov et Oleksandr Arkhynenko. Parmi ses professeurs à l'école figurait Mykola Pymonenko, un célèbre peintre ukrainien.

Il en va de même pour Malevitch, pour qui l'Ukraine était bien plus qu'un lieu de naissance. Il est né à Kyiv en 1879 dans une famille polonaise et a vécu en Ukraine jusqu'à l'âge de 25 ans. C'est



1. Éditrice et écrivaine de Kyiv, elle vit actuellement à Chicago.

là qu'il a commencé à apprendre l'art. Malevitch connaissait lui aussi Pymonenko et s'est inspiré de certaines de ses œuvres qu'il avait vues à Kyiv. Il parlait et écrivait l'ukrainien et déclarait sa nationalité comme «ukrainienne» dans de nombreux documents officiels au cours des années 1920.

Ekster a passé plus de la moitié de sa vie – 35 de ses 67 ans – en Ukraine (principalement à Kyiv) et seulement quatre ans à Moscou. Pour en revenir à la notice biographique figurant sur le site de l'AIC, il serait beaucoup plus exact de l'identifier comme une figure pionnière de l'avant-garde ukrainienne et russe et une artiste d'origine juive, biélorusse et grecque qui a été active à Kyiv et à Moscou avant de s'installer à Paris.

Malevitch, qui a vécu en Ukraine pendant vingt-huit ans – au moins la moitié de sa vie – et a conservé des liens étroits avec la scène d'avant-garde ukrainienne tout au long de sa carrière, doit être considéré comme une figure importante de l'avant-garde ukrainienne et russe et comme un artiste aux identités polonaise, ukrainienne et russe.

Avec tout cela en tête, j'ai écrit une lettre aux conservateurs de l'AIC pour demander une révision de la représentation des deux artistes et j'ai joint un document de recherche pour appuyer mes arguments. L'Art Institute a répondu et a promis d'apporter quelques changements. Tout d'abord, ils ont corrigé l'orthographe de Kyiv. Ils ont également remplacé le terme «avant-garde russe» par «internationale» dans la biographie d'Ekster. Cependant, elle reste une artiste «russe». Et l'identité de Malevitch n'est toujours pas claire.

Quelles que soient les raisons de l'Institut d'art, leurs révisions ressemblent à des mesures palliatives bâclées.

UNE GÉOGRAPHIE MAL NOMMÉE

La question de la fausse appellation n'est pas nouvelle. Depuis des années, des chercheurs et des conservateurs ukrainiens contactent des institutions telles que le Museum of Modern Art (MoMA) et le Centre Pompidou pour leur demander de reconnaître l'origine ukrainienne de certains artistes de leur collection russe. Ces demandes ont été pour la plupart ignorées avant l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

La culture ukrainienne (et toute autre culture opprimée post-soviétique/post-empire russe, d'ailleurs) est effacée avec succès de l'histoire de l'art mondiale. Et pratiquement chaque collection de musée est un exemple de cet effacement. L'historienne de l'art ukrainienne Oksana Semenik, qui étudie actuellement à l'université Rutgers, en apporte une preuve supplémentaire. En tant que conservatrice adjointe au Zimmerli, la plus grande collection d'art non-conformiste soviétique aux États-Unis, Semenik a examiné les archives du musée pour découvrir que sur 900 artistes étiquetés «russes», 71 étaient ukrainiens et 80 étaient des artistes d'autres nationalités comme le Bélarus, la Lettonie, la Lituanie, etc. Environ 15 % de la collection «russe» est mal identifiée. Mais lorsque j'ai demandé si cela pouvait être modifié, la réponse a été la suivante: «La question de l'identité n'est pas pertinente de nos jours», selon Oksana Semenik.

Si cette question n'est pas pertinente, alors pourquoi le mot «russe» reste-t-il? «Certains conservateurs m'ont dit que l'utilisation de l'Ukraine dans la légende était incorrecte puisque ce pays n'existait pas à l'époque», poursuit Oksana Semenik. Elle a également consulté les archives en ligne de la Smithsonian Institution et a trouvé 42 artistes ukrainiens étiquetés «né à Kharkov, Russie» ou «né à Odessa, Russie»,

entre autres exemples. En fait, un pays appelé «Russie» n'existait pas non plus avant 1991. Mais le problème est plus grand ici – attribuer des villes ukrainiennes à la Russie, surtout dans le contexte actuel, sonne comme une propagande flagrante du Kremlin.

Être incapable de reconnaître la différence entre l'empire russe, l'Union soviétique et la Fédération de Russie ou la Russie est une erreur honteuse pour des institutions dont les archives sont utilisées comme des sources académiques crédibles. «Il est difficile de reconnaître que l'histoire que les historiens de l'art occidentaux ont apprise pendant des années, toutes ces tonnes de livres sur Malevitch et l'avant-garde russe, faisaient partie de la propagande russe», a ajouté Semenik.

En juin 2022, Semenik a lancé le compte Twitter Ukrainian Art History pour informer le public international sur les artistes ukrainiens moins connus. Il compte plus de 13 000 *followers* et continue de croître. «J'ai demandé à mes camarades à Rutgers combien d'artistes ukrainiens ils connaissaient», explique Semenik: «Ils ne connaissaient personne, mais une personne a répondu qu'elle connaissait quelques artistes russes: Malevitch, Repin, et Hnizdovsky.» Ironiquement, tous ces artistes étaient ukrainiens. Du point de vue de Semenik, il est important de fournir des analogies historiques pour expliquer cette affaire au monde – personne ne qualifierait un artiste indien de britannique ou un artiste péruvien d'espagnol. Les biographies des artistes dans les principaux musées devraient être plus sensibles aux récits historiques complexes qui informent sur leur art. «J'aime l'approche du New Jersey State Museum; ils mentionnent le lieu où l'artiste est né, a vécu, a étudié et est mort. Dans le cas des artistes américains, ils indiquent même un État», a ajouté Semenik.



«Certains ont été surpris par la passion investie par les intellectuels colonisés dans leur défense de la culture nationale. Mais ceux qui considèrent cette passion comme exagérée sont étrangement enclins à oublier que leur psyché et leur ego sont commodément sauvegardés par une culture française et allemande dont la valeur a été prouvée et qui n'a pas été remise en cause», écrivait Frantz Fanon dans *Les damnés de la terre*. Je suis furieuse que des écrivains du monde entier soient encore obligés de citer ce livre de 1961 dans des textes contemporains, tant les expériences douloureuses de l'oppression sont similaires.

Le président russe Vladimir Poutine a nié à plusieurs reprises le droit de l'Ukraine à l'indépendance et même l'existence de l'Ukraine en tant qu'État, qualifiant l'Ukraine de «partie inaliénable de notre propre histoire, culture et espace spirituel». Présenter la culture ukrainienne comme russe est une stratégie délibérée de la Russie pour brouiller les frontières entre la puissance impériale et ses subalternes et pour construire un récit unique de «la grande culture russe.»

Les musées qui ne font pas la distinction entre la culture russe et les autres cultures qu'ils éclipsent, involontairement ou non, deviennent complices de la diffusion des récits impérialistes russes dans le monde. «Si ceux qui travaillent dans les musées et ceux qui écrivent sur l'art de l'ancien empire russe ne font pas ce genre de distinctions ethniques et culturelles, ils se rendent coupables, et nous aussi, de perpétuer la mythologie que Poutine utilise pour justifier la guerre», écrit l'historienne de l'art Allison Leigh dans son essai *Farewell to Russian Art: On Resistance, Complicity, and Decolonization in a Time of War*.

Ignorer cette question non seulement prolonge le *statu quo*, mais laisse libre cours à la Russie de piller

plus facilement. Alors que je passe devant l'œuvre d'Ekster à l'Art Institute, je reçois une notification sur mon téléphone indiquant que des soldats russes ont pillé des musées d'art dans la région de Kherson. Tous ces biens patrimoniaux volés finiront par être exposés dans les galeries et les musées d'État russes, et les artistes spoliés seront probablement identifiés comme «Russes du Sud»

Au cours des neuf mois de son invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'armée russe a commis un certain nombre d'attaques intentionnelles contre des sites culturels ukrainiens. En conséquence, plus de 500 sites du patrimoine culturel ukrainien ont été détruits ou fortement endommagés. Les soldats russes ont détruit des statues polovtsiennes, datant du 9^e au 13^e siècle, et volé des objets scythes en or datant d'environ 2300 ans au musée d'histoire locale de Melitopol.

L'histoire de l'art est, comme toute histoire, injuste. Comme le montre l'histoire de la colonisation, l'art et la culture ont longtemps été instrumentalisés aux fins des colonisateurs. L'histoire de l'art, dans ce cas, ne doit pas être perçue comme neutre mais reconnue comme un outil de communication pour la diffusion du pouvoir.

Lorsque les puissances impériales détruisent un musée ou volent sa collection, elles dépouillent le camp adverse de sa culture matérielle et, par conséquent, de toute preuve tangible de la légitimité de son existence. En ciblant le patrimoine culturel ukrainien, la Russie oblitère la représentation matérielle de l'identité ukrainienne. Et en volant le patrimoine et en s'appropriant les noms, la Russie dénie aux nations opprimées tout droit à l'indépendance et à l'auto-identification. Comme Semenik l'a tweeté: «Des représentants de diverses nationalités sont

entrés à l'Académie des arts de Saint-Petersbourg, mais seuls des Russes en sont sortis diplômés.»

LE CLUB DES GRANDES CULTURES

Les Russes ont choisi la «similitude» comme instrument de domination. Le message du colonialisme occidental était: «Vous ne pouvez pas être comme nous», tandis que le message du colonialisme russe était «Vous n'avez pas le droit d'être différents de nous», a expliqué le philosophe ukrainien Volodymyr Yermolenko lors d'une conférence au festival du conte de Tbilissi l'année dernière.

Cependant, peu de monde a reconnu la Russie comme une puissance impériale malgré ses récentes guerres impériales en Tchétchénie, en Géorgie, en Syrie et en Ukraine. Lorsqu'on parle de décolonisation, la discussion principale est centrée sur les pays d'Europe occidentale et les États-Unis comme principaux colonisateurs des siècles précédents. Cependant, cette discussion ignore le rôle des pays puissants de l'Est dans les processus de colonisation. Des pays comme la Chine ou la Russie ne se sont pas contentés d'utiliser les méthodes du colonialisme dans leur politique, mais continuent d'exercer une influence coloniale, tant politique que culturelle, sur leurs voisins plus faibles.

En tant que puissance impériale, la Russie a investi pendant des siècles dans la promotion de sa culture ou de celle qu'elle considérait comme la sienne. Des départements de russe et de slave dans les grandes universités aux ballets et opéras russes, en passant par l'«avant-garde russe», elle a assuré sa présence en tant que principale marque de la région.

Il en va tout autrement pour l'Ukraine. Connue principalement pour ses troubles (qu'il s'agisse de Tchernobyl, des révolutions ou de la guerre), l'Ukraine n'a que peu ou pas de présence positive

sur la scène mondiale. Pour une nation officiellement jeune mais qui a vécu pendant des siècles dans un état d'oppression, le récit historique n'est pas simplement une guerre de symboles mais un moyen de valider son existence et de retrouver son histoire. L'histoire des colonisés se compose généralement de pages sombres remplies de traumatismes, de tragédies (comme celle qui se déroule actuellement sous nos yeux) et de compromis inconfortables, tandis que les épisodes lumineux sont appropriés par les empires.

Ainsi, alors que la «grande culture russe» a toujours été présente – dans vos bibliothèques, vos salles de concert et vos musées –, la culture ukrainienne a été un espace vierge, un vide. Les voix russes semblent importantes et cruciales, le récit russe est vital, la perspective russe vaut la peine d'être écoutée parce qu'elle est enracinée dans la «grande culture russe». La présence de la Russie est neutre simplement parce qu'elle était là avec vous tout le temps, ancrée dans l'histoire occidentale et promue par vos collègues russes respectés. La culture ukrainienne, en revanche, reste un élément exotique et victimisé, tandis que l'expérience, les connaissances et les opinions des Ukrainiens sont traitées comme des éléments de second ordre parce qu'il n'y a pas de «grande» culture pour les soutenir.

Les récentes tentatives des nations postcoloniales de rapatrier leur patrimoine ont créé un débat significatif sur la décolonisation des musées du monde entier, soulignant le droit des anciennes colonies à leur passé. Des figures telles que Malevitch et Ekster sont des exemples de l'appropriation impérialiste de l'histoire, qui conduit à brouiller leurs identités multiformes et à diminuer leur position dans la culture des pays postcoloniaux. Les institutions qui suivent ce récit soutiennent en fait (involontairement) l'omission et l'effacement des cultures plus faibles et

promouvent la logique coloniale dans l'histoire de l'art. Cela dit, l'idée ultime n'est pas simplement de changer l'attribution «russe» en «ukrainienne» (ou biélorusse, lettone, lituanienne, etc.), mais de trouver un moyen de reconnaître un spectre plus large d'influences et d'identités afin de sortir l'art d'une perspective coloniale étroite et terriblement dépassée.

PUBLIÉ PAR [HYPERALERGIC](#), 18 JANVIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat



LA PAROLE À SOTSIALNYI RUKH

PREMIER BILAN DE L'ANNÉE 2022

L'année 2022 a ouvert une nouvelle page tragique dans l'histoire de l'Ukraine et du monde. En même temps, ce fut une année d'héroïsme et de solidarité incroyables face à l'impérialisme russe. En Ukraine, les processus de néolibéralisation économique et les attaques contre les vestiges de droit du travail se sont intensifiés, ce qui a constitué un véritable défi pour les forces de gauche, mais a également ouvert des opportunités de lutte auparavant impensables. Nous vous proposons de terminer 2022 par un bilan des réalisations du Sotsialnyi Rukh dans le domaine de la lutte pour une Ukraine libre et juste.

Les militant·es du Sotsialnyi Rukh ont réussi à collecter des fonds, à trouver et à livrer du matériel militaire pour les soldat·es, des générateurs pour le personnel médical, à collecter des fonds avec succès pour bénéficier des liaisons sur internet Starlink et bien plus encore. Les voyages dans les régions de l'Ukraine avec toute l'aide nécessaire sont devenus réguliers. En particulier, Sotsialnyi Rukh a aidé de nombreuses familles à avoir accès à une source stable d'eau et d'électricité à Mykolaïev. Des militant·es du Sotsialnyi Rukh ont rejoint les rangs des Forces armées ukrainiennes et de la défense territoriale, où ils et elles servent toujours, ont créé des systèmes de navigation innovants pour les drones de l'armée et ont fourni aux soldat·es tout le nécessaire possible pour se rapprocher de la victoire.

Aide humanitaire. La guerre a déterminé les grandes orientations des activités de l'organisation. La priorité absolue était d'aider les victimes de l'agression russe, ainsi que ceux et celles qui défendaient leur patrie. En commençant par un travail humanitaire sporadique, nous avons mis en place des activités

régulières et systématiques pour soutenir l'armée ukrainienne et les personnes touchées par la guerre, en particulier dans les régions de première ligne. En outre, Sotsialnyi Rukh a participé à l'organisation de plus de 10 convois humanitaires de syndicats et d'organisations de gauche. Cette aide a été acheminée à Zaporijjia, Kryvyi Rih, Mykolaïev et d'autres villes de première ligne. Nous avons coopéré avec des organisations sociales et de gauche ukrainiennes, telles que l'Atelier féministe, les Collectifs de solidarité, Bilkis et bien d'autres, pour apporter une aide et une protection la plus efficace possible.

Solidarité internationale. La guerre à grande échelle a placé l'Ukraine au centre de l'attention internationale. Pour Sotsialnyi Rukh, cette année a été marquée par la lutte contre l'idéologie pseudo-pacifiste, dont les représentant·es se sont opposés au soutien à l'Ukraine. Nous avons tout fait pour unir les mouvements de gauche et progressistes autour des revendications d'un soutien total à l'Ukraine, d'une sanction effective et sérieuse de la Russie, et de la fourniture de toutes les armes nécessaires à la victoire complète de l'Ukraine. Nos militant·es ont établi des contacts avec la majorité des partis de gauche et verts influents sur tous les continents, ont publié plus de 100 documents et interviews pour un public international – à la fois sur les plateformes de gauche (*Jacobin*, *The Real News Network*) et dans les médias influents de masse (*Guardian*, *BBC*, *Business Insider*, *Elle*, *Miroir de la semaine* et autres). Trois conférences internationales ont eu lieu. Nos militant·es se sont rendu·es en Grande-Bretagne, en Irlande, en Finlande, au Brésil, en Allemagne, en Pologne, en Géorgie, en France, aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark



et dans d'autres pays pour promouvoir le soutien à l'Ukraine. Des conférences en ligne sur le thème de l'Ukraine ont été organisées pour les résident·es de Hong Kong et de Corée. Sans exagération, Sotsialnyi Rukh est devenu le visage de la gauche ukrainienne dans le monde. Nous avons réussi à organiser des étudiant·es du monde entier pour soutenir l'Ukraine et participer à la formation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et du Réseau de solidarité américain. Grâce à nos activités, la dette extérieure, d'environ 1 800 milliards d'UAH, a été gelée pendant deux ans. C'est une grande réussite, mais nos activités ne s'arrêtent pas là.

Campagne pour l'annulation de la dette internationale. La manifestation la plus significative de la solidarité internationale a été la campagne internationale menée par Sotsialnyi Rukh pour annuler la dette extérieure de l'Ukraine, qui s'est terminée par sa suspension temporaire. Sotsialnyi Rukh, avec le parti de gauche polonais Razem, a commencé dès les premières semaines de la guerre à défendre la demande d'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine afin d'augmenter les capacités de défense du pays et assurer un avenir équitable au pays, qui ne doit pas être handicapé par d'énormes paiements. Nous nous sommes exprimés dans le Parlement polonais et plus tard devant le Parlement britannique, et avons également soulevé ce sujet dans la plupart des parlements nationaux en Europe par le biais des partis de gauche qui ont approuvé les demandes d'allègement de la dette et de soutien à l'Ukraine. Au cours de la campagne, Sotsialnyi Rukh a établi des contacts avec des financiers et des économistes bien connus dans des structures internationales, des organisations publiques et des partis de gauche au pouvoir, comme le Parti social-démocrate de Suisse ou l'Alliance des gauches en Finlande. Le travail avec les membres du

Congrès du Parti démocrate a conduit à un projet de loi au Congrès américain, qui a amené les États-Unis à plaider pour le gel de la dette extérieure.

La société civile a été contrainte de remplir le rôle de l'État et, au lieu d'attendre une assistance plus spécifique, d'assumer presque toutes ses fonctions sociales. La politique de l'État dans le domaine socio-économique a conduit au déclin, à l'inégalité sociale et, dans certains endroits, à l'affaiblissement des capacités de défense. Sotsialnyi Rukh est solidaire des thèses des économistes de la London School of Economics et d'Adam Toose: cette guerre ne doit pas être le moment pour mener des expérimentations idéologiques et promouvoir des politiques d'inégalité.

Contre le «néolibéralisme militaire». Malgré la guerre, les autorités ont décidé de poursuivre le cours de la néolibéralisation de l'économie, ce qui a naturellement conduit à la détérioration de la condition des citoyens ukrainiens. Sotsialnyi Rukh a mené de puissantes campagnes contre l'adoption de lois anti-travail et pour le limogeage de leur principal lobbyiste à la Verkhovna Rada, la députée Halyna Tretyakova. La Liste noire des employeurs, qui abusait de la position vulnérable des travailleur·euses en raison de la guerre, a été établie. De nombreux documents analytiques ont été publiés sur les causes et les conséquences possibles des attaques contre les droits du travail pendant la guerre. Sotsialnyi Rukh a souligné et insisté sur le fait que la guerre n'est pas le moment des expériences socio-économiques néfastes. La réduction des impôts pour la partie la plus riche de la population a contribué à l'instabilité sociale, au transfert des responsabilités et à la contribution inégale des différentes couches sociales à la victoire.

Assistance légale. Afin de protéger les travailleur·euses contre les abus des employeurs, le projet #LABOR DEFENSE a été créé, dans le cadre duquel une assistance juridique gratuite a été fournie à plus de 80 travailleur·euses. Le processus de demande d'aide a été grandement simplifié grâce au développement du bot Telegram. Les activités de défense des droits humains ont été marquées, entre autres, par des victoires judiciaires dans le cas d'un cheminot de Vinnytsia, Vyacheslav Manchuk (une indemnité a été perçue en faveur du plaignant en tant que victime d'un accident), et d'une infirmière de la région de Poltava, Lyudmila Pukha (la demanderesse a été réintégrée dans son travail et a perçu en sa faveur des indemnités en raison de son absentéisme forcé). Des dizaines de personnes ont réussi à obtenir un résultat dans une procédure préalable à leur procès. Sotsialnyi Rukh a également publié et diffusé un manuel sur la protection du droit au salaire, qui vise à accroître les connaissances juridiques des travailleur·euses.



Nos militant·es ont également remporté deux procès contre la police en lien avec une détention illégale le 19 janvier 2021. Même en dépit de la guerre, Sotsialnyi Rukh reste une organisation qui continue à s'engager dans des activités de défense des droits humains.

Sotsialnyi Rukh a activement coopéré avec les membres des confédérations syndicales KVPU, FPU, etc. et les syndicats pour fournir une aide humanitaire, un soutien juridique et politique. En ce moment, nous participons à la défense des revendications des chauffeurs de trolleybus de Kyiv et de Kharkiv, ainsi que des infirmières du KNP Hôpital clinique 15 district Podilsky de Kyiv.

Renforcement des syndicats. Au cours de l'année, Sotsialnyi Rukh a activement soutenu le mouvement syndical ukrainien : du soutien aux protestations des

médecins ambulanciers à Kyiv à la protestation des grutiers dans la région de Lviv. Un rapport rédigé pour les militant·es de «Be Like Nina» sur la réduction des effectifs, compte tenu de l'évolution de la législation du travail. Des militant·es du Sotsialnyi Rukh, en coopération avec des militant·es syndicaux, ont participé à l'organisation d'une réunion internationale des grutiers syndicalistes d'Ukraine, de Pologne et d'Israël

Education. Malgré les difficultés techniques, les militant·es de notre organisation ont organisé des séminaires et des événements en ligne consacrés à la théorie et à la pratique de l'organisation syndicale, à la politique énergétique, aux fondements politiques de la résistance ukrainienne, etc. Avec la participation d'activistes du Sotsialnyi Rukh et du magazine *Commons*, la conférence annuelle régulière Feuerbach 11 a été organisée, au cours de laquelle les problèmes actuels de la reconstruction d'après-guerre de l'Ukraine ont été discutés. De nombreux documents scientifiques analytiques ont été publiés sur le logement et la politique économique, les perspectives de négociations de paix, la théorie marxiste et du socialisme, la société post-capitaliste, l'histoire de la gauche ukrainienne et mondiale et l'analyse de l'impérialisme russe. Sur la base des résultats d'une enquête, un article a été publié avec des conseils sur le maintien de la santé mentale. La guerre n'a pas empêché la tenue d'une autre école Left Perspectives, qui a réuni plus de 80 participant·es, où des militant·es du Sotsialnyi Rukh ont fait divers rapports.

Travail des médias. Le travail médiatique de l'organisation a atteint un nouveau niveau. Nous avons activement maîtrisé les nouvelles plateformes sociales : Twitter, qui compte déjà plus d'un millier de followers, nous avons tourné des vidéos pour YouTube et TikTok. De nombreux supports imprimés du

Sotsialnyi Rukh ont été élaborés et distribués : brochures, manuels, appels, autocollants. Des cours sur les affiches politiques et les pochoirs ont été organisés. Le travail de Katya Gritseva, qui a fait des efforts considérables pour former le style visuel de l'organisation, a reçu une reconnaissance internationale bien méritée lors d'expositions en France.

Activités publiques. L'invasion à grande échelle a temporairement écarté l'activisme de rue, mais la guerre n'a pas fait obstacle aux processus démocratiques. Au cours de l'année, un certain nombre d'actions réussies ont eu lieu, notamment contre « l'optimisation » destructrice de l'académie d'imprimerie de Lviv, un *flash mob* pour la Journée d'action pour le travail décent et des actions contre le sexisme. Avec l'organisation féministe Bilkis, Sotsialnyi Rukh s'est opposé à la campagne de désinformation et d'intimidation menée par le député radical de droite Ihor Choltyts.

Développement des centres régionaux. Au cours de l'année, le nombre de membres de l'organisation a considérablement augmenté. Une branche à Lviv s'est développée, où les militant·es ont participé à des actions, organisé des conférences publiques sur le droit du travail et des ateliers créatifs, mobilisé des étudiant·es progressistes, etc.

Résistance aux tendances autoritaires et au chauvinisme. La guerre accroît les risques de montée en popularité des opinions de droite et de propagande haineuse. Avant même la guerre, Sotsialnyi Rukh soutenait les collectifs de femmes et LGBTQ+ et prônait la ratification la plus rapide possible de la convention d'Istanbul. Nous avons également condamné les tendances discriminatoires de la législation ukrainienne, notamment l'adoption de nouvelles lois sur les migrations ou les déclarations chauvines de certain·es député·es. En fin d'année 2022, Sotsialnyi Rukh a

soutenu la campagne contre la loi 7633 (censure des sources scientifiques basée sur la langue), qui a très vite attiré l'attention des scientifiques ukrainien·nes et reçu un soutien considérable de la communauté scientifique du monde entier.

Cette année a été difficile pour nous tous. Nous espérons que l'année prochaine sera meilleure. Nous travaillerons tout aussi dur pour une Ukraine sociale, indépendante et juste, et nous souhaitons à tous et toutes sécurité, victoire et progrès social pour la nouvelle année.

PUBLIÉ SUR LE SITE DU [SOTSIALNYI RUKH](#), 1^{ER} JANVIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat

PRISES DE POSITION

CONVERGENCES CONTRE-NATURE

DOMINIQUE VIDAL¹

«Pour danser le tango, il faut être deux», dit un proverbe. Mais comment descendre sur la piste sans voir son partenaire? La question mériterait d'être posée aux défenseurs de la politique russe qui égrainent le même chapelet bien qu'ils se situent aux deux extrêmes du paysage politique. À tel point que, dans cette convergence contre nature, on se demande parfois qui est qui...

Prenons ces deux réactions postérieures à l'annexion de la Crimée. L'une assure: «Je ne crois absolument pas qu'il y a eu une annexion illégale: il y a eu un référendum, les habitants de Crimée souhaitent rejoindre la Russie.» L'autre complète: Poutine «avait-il le choix? Pouvait-il accepter une avancée de l'Otan en Crimée, sa grande base navale sur la mer Noire, trajet du gazoduc qui contourne l'incontrôlable Ukraine? Non, bien sûr, et aucune personne informée ne peut soutenir le contraire». La première déclaration est signée Marine Le Pen²; la seconde Jean-Luc Mélenchon³.

Lequel pronostiquera trois ans plus tard: «Il est absolument prévisible que les Russes ne se laisseront pas faire, ils sont en train de prendre des mesures de protection contre un pouvoir putschiste aventurier, dans lequel les néonazis ont une influence tout à fait détestable⁴.» Ah, les néo-nazis! «Un oubli entache le

soutien qu'apportent depuis 2014 les grands médias occidentaux aux dirigeants ukrainiens dans leur face-à-face avec Moscou: la promotion par Kiev de politiques mémorielles révisionnistes et l'indulgence des autorités vis-à-vis des néonazis qui s'affichent dans l'espace public⁵.»

À vrai dire, Pierre Rimbart n'a pas eu de chance: à peine son article était-il écrit (et pas encore imprimé) que Vladimir Poutine en personne en reprenait l'argumentation dans son allocution télévisée du 24 février 2022, à l'aube de l'invasion de l'Ukraine. Il y fixait en effet pour objectif à l'«Opération militaire spéciale» qu'il annonçait, d'«arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine⁶».

Mais qui a refusé d'«idolâtrer le président ukrainien et les nazis d'Ukraine»? Florian Philippot s'expliquait dans un tweet⁷: «Je refuse le garde-à-vous derrière Macron qui ment, maltraite son peuple et veut cyniquement profiter de la guerre! Nécessité de dissoudre l'OTAN et de chercher vraiment, enfin, la paix, pas pour de faux!»

Le sait-on? Avant de dériver vers l'extrême droite, le chef des Patriotes fut chevènementiste. Son ancien «patron» a d'ailleurs joué un rôle majeur dans le lobby pro-russe en France. Nommé dès 2012 représentant spécial de la France pour la Russie, Jean-Pierre Chevènement a été décoré cinq ans plus tard de l'Ordre de l'Amitié par le président russe lors d'une cérémonie au Kremlin pour le remercié de ses efforts pour «renforcer la paix, l'amitié

1. Journaliste et historien codirecteur de l'ouvrage collectif, *Le monde ne sera plus comme avant*, Paris, Les liens qui libèrent, 2022.

2. Sur BFMTV, 3 janvier 2017.

3. Sur son blog, le 25 février 2014.

4. Cité par *Marianne*, 4 avril 2017.

5. Pierre Rimbart, «Ne pas voir, ne rien dire», *Le Monde diplomatique*, mars 2022.

6. Agence France Presse, 24 février 2022.

7. Daté du 4 mars 2022.

et la compréhension mutuelle entre les peuples¹. Vladimir Poutine ajoutait: «Votre attitude sincère et cordiale envers la Russie s'exprime par des actions concrètes. [...] Nous comprenons que ce n'est parfois pas facile et qu'il faut surmonter toutes sortes de stéréotypes et de préjugés. Nous apprécions votre activisme, votre souci de la vérité et de la justice, vos efforts pour préserver la mémoire historique, pour renforcer les liens culturels, commerciaux et amicaux avec la Russie et ses citoyens».

Parmi les nombreux dénonciateurs de la propagande ukrainienne figure une invitée surprise. Elle a fait scandale en niant le bombardement de la maternité de Marioupol. «Vous pensez bien que s'il y avait la moindre victime, le moindre bébé avec du sang, à l'heure des téléphones portables, on aurait eues (les images). C'est monstrueux de propager des choses comme ça juste pour interrompre les processus de paix.» Ce « naufrage » de Ségolène Royal², le député européen Raphaël Glucksman l'a taclé le jour même d'un simple tweet: «1) La maternité en question a bien été bombardée. 2) Les combattants ukrainiens évoqués ont bien été torturés. 3) Ce n'est pas un discours qui a "arrêté le processus de paix" (?), mais l'invasion de l'Ukraine. 4) Madame Royal est devenue une Philippot "de gauche".»

L'ancienne candidate à la présidence de la République aura-t-elle trouvé quelque réconfort dans cette déclaration? «Ségolène Royal a été très courageuse, comme souvent», déclara sur la même antenne... Éric Zemmour³. Le même qui, comme beaucoup de politiques, s'était risqué à un pari stupide: «La Russie, je prends le pari, n'envahira pas

l'Ukraine⁴.» Mélenchon n'avait pas fait mieux: «La Russie ne fera pas non plus la guerre pour l'Ukraine. Elle attendra qu'elle tombe comme un fruit mûr, le moment venu⁵.»

Le 24 février, comme tout un chacun, le leader insoumis condamnera l'invasion de l'Ukraine. Mais il sera moins crédible en assurant le soir même: «Je n'ai jamais soutenu M. Vladimir Poutine, jamais⁶.» Chacun se souvient en effet de la position de LFI, de la Crimée à la Syrie...



1. BFMTV, 4 novembre 2017.

2. Sur BFMTV, le 1^{er} septembre 2022.

3. Sur BFMTV, le 5 septembre 2022.

4. France 2, 9 décembre 2021.

5. *Le Monde*, 24 février 2022.

6. France 2, 24 février 2022.

LA GAUCHE JAPONAISE FACE À LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE

SHAUN O'DWYER¹

En mai dernier, 28 intellectuels allemands ont publié une lettre ouverte dans la revue féministe *Emma*, appelant le chancelier Gerhard Scholz à s'abstenir d'envoyer des armes lourdes en Ukraine et à aider à négocier un cessez-le-feu dans la guerre russo-ukrainienne. La lettre exprimait des convictions antiguerre chères aux anciens progressistes allemands, invoquant la «responsabilité historique» de l'Allemagne pour aider à mettre fin à la guerre, compte tenu de son propre héritage de militarisme et de génocide au 20^e siècle. La lettre a provoqué un débat animé sur son apparente hypothèse de «*ort partagé*», selon laquelle les Ukrainiens et les Russes partagent la responsabilité de mettre fin à la guerre. Pendant ce temps, des progressistes allemands plus jeunes, comme la ministre des affaires étrangères Annalena Baerbock, ont continué à soutenir les livraisons d'armes lourdes à l'Ukraine.

Un débat similaire mais beaucoup moins connu s'est également déroulé parmi les progressistes au Japon, où la guerre russo-ukrainienne est suivie avec anxiété. J'examinerai ici trois réponses publiques divergentes de la gauche japonaise à cette guerre: celle d'un groupe d'«historiens japonais préoccupés», celle du Parti communiste japonais et celle de la «60^e Assemblée internationale contre la guerre» trotskiste.

1. Shaun O'Dwyer est professeur associé à la faculté des langues et des cultures de l'université de Kyushu, au Japon. Il a publié des livres et des articles sur la philosophie morale et politique.

Je m'interroge également sur l'autorité morale de ces réponses pour un public japonais ébranlé par la guerre.

L'INITIATIVE DE PAIX DES HISTORIENS JAPONAIS PRÉOCCUPÉS

La guerre russo-ukrainienne a suscité une inquiétude plus profonde au Japon que dans de nombreuses autres nations industrialisées, reflétant les craintes quant au sort d'un ordre mondial régi par des règles auquel la plupart des Japonais estiment que leur pays doit sa prospérité et sa paix d'après 1945. Une enquête de Yougov de l'Open Society Foundation réalisée en juillet-août 2022 a montré qu'un peu moins de 50 % des Japonais interrogés considéraient la guerre en Ukraine comme l'un des «trois défis les plus importants auxquels le monde est confronté aujourd'hui», devant les 21 autres nationalités interrogées. L'enquête a également révélé qu'environ 63 % des répondants japonais étaient d'accord pour dire que la guerre serait résolue si la Russie se retirait «de toutes les parties du territoire ukrainien qu'elle contrôle actuellement», ce qui place le Japon juste derrière les États-Unis et devant la France dans ce sondage. Pour beaucoup de personnes hors du Japon, les réactions japonaises ont été personnifiées dans une vidéo du présentateur du journal télévisé d'Asahi Television, Matsuo Yumiko, luttant pour garder son calme après avoir lu la nouvelle selon laquelle le président Poutine avait publiquement honoré une unité de l'armée russe impliquée dans des crimes de guerre à Boutcha.

Dans cette atmosphère anxiogène, certains universitaires japonais, se faisant appeler le Groupe d'historiens japonais préoccupés, ont publié une proposition de cessez-le-feu pour la guerre. Parmi les porte-parole du groupe figurent d'éminents universitaires tels que Wada Haruki, historien de la Corée et de la Russie modernes, Haba Kumiko, spécialiste des relations internationales et des études européennes, et Isezaki Kenji, expert en études sur la paix et les conflits.

La première déclaration publique du groupe en mars, publiée dans le journal de gauche *Choshu News*, appelait à une cessation immédiate des combats «sur les sites actuels». Le groupe recommandait que les pourparlers de cessez-le-feu soient arbitrés par le Japon, la Chine et l'Inde – dont les relations avec la Russie, selon lui, leur permettaient d'être des arbitres neutres. Aucune mention n'était faite de la façon dont les relations de ces pays avec l'Ukraine auraient pu également leur permettre de jouer ce rôle d'arbitre. Lors d'une conférence de presse tenue au Club de presse des correspondants étrangers du Japon à Tokyo en août, Wada Haruki a expliqué qu'en mars, lui et ses pairs avaient rendu visite au ministère japonais des affaires étrangères et à l'ambassade de Russie à Tokyo pour discuter de leur proposition. Il n'y avait apparemment pas eu de visite similaire à l'ambassade d'Ukraine.

En mai, le groupe a fait suivre cette déclaration d'une lettre ouverte intitulée «Une initiative japonaise pour la paix dans la guerre Russie-Ukraine», signée par 69 universitaires et intellectuels, principalement du Japon et de la Corée du Sud. Cette lettre demandait également aux «grands pays neutres tels que la République d'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Vietnam et les pays de l'ANASE» d'intervenir en exigeant un cessez-le-feu immédiat et d'agir

comme arbitres dans les négociations visant à mettre fin à la guerre. La lettre critiquait la conduite de la guerre, affirmant que les progrès initiaux vers des pourparlers de cessez-le-feu en mars s'étaient arrêtés avec la découverte de «corps de citoyens» à Boutcha. Selon la lettre, ces découvertes avaient alimenté les accusations de crimes de guerre contre la Russie, incité l'armée ukrainienne à «redoubler d'efforts» et encouragé les «États membres du groupe de soutien ukrainien», en particulier les États-Unis, à fournir davantage d'armes lourdes à l'Ukraine. Comme la lettre d'*Emma* des intellectuels allemands, la lettre des historiens préoccupés soutenait que la fourniture d'armes lourdes par les «États membres du groupe de soutien ukrainien» risquait d'étendre la guerre au-delà de l'Ukraine, menaçant d'une escalade potentielle vers un conflit nucléaire, tandis que les sanctions contre la Russie «pourraient provoquer une famine à l'échelle mondiale».

La lettre a suscité peu de réactions publiques. Les réponses qui sont venues d'autres intellectuels et journalistes japonais ont été largement négatives. Certains ont dénoncé le groupe pour avoir nié les crimes de guerre russes, tandis que d'autres lui ont reproché d'être trop proche du camp de la Russie. Un certain nombre de jeunes universitaires ont accusé les auteurs des lettres de faire preuve d'un «entre-deux» douteux qui niait effectivement la capacité des Ukrainiens à résister à l'agression russe. L'historien Iwashita Akihiro souligna un facteur de fond essentiel pour comprendre les partis pris de la lettre : une sensibilité antiguerre fondée sur l'expérience unique de la guerre du Japon. J'ajouterais que cette sensibilité est similaire, par son ton et son inspiration, à la sensibilité antiguerre de la lettre d'*Emma*.

Le groupe des historiens japonais préoccupés souscrit à un «nationalisme de la paix» découlant



de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale du Japon, à la fois auteur d'une agression militaire et seule victime au monde d'attaques à la bombe atomique – un nationalisme qui chérit le renoncement à la guerre prévu par l'article 9 de la Constitution japonaise¹. À partir de cette expérience, les progressistes japonais revendiquent parfois pour le Japon une responsabilité particulière dans la promotion de la paix mondiale. Pour certains d'entre eux (mais pas tous), la violence militaire des États agresseurs et celle des États qui se défendent contre une agression doivent être considérées comme – à leur manière – également déplorables pour leur pouvoir destructeur, surtout si elles risquent de dégénérer en conflit nucléaire. Cette perspective a été exprimée par Haba Kumiko lors de la conférence de presse devant le Club des correspondants étrangers du Japon en août. Se présentant comme la fille d'un survivant du bombardement atomique de Hiroshima, Haba a déclaré que «poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'elle soit gagnée revient à répéter le massacre de Hiroshima, Nagasaki et Okinawa».

Lors de la conférence de presse, Isezaki Kenji a déclaré que lui et ses collègues étaient d'accord sur l'illégalité de l'invasion russe, et qu'ils plaidaient pour une enquête internationale impartiale sur les crimes de guerre et les abus commis pendant la guerre. Cependant, d'autres remarques de Haba Kumiko suggèrent que d'autres membres du groupe ont des opinions plus ambivalentes sur la responsabilité de la guerre. Ces dernières remarques témoignent d'une

1. L'article 9 de la Constitution japonaise se lit comme suit: «Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. Il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales ou aériennes, ou autre potentiel de guerre.»

hostilité de longue date de nombreux progressistes japonais à l'égard des États-Unis, fondée sur le sentiment que l'alliance Japon-États-Unis subordonne le premier aux intérêts géopolitiques et militaristes du second. Haba a esquissé une division ethno-nationale essentialiste entre ce qu'elle a décrit comme une «Ukraine occidentale» soutenue par les États-Unis et une «Ukraine orientale» soutenue par la Russie et parlant russe. Ce faisant, elle a ignoré les recherches en sciences politiques sur la corrélation faible et décroissante entre l'auto-identification à la langue maternelle russe et l'auto-identification ethnique/culturelle russe chez les Ukrainiens.

Haba a accusé l'Occident d'aider les «forces ukrainiennes occidentales» à éliminer les «Russes de l'Ukraine orientale» et les États-Unis de «lancer des missiles dans le ventre mou et la gorge de la Russie»; elle a prétendu que la Russie a envahi l'Ukraine pour «mettre fin à la menace des dernières armes de guerre» envoyées par les Américains et d'autres alliés en Ukraine. Haba envisageait le projet des historiens préoccupés comme faisant partie d'une campagne visant à contrer la militarisation de l'Asie de l'Est par les États-Unis. En suivant son raisonnement erroné, on peut comprendre pourquoi elle et des collègues comme Wada considéreraient une Ukraine «militarisée» comme un cheval de Troie pour les ambitions des États-Unis contre la Russie. La proximité des arguments de Haba avec les idéologies impérialistes russes affirmant la «russité» des Ukrainiens de l'Est est beaucoup moins compréhensible.

LE PARTI COMMUNISTE JAPONAIS: DIPLOMATIE DE PAIX CONTRE HÉGÉMONISME RUSSE

En mai de l'année dernière, je me suis arrêté près de ma gare locale, dans un quartier du centre-ville de

la ville de Fukuoka, dans le sud-ouest du Japon, pour écouter un discours électoral du Parti communiste japonais (PCJ), prononcé devant un petit groupe de spectateurs. Un représentant local du parti à la Diète nationale, Nihi Sohei, exposait la position de son parti sur la guerre d'Ukraine, et celle-ci divergeait fortement de la position des historiens préoccupés. Il dénonçait sans équivoque l'invasion, accusait le président Poutine de «piétiner le droit international» et exigeait le retrait de la Russie. Nihi déclarait qu'à la lumière de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale du Japon, le PCJ avait une «responsabilité spéciale» de s'opposer à la guerre et de protéger l'article 9 de la Constitution japonaise contre toute révision. Cependant, l'interprétation par le PCJ de cette responsabilité historique spéciale différait également de la position des historiens préoccupés. Cette différence découle du développement du PCJ en tant que Parti communiste indépendant et démocratique, et de son opposition de principe au «chauvinisme des grandes puissances» américaines, chinoises et russes.

Contrairement à la plupart des organisations socialistes des autres démocraties libérales, le Parti communiste japonais est resté un parti politique électoralement vivant. Il a envoyé onze représentants à l'élection de la Chambre haute des conseillers de la Diète japonaise en juillet, obtenant 6,8 % des voix au niveau national. L'une des raisons de la viabilité électorale de ce parti centenaire réside dans sa pleine assimilation des normes démocratiques constitutionnelles dans les années 1960. Une séparation de plusieurs décennies avec l'Union soviétique et la Chine, qui a commencé dans les années 1960, a ouvert un espace idéologique pour un rejet définitif et explicite de l'autoritarisme marxiste-léniniste. Les théoriciens du PCJ ont réinterprété les analyses de Marx sur la phase tardive du capitalisme pour affirmer que la

transition vers le socialisme peut se faire pacifiquement et démocratiquement dans des États à démocratie représentative.

En matière de politique étrangère, le PCJ défend l'autorité des Nations Unies et est un défenseur de l'autodétermination nationale contre le chauvinisme et l'hégémonisme des grandes puissances. Le 24 février, dans une déclaration qui faisait écho à sa condamnation en 2003 de la guerre des États-Unis contre l'Irak, la direction du PCJ a dénoncé l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme «un acte d'agression... en violation de la Charte des Nations unies et du droit international». Pour cette «campagne antirusse», le président du PCJ, Shii Kazuo, a rapidement été placé sur la liste de la Fédération de Russie des 63 citoyens japonais déclarés *persona non grata* en Russie.

Le 29 avril, le PCJ a publié une déclaration intitulée «L'agression de la Russie contre l'Ukraine et la position du Parti communiste japonais», un exercice délicat de réflexion sur l'équilibre entre ses principes constitutionnels d'antimilitarisme, d'autodétermination nationale et de droit international, et ses jugements sur la guerre russo-ukrainienne. Il a «condamné l'administration Poutine pour avoir violé le droit international de trois manières»: pour avoir commis un acte d'agression et des crimes de guerre contre des civils ukrainiens, et pour avoir menacé d'utiliser des armes nucléaires. Le PCJ prône une diplomatie de la paix, fondée sur sa vision d'un monde «exempt d'alliances militaires» et de militarisation, en appelant les gouvernements et la société civile à imposer des sanctions contre la Russie et à l'entourer «de voix de protestation», notamment par le biais de l'Assemblée générale des Nations unies.

Conformément à son opposition aux alliances militaires, le PCJ a critiqué «l'expansion de l'OTAN



vers l'est», mais il rejette les arguments selon lesquels l'expansion de l'OTAN est une cause légitime à l'agression russe. En outre, il rejette les visions «bilatérales» de la guerre qui ignorent les différences «entre l'agresseur et la victime».

Conformément à son interprétation de l'article 9 de la Constitution japonaise, le PCJ affirme que le Japon ne peut envoyer qu'une aide humanitaire non militaire à l'Ukraine. En avril, il a collecté environ 1,5 million de dollars à cette fin. Shii Kazuo a invoqué l'article 51 de la charte des Nations unies pour affirmer que la résistance militaire de l'Ukraine contre l'agression russe est une «lutte légitime et légale» et que le Japon lui-même pourrait résister de la même manière à une telle agression militaire en vertu de sa propre constitution. Toutefois, le programme du PCJ envisage également la dissolution définitive de la Force d'autodéfense du Japon¹, «sur la base d'un consensus national».

Le représentant du PCJ à la Chambre des conseillers, Inoue Satoshi, a remis une protestation officielle du PCJ contre l'invasion russe en Ukraine à l'ambassadeur russe au Japon en mars 2022.

Le PCJ s'inspire enfin, pour sa position sur la guerre russo-ukrainienne, de la condamnation par Marx et Engels de l'hégémonisme russe tsariste, qu'ils accusaient de faire obstacle à l'autodétermination des peuples d'Europe orientale.

Pour les critiques du PCJ, cette manœuvre argumentative entre des principes apparemment divergents, y

compris son principe antimilitariste, n'est qu'à moitié intelligible. Une interprétation charitable suggère que le PCJ envisage une double voie pour mettre fin à la guerre. Les Ukrainiens mènent leur lutte nationale contre l'agression russe, en bénéficiant de l'aide militaire des États qui les soutiennent – à l'exception du Japon. Et le PCJ exhorte les nations non combattantes à utiliser la pression diplomatique, les protestations et les sanctions pour aider à mettre fin à la guerre. Les objectifs ultimes de cette dernière stratégie sont également 1) de réformer les Nations unies et de renforcer l'autorité de l'Assemblée générale, et 2) d'abolir toute guerre ainsi que les alliances militaires et les militarisations nationales qui augmentent la probabilité des guerres.

La 60^e Assemblée internationale contre la guerre: les trotskistes japonais dénoncent le petit tsar Poutine

L'une des critiques japonaises les plus véhémentes de l'invasion russe en Ukraine émane de la 60^e Assemblée internationale contre la guerre. Ses organisateurs appartiennent à deux organisations affiliées dont les origines remontent à l'époque des mouvements de gauche radicale des années 1950-1970 au Japon: la Ligue communiste révolutionnaire japonaise (Fraction marxiste révolutionnaire/Kakumaru-ha) et la Fédération des associations autonomes d'étudiants [Zengakuren]. Leurs ancêtres sont les factions de gauche étudiantes et ouvrières qui se sont acrimonieusement séparées du PCJ à la fin des années 1950, à une époque où celui-ci rejetait le militantisme et s'alignait sur l'Union soviétique. Certaines factions se sont tournées vers la pensée de Léon Trotsky pour s'en inspirer, et ont arraché au PCJ le contrôle d'une partie du Zengakuren, dirigé par les étudiants. Bien qu'ils soient capables d'aider à organiser des campagnes étudiantes et citoyennes de masse comme les manifestations contre l'ANPO,

1. Bien que la Constitution japonaise semble lui interdire d'exercer toute puissance militaire, le Japon possède une force d'autodéfense depuis 1954. Par convention, les FAD ne peuvent être utilisées qu'à des fins défensives plutôt qu'offensives ou expéditionnaires, mais des troupes des FAD ont été envoyées à l'étranger pour des missions limitées de maintien de la paix au cours des dernières décennies. Selon certaines estimations, les FAD se classent au 5^e rang mondial pour leur puissance de feu.

le traité de sécurité entre les États-Unis et le Japon signé en 1959-1960, les militants de la gauche radicale tombent rapidement dans de violentes querelles de factions sur l'idéologie et la stratégie. Dans les années 1970-1980, le Kakumaru-ha et son rival trotskiste, le Chukaku-ha, se sont livrés à un conflit sectaire sanglant.

Le Kakumaru-ha actuel, relativement pacifique, et la faction Zengakuren qui lui est affiliée, sont désormais très réduits en nombre, en ressources et en influence. Néanmoins, l'appel de leur 60^e Assemblée internationale contre la guerre «Les travailleurs du monde entier, unissez-vous pour écraser la guerre de Poutine!» et les manifestations contre la guerre ont attiré des déclarations de solidarité d'organisations de gauche à l'étranger, y compris le comité de rédaction de la revue *Commons*. Leur appel mérite donc qu'on s'y attarde.

L'appel est une dénonciation enflammée de la «guerre d'agression brutale» de la Russie, débordant de fureur face aux crimes génocidaires russes actuels contre les Ukrainiens. Rédigé en prévision d'un éventuel affrontement mondial entre la Chine «néostalinienne» et son alliée la Russie, d'une part, et les États-Unis impérialistes et leurs alliés, d'autre part, l'appel appelle les travailleurs du monde entier à «créer une tempête de luttes antiguerre dans le monde entier». Il invoque également l'expérience de guerre du Japon, «le pays qui a subi les bombardements atomiques», pour affirmer le rôle de la «gauche révolutionnaire» dans la mobilisation de l'opposition à toute escalade vers la guerre nucléaire.

L'appel n'est cependant pas pacifiste. Il observe que Lénine «considère qu'il s'agit d'une “guerre juste” lorsque la nation envahie mène une guerre de contre-attaque contre la guerre d'agression d'une “grande puissance”». L'appel exhorte les «forces

nationales, les forces de défense territoriale, les résidents et les volontaires de l'Ukraine, avec la classe ouvrière comme noyau» à repousser l'invasion. Pendant ce temps, le PCJ, qualifié anachroniquement de «néostalinien», est accusé de «bavarder inefficacement d'une solution par les pourparlers aux Nations unies». Dans une correspondance que j'ai eue avec eux, les représentants de Kakumaru-ha ont également critiqué le groupe des historiens préoccupés. Ils considèrent que l'appel lancé par le groupe aux forces ukrainiennes et russes pour qu'elles «cessent de combattre en l'état», n'était «en fait rien d'autre qu'une demande d'acceptation et de garantie de l'occupation militaire russe du territoire ukrainien».

Pourtant, Kakumaru-ha et Zengakuren doivent également concilier des principes apparemment divergents dans leur affirmation du droit des Ukrainiens à la résistance nationale armée contre l'agression russe. Lorsque j'ai interrogé les représentants de Kakumaru-ha sur la question de la fourniture d'armes lourdes à l'Ukraine par les États-Unis et l'OTAN, ils m'ont cité la déclaration suivante des socialistes ukrainiens de Youth 4 Ukrainian Resistance: «C'est une question de vie ou de mort que le peuple ukrainien obtienne les armes dont il a besoin». Cependant, dans le même temps, leur appel accuse le PCJ de s'aligner sur le gouvernement de coalition du Parti libéral démocrate (PLD) du Japon, en prônant une «utilisation pratique des forces d'autodéfense» – ce que l'appel rejette comme une «utilisation des forces militaires impérialistes». Cette critique découle de la perception par Kakumaru-ha et Zengakuren des Forces d'autodéfense comme une créature de l'alliance subordonnée du Japon avec les États-Unis. Mais à supposer que le Japon soit attaqué par une puissance étrangère, les forces d'autodéfense ne fonctionneraient-elles pas comme des «forces nationales»



résistant légitimement à une telle agression, tout comme le font les forces ukrainiennes? Et de quel niveau de soutien, de financement et de capacités militaires des alliés extérieurs ont-elles besoin pour être en mesure de repousser une telle agression?

UNE CRISE D'AUTORITÉ MORALE POUR LA GAUCHE JAPONAISE?

La guerre en Ukraine a suscité l'inquiétude de l'intelligentsia de gauche japonaise quant à la diminution de son influence. Certains craignent qu'un public japonais horrifié par le carnage de la guerre russo-ukrainienne ne soit désormais plus réceptif à l'augmentation des dépenses de défense et aux révisions constitutionnelles réclamées depuis longtemps par le gouvernement conservateur japonais dirigé par le PLD. Pour la gauche japonaise, cela fait resurgir le spectre d'un Japon remilitarisé et expansionniste. Les partis d'opposition de centre-gauche du Japon sont également en plein désarroi, tandis que la coalition du PLD au pouvoir jouit d'avantages politiques apparemment insurmontables, soutenus par des décennies d'exercice quasi complet du pouvoir et par une carte électorale *de facto* remaniée favorisant les circonscriptions rurales plus conservatrices.

Pour sa part, le Parti communiste japonais est aux prises avec une part du vote national qui ne cesse de diminuer et avec le poids de sa réputation de parti «communiste», que le PLD a exploité en l'accusant à tort de défendre une idéologie antidémocratique. Dans ces conditions, le PCJ a du mal à communiquer au public japonais ses messages progressistes sur la démocratie et les droits de l'homme, et sur des crises telles que la guerre russo-ukrainienne. En tant qu'organisation politiquement marginale au passé violent, Kakumaru-ha est confrontée à des obstacles nationaux bien plus importants pour communiquer

son message sur la guerre. La violence sectaire meurtrière et le terrorisme des factions de la gauche militante et de l'«armée rouge» [japonaise] à la fin du 20^e siècle ont durablement discrédité la politique de la gauche radicale dans la sphère publique japonaise.

Tout aussi préoccupant pour la gauche est le fossé générationnel entre les intellectuels vieillissants dont les souvenirs de la petite enfance sont marqués par la guerre ou par les difficultés de l'après-guerre, et les plus jeunes qui n'ont pas de tels souvenirs. Commentant le manque d'adhésion du public à l'initiative de paix des historiens japonais préoccupés, Wada Haruki a noté l'écart de perception entre les sentiments antiguerre de sa génération et les jeunes qui sont plus réceptifs à l'idée de soutenir l'Ukraine pour vaincre la Russie.

Néanmoins, ce qui semble émerger des réactions de l'opinion publique japonaise à la guerre en Ukraine est un débat mesuré et prudent sur la sécurité géopolitique du Japon, et une réévaluation du pacifisme dogmatique dans une nouvelle ère d'agression des grandes puissances. Les sondages ont montré une lente augmentation du soutien public à la révision du 9^e article de la Constitution japonaise. Mais un sondage effectué après le début de la guerre en Ukraine a révélé peu de changement par rapport aux résultats précédents, avec 50 % des personnes interrogées soutenant le changement constitutionnel, et 48 % s'y opposant. Le gouvernement dirigé par le PLD, conscient de la division de l'opinion publique et des différences de factions au sein de sa coalition, ne semble pas pressé de faire pression pour un changement constitutionnel. Cependant, il tente d'augmenter le budget de la défense du Japon en réponse à la détérioration de la sécurité régionale et mondiale – une augmentation à laquelle s'opposent la plupart des progressistes japonais.

Dans certaines parties de la gauche japonaise, notamment le PCJ, Kakumaru-ha et Zengakuren, la reconnaissance de la légitimité de la résistance armée ukrainienne montre une flexibilité doctrinale sur la question de la guerre juste. Ces organisations ont manifesté un vif intérêt pour la situation critique de l'Ukraine et ont exprimé leur solidarité avec les organisations de gauche ukrainiennes. Les groupes des historiens préoccupés et de nombreuses organisations de gauche anglophones n'ont guère tenté d'exprimer leur solidarité; ce n'est peut-être pas un hasard s'ils restent englués dans un pacifisme antiaméricain étroit et dogmatique, ou dans «l'anti-impérialisme des idiots».

Nous pourrions conclure, provisoirement, que la construction d'une solidarité internationale «de minorité à minorité» entre des organisations de gauche dissidentes offre un potentiel pour défaire les dogmes et les sectarismes insulaires et autodégradants, et pour construire de nouvelles coalitions afin de renforcer leur légitimité politique et morale. Elle offre également la possibilité de renouveler les arguments de la gauche mondiale en faveur d'une guerre juste contre l'impérialisme mais aussi d'une paix socialement juste après la victoire.

PUBLIÉ PAR COMMONS, 10 JANVIER 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat

L'UKRAINE ET LA CRISE DE LA GAUCHE ITALIENNE



FABRIZIO BURATTIN

L'invasion et la destruction de l'Ukraine par les armées de la Fédération de Russie se poursuivent depuis près d'un an.

Bien sûr, comme on le sait, toute l'histoire du capitalisme est ponctuée de guerres, de dévastations, de massacres. La «paix mondiale» stipulée immédiatement après la défaite du fascisme nazi ne s'est certainement pas transformée en la paix prêchée dans la charte des Nations unies, qui s'engageait à «maintenir la paix et la sécurité internationales en prenant des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces contre la paix et de réprimer les actes d'agression ou autres atteintes à la paix, et de parvenir, par des moyens pacifiques, au règlement ou à la résolution de différends internationaux ou de situations susceptibles d'entraîner une rupture de la paix» (article 1).

De plus, on le sait, le monde est frappé par une rafale de crises: économique, environnementale, alimentaire, migratoire... Alors, où que l'on se tourne, les raisons de la mobilisation des anticapitalistes se multiplient, alors que les forces à engager dans ces mobilisations se font de plus en plus rares.

UNE OCCASION MANQUÉE

Mais ces observations, que je qualifierais d'événements, n'enlèvent rien au caractère choquant de cette guerre. Au lieu de cela, une grande partie de la gauche italienne a considérablement banalisé cette guerre, comme pour dire que puisqu'il s'agissait d'une guerre parmi d'autres, il serait inutile de la prendre de front, et s'est concentrée non pas tant sur la souffrance des populations directement impliquées, mais plutôt sur les conséquences que la guerre aurait sur les classes ouvrières italiennes.

La gauche italienne (bien qu'avec des nuances différentes, mais avec un comportement largement convergent) a choisi, au contraire, d'ignorer l'opportunité cruciale d'intervention et d'initiative antiguerre que constituait l'affaire ukrainienne, a choisi de ne pas se mettre à l'écoute de la vague émotionnelle que l'initiative criminelle de Poutine a déclenchée dans les opinions publiques des pays d'Europe occidentale, et en particulier dans l'Italie, par ailleurs coupable de surdité à l'égard de la souffrance humaine la plus indicible lorsqu'elle se produit loin de sa zone de confort. Au contraire, elle a choisi de contrer cette vague émotionnelle, en la désignant comme le fruit secondaire de la propagande de l'impérialisme occidental. Et elle a choisi de privilégier la recherche d'une hypothétique harmonie avec le «pacifisme des boutiquiers», de ceux qui regardent avec hostilité la résistance ukrainienne, s'opposent aux sanctions, et applaudissent sourdement (parfois même explicitement) à la «victoire du plus fort», parce que tout ce que la résistance et les sanctions impliquent remet en cause leur misérable business.

En courtisant cette supposée «majorité pacifiste italienne», ce n'est pas une coïncidence si la gauche s'est retrouvée dans une concurrence directe peu honorable et peu rentable avec Berlusconi et Salvini.

Une attitude radicalement différente aurait pu devenir un instrument pour faire réfléchir les gens sur leur propre égoïsme, pour pousser à un mouvement d'indignation envers Poutine et de solidarité avec les Ukrainien·nes, et en même temps pour montrer ces souffrances comme un exemple du tourment de tous les autres peuples qui souffrent dans des situations de guerre ou d'oppression par des puissances étrangères.

Pour une grande partie de ce qui, allez savoir pourquoi, continue d'être considéré comme la «gauche radicale» italienne, la guerre d'invasion de la Russie

en Ukraine a été l'occasion de parler d'autre chose, en évitant soigneusement toute mention significative de ce qui se passait et se passe en Ukraine. [...]

ÊTRE « DE GAUCHE »

La première qualité qui devrait différencier une femme ou un homme de gauche d'une femme ou d'un homme de droite est la capacité d'empathie avec le reste des classes populaires, quelle que soit la couleur de leur peau, leur religion, leur lieu de vie. [...] En d'autres termes, la capacité à «se mettre à la place de l'autre». [...] Il faut reconnaître que les injustices commises à l'encontre du peuple ukrainien en cette année de guerre n'ont pas été «ressenties en profondeur» par la gauche italienne, ni même superficiellement, une gauche qui a préféré privilégier et «ressentir» la «souffrance» de l'oligarchie russe, décrite plus ou moins comme gravement menacée par l'impérialisme américain (et ses alliés européens), justifiant en quelque sorte sa réaction sur la peau du peuple ukrainien.

LA GAUCHE ITALIENNE FAIT SIENS LES ARGUMENTS D'UN SEUL IMPÉRIALISME

La «gauche» a osé parader dans les, hélas, très rares occasions de mobilisation sur la question, en centrant ses mots d'ordre sur le désarmement de la résistance ukrainienne et la fin des sanctions contre la Russie. Donc une «gauche» italienne a été perçue par le peuple ukrainien comme un soutien à l'agression russe [...].

Une «gauche» qui s'est distinguée en faisant siennes les motivations [...] mises en avant par les dirigeants de la Fédération de Russie :

- «Ukraine nationaliste et antirusse», alors que, deux ans seulement avant l'agression, un président

(Zelensky) avait été démocratiquement élu avec plus de 73 % des voix (y compris dans le Donbass) et avait proposé un programme de recherche d'une entente avec la Russie. Rappelons que lors des élections législatives ukrainiennes, qui se sont tenues en 2019 trois mois après l'élection de Zelensky, plus de vingt partis ont participé, dont certains pro-russes, qui ont recueilli collectivement un peu plus de 16 % des voix et élu une cinquantaine de députés (sur 450).

■ «L'Ukraine repaire de nazis», alors que les forces d'extrême droite, pourtant présentes, étaient réduites à quelques points de pourcentage. [...] Que dire de l'Italie, où le parti post-fasciste dirige le gouvernement et alors que la Russie était et est un point de référence pour une grande partie des forces d'extrême droite internationales.

■ «L'Ukraine est antidémocratique parce qu'elle a interdit les partis d'opposition», alors que les partis interdits sont ceux qui ont ouvertement soutenu l'invasion russe (Ilya Kiva, chef et député du principal parti d'opposition pro-russe, après l'entrée des troupes russes, a déclaré [...] que «les actions de la Russie apportent la paix et l'espoir de la renaissance du peuple ukrainien, asservi et mis à genoux par l'Occident, imprégné de nazisme et qui n'a pas d'avenir. L'Ukraine a besoin d'aide et de libération. Nous comptons sur la Russie, car je sais que les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes forment une seule nation, une seule famille. Et le temps viendra où nous nous rassemblerons et ferons front»). [...]

■ «L'Ukraine inexistante en tant que peuple autre que la Russie». J'y reviendrai (conscience nationale, ethnicité, autodétermination...) plus tard. [...]



UN «ANTI-IMPÉRIALISME» DES
IMBÉCILES

Le manque de sérieux et l'incapacité d'analyse de cette gauche sont démontrés par le fait que jusqu'aux années 1980, elle définissait l'URSS, à l'époque de Khrouchtchev et Brejnev, comme une puissance «social-impérialiste», alors qu'aujourd'hui, après tout ce qui s'est passé, elle considère la Russie comme un acteur positif pour la défense du «caractère multipolaire» de la planète.

Il est utile de rappeler à cet égard que le chaos géopolitique qui a caractérisé la planète après la défaite américaine au Vietnam, après celle en Irak, et enfin après celle en Afghanistan en août 2021, ce chaos qui avait conduit même le président français Macron à décrire l'OTAN comme étant dans un «état de mort cérébrale», est en train de se recomposer précisément grâce à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Au cours des dix derniers mois, la centralité de l'impérialisme américain est définitivement reconstituée, l'OTAN a habilement réussi à reconstruire une «fonction» qu'elle avait perdue avec la fin de la guerre froide, et sa popularité croît malheureusement de manière exponentielle (voir les nouvelles adhésions et le consensus qu'elle obtient dans de grandes parties du monde, non seulement parmi les gouvernements mais aussi dans l'opinion publique).

Mais l'empathie ne signifie pas seulement considérer les souffrances du peuple ukrainien avec pitié et de manière solidaire: on pourrait ainsi se limiter à soutenir des initiatives de solidarité (comme l'envoi de nourriture, de couvertures, de générateurs électriques, etc. à l'Ukraine), initiatives qui de toute façon en Italie ont été totalement ignorées ou même regardées avec méfiance par la gauche et laissées (avec quelques exceptions louables) aux associations religieuses et laïques. Pour un internationaliste, l'empathie signifie précisément «se mettre à la place de

l'autre» et, depuis notre propre zone de confort, se demander ce que nous, internationalistes, ferions si nous étions là.

D'ailleurs, la gauche aurait déjà dû le faire pour la Syrie, dès 2011, lorsque les premières protestations et soulèvements contre le régime de Bachar el-Assad ont éclaté. L'alternative était la suivante: prendre parti pour la défense du régime, jusqu'à saluer comme positifs les bombardements criminels de la Russie et de l'armée d'Assad qui ont rasé la ville d'Alep et tant d'autres villes plus petites [...]; ou choisir de soutenir, en préservant évidemment leur indépendance d'analyse et d'initiative, la rébellion populaire?

De même, comment nous serions-nous comportés si nous nous étions retrouvés en Ukraine le 24 février? Nous aimons un peu trop l'affirmation de Carl von Clausewitz dans son ouvrage *De la guerre* selon laquelle «la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens». Cette déclaration cache (surtout au lecteur inattentif) qu'une situation de guerre (contrairement à ce qui se passe lorsque la «politique» est encore en vigueur) n'offre pas trop de choix et ne permet pas d'adopter une posture neutre astucieuse. Les choix disponibles étaient et sont substantiellement réduits à trois:

- saluer l'invasion russe comme libératrice et choisir diversement de collaborer avec elle;
- fuir et laisser la défense des maisons, des infrastructures et des vies de ceux qui n'ont pas pu fuir, ainsi que de l'indépendance politique du pays lui-même, à la seule armée régulière;
- ou participer de diverses manières à la résistance ukrainienne, cherchant à apporter une propre contribution, armée ou non, précisément à la défense du pays.

Il est clair qu'une grande partie de la «gauche radicale» italienne, si elle s'était trouvée à la place du «jeune Ukrainien», aurait adopté la première position, ou tout au plus la deuxième, apparemment presque aucun la troisième.

L'IDÉE DU « DÉFAITISME SUR LES DEUX FRONTS »

Quant à la position du prétendu «défaitisme révolutionnaire», c'est un stratagème commode pour ceux qui l'agitent à des milliers de kilomètres des bombardements. Ceux qui essaient de la pratiquer dans le contexte ukrainien, comme le «Front ouvrier d'Ukraine», pris comme point de référence par les adhérents du document issu de la conférence «Non à la guerre impérialiste!» du 16 octobre ne peuvent la concrétiser que par des déclarations impuissamment propagandistes, comme celle de ce Front: «Il existe une clé pour mettre fin à ce cycle de guerre et d'exploitation: le socialisme, dans lequel chaque être humain est le frère d'un autre être humain.»

À celles et ceux qui perdent leur maison, à celles et ceux qui ne savent pas quoi manger, à celles et ceux qui n'ont rien pour se réchauffer, à celles et ceux qui croisent les doigts pour éviter d'être déchirés par des bombes ou des snipers, le «socialisme» ne peut être proposé comme solution. De plus, dans une partie du monde, dans une situation où pour beaucoup, le terme «socialisme» a une consonance ambiguë, voire inquiétante. D'autant plus de la part d'une organisation comme le Front, qui, avec ses références à Staline et à la période soviétique, ne précise même pas à quel socialisme il se réfère, ou peut-être le précise-t-il trop bien. Front qui affirme qu'en Russie, où le capitalisme est assez démocratique, l'idéologie socialiste n'est pas limitée par des interdictions, alors qu'en Ukraine, il existe un véritable fascisme/

nazisme [...]. Quant à la lecture de la guerre par le Front ouvrier, elle se résume comme suit :

La guerre est la continuation de la lutte impérialiste pour les riches ressources du pays, ainsi que pour sa main-d'œuvre et son industrie résiduelle de l'ère soviétique. L'invasion est une tentative du capitalisme monopoliste russe de retrouver la position de force qu'il a perdue en 2014 avec la réorientation vers l'ouest de la politique ukrainienne. Analysons l'intérêt des États-Unis à affaiblir la Russie et, d'une manière générale, à considérer la guerre en Ukraine comme le prélude à une « nouvelle guerre mondiale ».

Sur la base de ces considérations, on risque donc de tout justifier comme une défense du *statu quo*, l'invasion américaine du Vietnam, la tentative d'invasion américaine de Cuba, etc. Avec cette approche, tout choix géopolitique d'un pays, au lieu d'être une manifestation de la libre volonté de ce gouvernement et de ce peuple de s'orienter politiquement d'une manière différente, se transforme en un simple fruit du contraste interimpérialiste. Les peuples disparaissent et seuls les grands marionnettistes restent.

Et même dans le choix des « marionnettistes », le Front semble avoir une certaine préférence, à tel point que la récente « violente prise de pouvoir de l'idéologie nationaliste réactionnaire et de la russophobie [en Ukraine] après le 24 février » n'est pas considérée comme une conséquence de l'agression de Poutine [...], mais comme du « lavage de cerveau nationaliste promulgué par le gouvernement Zelensky ». [...]

ÊTRE INTERNATIONALISTE

Je le répète, l'internationalisme consiste principalement à poser la question « que ferais-je (avec mes idéaux et mon bagage politique) si j'étais là-bas », sinon ce n'est pas de l'internationalisme. Il fut un

temps où être internationaliste conduisait même à partir avec les « brigades internationales ». Mais au moins, cela ne doit pas conduire à subordonner sa position sur l'Ukraine à l'opportunisme politique et au « positionnement » national. Ce n'est pas et ne pourra jamais être l'internationalisme.

Ce que j'ai essayé de dire sur la-le « jeune Ukrainien » peut également être dit sur la-le « jeune Russe ». L'internationalisme, c'est aussi se demander quelle position doit prendre un internationaliste russe. L'internationaliste russe ne ressent pas la même urgence que l'Ukrainien-ne, mais sa conscience internationaliste devrait le pousser à adopter une position convergente. Et c'est ce que font des milliers de jeunes Russes et surtout des opposant·es russes. Les démocrates russes devraient-ils dire (à l'instar d'une grande partie de la gauche italienne) que l'OTAN est responsable de la situation ? Que l'Ukraine est infestée de nazis ? Qu'elle est antidémocratique parce qu'elle interdit l'opposition ? Elle ne serait alors plus dans l'opposition à Poutine, car elle partagerait ses analyses fondamentales.

Au contraire, les opposant·es russes adoptent essentiellement la ligne du mouvement américain contre la guerre du Vietnam entre 1966 et 1975 : « Sortez la Russie de l'Ukraine », « Ramenez nos garçons à la maison ». Et les secteurs les plus conscients, comme ce fut le cas pour les États-Unis il y a plus de cinquante ans, brandissent le mot d'ordre de base : « Pour la victoire de l'Ukraine ».

QUATRE POIDS ET QUATRE MESURES

Je sais déjà que nos « gauchistes radicaux » répliqueront : « Mais nous sommes ici, nous devons nous opposer à l'OTAN. » Bien. Mais je soutiens que nous devons également nous opposer à l'OTAN, alors que pour notre gauche locale, l'opposition et



la dénonciation des responsabilités de l'OTAN et de l'UE ont remplacé et effacé toute trace de solidarité avec le peuple ukrainien, avec sa résistance et avec sa gauche internationaliste.

Elle dénonce à juste titre le «deux poids, deux mesures» des médias pro-atlantiques, qui dénoncent l'angoisse de l'armée russe mais se taisent ou même justifient l'angoisse des Américains dans leurs nombreuses guerres impérialistes, celles des Turcs contre les Kurdes, celles des Israéliens contre les Palestiniens, etc. Mais ce «deux poids, deux mesures» est contrebalancé par un autre «deux poids, deux mesures» tout aussi farfelu qui banalise la souffrance du peuple ukrainien.

Une partie de cette gauche, afin de justifier son camp et sa position parfois explicitement «poutiniste», a également remis en question le concept même d'autodétermination, le considérant comme un vestige du 20^e siècle [...], une valeur dépassée (en vertu de la mondialisation?), un résidu du Risorgimento du 19^e siècle, en tout cas une valeur bourgeoise (comme la démocratie?) et donc à ne plus poursuivre. Elle finit aussi, plus ou moins inconsciemment, par corroborer le grand nationalisme russe qui était celui des tsars et qui est maintenant un outil du bonapartisme fasciste de Poutine.

On prétend que les Ukrainiens ne sont pas un peuple. Que, de toute façon, des siècles d'union avec la Russie les ont «russifiés». Cette qualification est tout à fait périlleuse et, encore une fois, plus ou moins involontairement trompeuse. Les différenciations ethniques ont peu à voir avec l'autodétermination. [...]Ceux qui contribuent de manière décisive à la croissance d'un «sentiment national», avec la découverte de son «identité», sont très souvent ceux-là mêmes qui veulent le nier. La pression anti-ukrainienne que la Russie a exercée sur son pays

voisin, depuis au moins l'Euromaïdan, puis la guerre d'agression actuelle, ont été les multiplicateurs les plus puissants du sentiment national et, par conséquent, de l'orientation antirusse qu'il a acquise.

[...] Enfin, j'ajouterai, comme une démonstration supplémentaire de la crise même morale de l'internationalisme, que personne dans la «gauche radicale» italienne n'a même pensé à organiser des initiatives qui donnent la parole à des protagonistes ukrainien-nes ou russes. Les seules exceptions ont été les occasions extrêmement importantes où le «Comité pour le non à la guerre en Ukraine» a entendu la chercheuse ukrainienne Daria Saburova, le sociologue russe Alexander Bikbov et le journaliste italo-russe Jurii Colombo.

Le même comité qui a organisé et réalisé la seule manifestation de gauche près de l'ambassade de Russie à Rome le 7 octobre.

LA JUNTE DU MYANMAR AFFICHE SON SOUTIEN À POUTINE

Dans un commentaire publié dans un organe de presse du régime, la junte a accusé le dirigeant ukrainien et son peuple d'être responsables de l'agression de la Russie. La junte militaire du Myanmar a de nouveau exprimé son soutien au président russe Vladimir Poutine, dimanche, en rejetant la responsabilité de l'invasion de l'Ukraine sur le dirigeant de ce pays et son peuple. Dans un commentaire publié dans un organe de presse en langue birmane à ses ordres, *Myanma Alin*, le régime a également accusé les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN de comploter pour monter la Russie et l'Ukraine l'une contre l'autre. Intitulé «Les leçons de l'Ukraine pour ceux qui n'ont pas appris de l'histoire», ce commentaire de deux pages a été rédigé sous le pseudonyme de «Myint Myat». Qualifiant le président ukrainien Volodymyr Zelensky de marionnette de l'Occident, l'auteur ne tarit pas d'éloges sur Poutine, qu'il considère comme un dirigeant visionnaire ayant eu la clairvoyance de renforcer discrètement la puissance militaire et économique de son pays.

En revanche, Zelensky est «incapable et manque de rationalisme» – des défaillances qui ont entraîné des destructions et des pertes que son pays doit maintenant subir, affirme l'auteur.

«Il n'est pas faux de dire que le peuple ukrainien est également responsable de ce qui se passe actuellement, car il a lui-même choisi un mauvais dirigeant», ajoute-t-il. Il est également établi un lien entre la situation en Ukraine et celle du Myanmar, où la conseillère d'État destituée Aung San Suu Kyi est régulièrement présentée dans les médias d'État

comme un pion des puissances étrangères. «Les politiciens et les individus qui se prennent pour des grands parce qu'ils peuvent bluffer les gens sur les droits de l'homme et la démocratie devraient comprendre que la sécurité de notre propre peuple, la puissance de notre pays et nos propres intérêts nationaux sont plus importants que les droits de l'homme et la démocratie» écrit-il. Ce commentaire intervient deux jours seulement après que le porte-parole de la junte, Zaw Min Tun, a défendu les actions de Poutine dans une interview accordée au service en langue birmane de *Voice of America*. «Le point n° 1 est que la Russie a travaillé à la consolidation de sa souveraineté. Je pense que c'est la bonne chose à faire. La deuxième raison est de montrer au monde que la Russie est une puissance mondiale», a-t-il déclaré.

Il n'est pas vraiment surprenant que la junte se soit rangée du côté de Poutine dans son agression contre l'Ukraine, qui a été largement condamnée par la majeure partie du reste du monde. Plus de 7000 officiers de l'armée du Myanmar ont reçu une formation militaire et des bourses universitaires en Russie, qui est également devenue un important fournisseur de matériel militaire pour un régime confronté à un embargo sur les armes de la part de l'Occident.

Il existe également une affinité naturelle entre les deux régimes autoritaires, comme l'a noté le rapporteur spécial des Nations unies sur le Myanmar, Tom Andrews, dans un récent tweet. «Les oiseaux de malheur volent ensemble. Le monde doit se tenir aux côtés du peuple ukrainien et du peuple du Myanmar en paroles et en actes», a-t-il écrit. Ce lien



est particulièrement marqué depuis l'année dernière, lorsque les militaires ont renversé le gouvernement populaire de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de Suu Kyi.

Une semaine avant le coup d'État du 1^{er} février, le général Sergey Shoigu, ministre russe de la défense, était à Naypyitaw pour signer un contrat portant sur la vente de systèmes de missiles sol-air russes Pantsir-S1, de drones de reconnaissance Orlan-10E et d'installations radar. Moins d'un mois plus tard, l'armée avait importé pour 14,7 millions de dollars d'équipements radar, a rapporté en avril le *Moscow Times*. Fin mars, le général de corps d'armée Alexander Vasilyevich Fomin, vice-ministre russe de la défense, s'est rendu à Naypyitaw pour assister à une cérémonie marquant la Journée des forces armées.

Le 20 juin, quelques jours seulement après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution exigeant la fin des violences militaires contre les civils et demandant l'arrêt des exportations d'armes vers le Myanmar, le chef du coup d'État, Min Aung Hlaing, est parti pour une visite d'une semaine en Russie. Il s'agissait de son deuxième voyage à l'étranger depuis qu'il a pris le pouvoir, et seulement du septième de sa carrière militaire. Ce voyage est également intervenu une semaine après la visite secrète au Myanmar d'une délégation russe composée de 20 membres.

L'objet de cette visite n'était pas clair, mais il semblait être lié aux affaires navales, car elle était dirigée par le commandant en chef adjoint de la marine russe, le vice-amiral Vladimir Lvovich Kasatonov. La visite n'a pas été rapportée par les médias d'État des deux pays. Depuis le coup d'État, des généraux de haut rang, dont le général Soe Win, commandant en chef adjoint des forces armées, et le général Maung Maung Kyaw, alors chef des forces aériennes, qui a

depuis été démis de ses fonctions, se sont également rendus en Russie. Le journaliste Bertil Lintner, observateur de longue date du Myanmar, a fait remarquer en juillet de l'année dernière que la Russie s'est rapprochée de l'armée du Myanmar non seulement parce qu'elle est un gros acheteur de matériel militaire russe, mais aussi parce qu'elle veut utiliser l'exemple au Myanmar à ses propres fins, la Russie s'efforçant de perturber les efforts occidentaux de promotion de la démocratie en Asie et ailleurs.

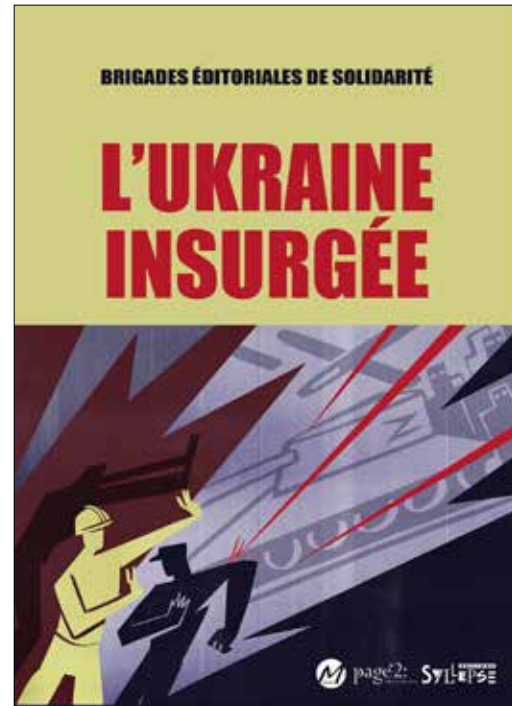
Le média birman *The Irrawaddy* a rapporté lundi que le conseil militaire a tenu une réunion d'urgence pour discuter des implications de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Citant une source anonyme, le rapport indique que les membres du conseil ont spéculé sur la possibilité que la Chine procède à une invasion similaire du Myanmar si ses investissements et ses infrastructures dans le pays continuent d'être attaqués par les forces de résistance. Ils ont conclu que l'armée devrait déployer davantage de troupes le long des gazoducs chinois et sur d'autres sites qui ont déjà subi des attaques, selon le rapport.

Pendant ce temps, le gouvernement d'unité nationale du Myanmar, formé à la suite du coup d'État de l'année dernière, a dénoncé les attaques russes comme des «actes de guerre» et a déclaré vendredi que ce n'était «pas un bon exemple au 21^e siècle». Il a appelé la Russie à respecter l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine et a déclaré que les attaques constituent «une violation flagrante de la charte des Nations unies et du droit international». Les manifestants anti-coup d'État du Myanmar ont également exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien. «Nous nous inspirons de la guerre menée par l'Ukraine pour défendre la démocratie», a déclaré Raymond, membre du comité de grève du mouvement démocratique à Dawei, la

capitale de la région de Tanintharyi, dans un discours enregistré dimanche: «Tout comme le peuple ukrainien, le peuple du Myanmar continuera à se battre pour libérer le pays de la junte militaire», a-t-il déclaré, ajoutant que la lutte de l'Ukraine contre le «fascisme» a besoin du soutien des peuples du monde entier. «Si Poutine gagne en Ukraine, il soutiendra encore plus le coup d'État militaire ici au Myanmar et les ennemis de la démocratie partout dans le monde», a-t-il ajouté. Selon le groupe militant Justice For Myanmar, la Russie, qui continue d'armer les militaires du Myanmar, utilise maintenant ses armes contre le peuple ukrainien dans le cadre d'une invasion illégale.

Publié par [Myanmar Now](#), 25 janvier 2023

Traduction Patrick Le Tréhondat



DOCUMENT

POURQUOI NOUS SOUTENONS LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION DE L'UKRAINE (1953)

HAL DRAPER¹

Cet article a été publié en 1953 à Munich dans le premier numéro du journal ouvrier ukrainien *Vpered* (En avant).

Hal Draper est le rédacteur en chef de l'hebdomadaire américain *Labor Action*, qui est probablement déjà bien connu des exilés ukrainiens pour son attitude de soutien à la lutte de libération de l'Ukraine. Les rédacteurs de *Vpered* ont demandé à Draper de répondre à la question posée dans le titre de cet article du point de vue du mouvement syndical américain. La réponse, reproduite ci-dessous, est très intéressante et originale, notamment parce qu'elle place le mouvement de libération ukrainien au centre même des mouvements de libération progressistes dans le monde. De plus, il est important que la détermination d'une telle place historique du mouvement de libération ukrainien ne soit pas le résultat d'une passion pour la «question ukrainienne» et encore moins d'un amour pour les traditions ukrainiennes, l'histoire

ou une quelconque légitimité de la lutte ukrainienne, que l'auteur ne connaît pas du tout, mais le résultat d'une pensée rationnelle cohérente, le résultat d'une connaissance scientifique des tendances de développement dans le monde, ou de la compréhension de ce qui est ancien et mourant, et de ce qui est nouveau, émergent et auquel appartient l'avenir. L'évaluation du système stalinien comme un «nouveau collectivisme bureaucratique» est très discutable. Mais ce concept n'empêche pas Draper de considérer la situation internationale sous le bon angle et d'y trouver une place pour le mouvement de libération ukrainien.

Bien plus que tout autre mouvement politique américain, nous – la Independent Socialist League des États-Unis et *Labor Action* – consacrons une attention particulière et de nombreux articles à la soi-disant «question ukrainienne» et au problème général de la nouvelle révolution en URSS. L'espace que *Labor Action* consacre à cette question n'est en fait limité que par la disponibilité du matériel à publier. Lorsque les rédacteurs de *Vpered* me demandent de répondre, du point de vue du socialisme américain, aux raisons de l'intérêt vital que nous portons à cette question, je n'ai aucune difficulté à répondre à cette question pour nos camarades ukrainiens. Je veux aussi que mon article aide les lecteurs de *Vpered* à voir la «question ukrainienne» à la lumière des problèmes

1. Militant et théoricien marxiste aux États-Unis. Ancien militant trotskiste, il devient l'un des principaux inspirateurs, à l'automne 1964 du Free Speech Movement de l'Université de Berkeley en Californie qui a joué un rôle clé dans l'impulsion d'un mouvement de contestation à travers les États-Unis. Il développe alors sa théorie du «socialisme par en bas» dans son ouvrage de référence *Les deux âmes du socialisme* (Syllepse).

internationaux de la libération du monde entier, tout comme *Vpered* et d'autres publications similaires nous aident à voir la «question américaine» à la lumière des problèmes mondiaux.

Les connexions mutuelles et les points de vue communs n'ont jamais été aussi nécessaires aux mouvements de libération et aux mouvements socialistes du monde qu'aujourd'hui. Je ne doute pas que les socialistes pensent de la sorte. C'est avant tout parce que dans aucun autre pays, j'en suis convaincu, la pression de l'idéologie bourgeoise et impérialiste n'est aussi forte qu'aux États-Unis aujourd'hui.

Pourquoi en est-il ainsi? Principalement parce que dans aucun autre pays le système capitaliste n'est aussi fort et vital que le nôtre. Le capitalisme mondial international est en déclin; on ne peut plus dire qu'il est seulement «en déclin» – il a déjà dépassé cet état. Je suis convaincu que les historiens du futur considéreront notre époque comme une période de déclin pour le capitalisme mondial. Mais cette décadence n'est pas uniforme et harmonieuse pour l'ensemble du monde. En fait, les États-Unis sont devenus la citadelle du capitalisme mondial et concentrent sa richesse et son pouvoir entre leurs mains non seulement en dépit de la désintégration rapide du capitalisme dans le reste du monde, mais précisément parce qu'une telle désintégration s'est déjà produite dans le reste du monde. Le peuple américain, y compris le travailleur américain, vit comme des aristocrates par rapport au reste du monde, tout comme le peuple anglais et le travailleur anglais, à une époque révolue, pouvaient jouir d'un niveau de vie élevé aux dépens des autres nations. Cette analogie ne peut bien sûr pas être poussée trop loin, car les conditions et les circonstances dans lesquelles ce processus se déroule sont très différentes. Le capitalisme anglais a atteint son plus haut développement dans des conditions de

développement de la technologie et des forces productives beaucoup plus faibles que celles qui sont à la base du développement du capitalisme américain aujourd'hui. Mais il s'agit d'une différence quantitative et non qualitative.

Cependant, je ne mentionne pas cela pour débattre de ces questions intéressantes, mais seulement pour souligner la pression particulière que subissent aujourd'hui les travailleurs américains et les socialistes américains. Cette pression est toujours insidieuse et perfide. En conséquence, de nombreux individus et groupes n'ont pas résisté à la tentation de l'idée que, d'une manière ou d'une autre, les intérêts du socialisme et du capitalisme américain (et, pour vous Ukrainiens, les intérêts de la libération nationale et de l'impérialisme américain) peuvent être identiques.

Mais malgré cette terrible pression, nous n'y avons pas succombé. Nous pensons que le capitalisme n'a pas d'avenir, qu'il repose sur des pieds d'argile, même en Amérique. S'y plier, c'est se condamner à mort avec elle. Mais l'avenir du peuple américain et des travailleurs américains, ainsi que de tous les autres peuples du monde et de la classe ouvrière internationale, nous est cher, et c'est pour cette raison que nous nous opposons au capitalisme et que nous montrons au peuple une autre voie et une issue.

Mais même cet internationalisme ne peut expliquer entièrement notre intérêt pour la question ukrainienne et notre sympathie pour la libération du peuple ukrainien. Nous ne pouvons pas nous contenter de sympathiser avec l'idée d'autodétermination nationale et d'indépendance nationale du peuple ukrainien, car ce n'est pas pour autant la fin de la question ukrainienne pour nous. En outre, l'idée de l'autodétermination nationale de l'Ukraine n'est pas inacceptable pour l'idéologie officielle américaine. Bien sûr, vous savez pourquoi. Un impérialiste

est toujours prêt à flirter avec les mouvements de libération nationale, dont le but est dirigé contre un autre impérialiste, qui est l'ennemi du premier. C'est ainsi que le stalinisme, pour sa part, fait de la démagogie, en prétendant s'intéresser profondément à l'indépendance des peuples asservis par les impérialismes occidentaux. Mais nous, les socialistes anti-impérialistes, sommes tout aussi intéressés par la libération de l'Ukraine que du sort du mouvement indépendantiste tunisien (par exemple), car ici, c'est Washington, et non Moscou, qui soutient la violence française contre les peuples coloniaux.

Mais alors, pourquoi la «question ukrainienne» nous paraît-elle exceptionnelle parmi toutes les autres questions d'autodétermination et d'indépendance nationale dans le monde aujourd'hui?

Parce que la situation concernant la question ukrainienne est aujourd'hui une pierre de touche, un critère pour tout le problème central du mouvement de libération et socialiste mondial: la question de l'orientation dans la guerre froide impérialiste entre le stalinisme et le capitalisme occidental.

Aujourd'hui, il ne suffit pas d'être en faveur de l'indépendance de l'Ukraine. Tout patriote américain honnête s'incline devant cette formule (bien que, pour être sûr, tout le monde ne le fasse même pas). Mais j'écrirais pourquoi nous devons vraiment nous concentrer sur le mouvement de libération ukrainien aujourd'hui:

Qui sont nos alliés dans la lutte contre le stalinisme? Par quels moyens et dans quel but, avec quelles idées devons-nous lutter contre le stalinisme?

Je sais que ce problème existe aussi sous une forme ou une autre pour nos camarades ukrainiens, mais laissez-moi vous expliquer sous quelle forme ce problème se présente ici en Amérique. Les socialistes nous disent parfois ce qui suit:

Vous, de la Ligue socialiste indépendante, avez tort de prendre une position de troisième force dans la guerre contre le stalinisme, la même que Lénine a prise contre les deux camps impérialistes dans la Première Guerre mondiale. Même s'il avait raison à l'époque, cette (troisième) guerre sera différente. (Pour les sociaux-démocrates, chaque conflit impérialiste est «fondamentalement» différent d'un autre conflit impérialiste dont ils étaient mécontents!). Cette guerre sera différente parce que le stalinisme, en tant que force russe, est une menace non seulement pour notre impérialisme, mais aussi pour nous-mêmes, pour la classe ouvrière et le mouvement socialiste. Le stalinisme n'est pas seulement un impérialisme, mais aussi un mouvement contre-révolutionnaire mondial, dont la victoire signifiera que tous les espoirs socialistes pour l'avenir seront détruits. Par conséquent, nous devons faire front commun contre cet ennemi avec le capitalisme américain lui-même jusqu'à ce que le stalinisme soit vaincu.

De là, ce public conclut que nous devons soutenir le camp de la guerre américain dans la guerre froide actuelle, et encore plus dans une guerre mondiale qui adviendrait.

Nous combattons cette vision pro-guerre depuis le début et de différentes manières. Je ne veux souligner ici que l'aspect de cette lutte qui nous amène à la question ukrainienne.

Le fait est que le discours imaginaire d'un socialiste favorable à la guerre, cité ci-dessus, contient un noyau de vérité sur lequel il se fonde. Il est vrai qu'il existe des différences importantes entre la guerre actuelle et celle dont Lénine a parlé, mais ces différences ont fait l'objet d'une attention particulière dans nos documents de programme et c'est en raison de ces différences que nous sommes arrivés à la conclusion que nous ne pouvons pas soutenir le



camp de la guerre américaine, mais que nous devons nous opposer fermement aux deux impérialismes. Il est également vrai que l'une de ces différences entre les deux guerres est l'existence d'un élément social dans la crise militaire à venir, qui n'était pas présent dans la lutte entre les impérialismes nationaux en 1914-2018. Cependant, nous maintenons que c'est précisément à cause de cette différence sociale que les socialistes ne peuvent pas soutenir la guerre du capitalisme contre le stalinisme sans se suicider, et c'est à cet égard que les problèmes du mouvement de libération ukrainien nous fournissent un brillant exemple.

À ce stade, je dois préciser que, selon nous, le système social stalinien est un nouvel ordre social d'exploitation, ni capitaliste, ni socialiste, ou, mieux, à la fois anticapitaliste et antisocialiste, dirigé par une nouvelle classe dirigeante constituée d'une bureaucratie stalinienne. Ce système est fondamentalement différent de tous les autres systèmes à deux égards : premièrement, l'État possède les principaux moyens de production et de distribution, et deuxièmement, la bureaucratie «possède» et contrôle collectivement l'État.

Il ne s'agit pas d'un État «ouvrier», «dégénéré» ou autre, tel qu'il est présenté non seulement par les sympathisants staliniens mais aussi par les trotskistes officiels qui répètent comme des perroquets les déclarations dépassées de Trotsky sur ce sujet. Mais ce n'est pas non plus un État capitaliste dans le sens clair qui permettrait à un marxiste d'utiliser les mêmes critères dans l'analyse de la société stalinienne que ceux utilisés par Marx dans l'analyse du capitalisme, ou qui conduirait aux mêmes conclusions que Marx a tirées de son analyse du capitalisme.

Quiconque le souhaite peut, bien entendu, appeler cette société «capitalisme d'État», mais à condition

de reconnaître que ce «capitalisme d'État» particulier est un système social différent du capitalisme connu dans le reste du monde. À notre avis, il est faux de penser que ce «capitalisme d'État» peut être compris et interprété de manière fructueuse comme une forme de capitalisme – une forme de capitalisme, par exemple, sans capitalistes, car un membre de la classe dirigeante stalinienne n'est en aucun cas un capitaliste ! Nous évitons le terme «capitalisme d'État» en relation avec le système stalinien précisément parce que c'est un terme impropre ; nous l'appelons collectivisme bureaucratique.

J'explique ce point de vue non pas pour en débattre ici (nous avons déjà beaucoup écrit à ce sujet), mais parce que cette analyse est au cœur de notre approche de l'évaluation de la guerre.

Le stalinisme, aussi antisocialiste et contre-révolutionnaire qu'il soit, est notre ennemi mortel. Mais parce qu'il est anticapitaliste et rival du capitalisme mondial pour la domination de la planète, il est aussi l'ennemi mortel du capitalisme, et pas seulement son rival impérialiste. C'est de cette dernière caractéristique, et de rien d'autre, que découle l'appel dynamique et puissant du stalinisme aux classes et nations asservies du monde, qui ont jusqu'à présent ressenti le fouet capitaliste plutôt que son fouet totalitaire.

Aucune force capitaliste n'a jamais été capable de développer le type d'attraction dynamique que le stalinisme a développé en créant une base de soutien dans d'autres sociétés. C'est son «arme secrète» dans la guerre froide, une arme que les politiciens capitalistes limités de Washington n'ont pas encore comprise et ne peuvent pas contrer. Il est vrai que Hitler et Mussolini sont connus pour avoir utilisé la démagogie anticapitaliste avec un succès limité et dans des situations limitées, mais il serait des plus myopes de comparer cela à l'anticapitalisme du Kremlin. Le

Kremlin n'est pas démagogiquement anticapitaliste; il est anticapitaliste (dans l'intérêt de son système d'exploitation) et, par conséquent, il a été en mesure de canaliser les désirs et les luttes anticapitalistes des masses.

Cette force antisocialiste et anticapitaliste s'est élevée sur la scène mondiale précisément en raison du déclin du capitalisme mondial. Cette force se développe partout où la force capitaliste s'est complètement épuisée et où la classe ouvrière socialiste n'a pas encore été capable de diriger des mouvements populaires. Dans un sens réel, le stalinisme est une «punition» infligée à la classe ouvrière pour ne pas avoir été capable de faire sa propre révolution.

Le vieux système moribond du capitalisme mondial, aujourd'hui dirigé par les États-Unis, pourra peut-être vaincre militairement la puissance russe dans sa dernière agonie, mais il ne connaîtra pas un nouvel élan de vie et ne pourra pas contenir les forces qui le détruisent et conduisent à sa disparition. Il n'y a pas de retour en arrière possible. La militarisation et la bureaucratisation mêmes du capitalisme occidental (y compris le capitalisme américain), qui sont nécessaires pour relever le défi russe, conduisent ce système dans la direction de la dégénérescence bureaucratique, qui est historiquement illustrée par le stalinisme.

Mais il n'est même pas nécessaire de projeter dans l'avenir les tendances actuelles du capitalisme. Ce qu'il est plus important de voir aujourd'hui, c'est que les tentatives des riches et puissants capitalistes américains pour contenir l'infiltration du stalinisme dans le monde ont échoué, et auraient dû échouer, parce que dans chaque endroit et dans chaque pays, Washington n'a fait que discréditer le capitalisme pour s'opposer au stalinisme. Partout, Washington doit chercher un soutien et s'appuyer (tout en

tournant le dos) sur les éléments les plus pourris et les plus réactionnaires afin de construire un barrage contre la crue stalinienne. Il s'appuie sur Sigman Rhee en Corée, non pas parce qu'il aime Rhee, mais parce que, étant lié par l'idéologie capitaliste, il n'y a pas d'autre issue pour lui. Il s'appuie sur Franco en Espagne et gémit en même temps de mécontentement devant la brutalité et le chantage de Franco, mais il n'y a pas d'autre issue parce que les autres forces qui sont anti-Franco en Espagne ou anti-Sigman Rhee en Corée sont des forces anticapitalistes qu'il ne peut pas contrôler.

Nous pouvons regarder le monde de cette manière et nous verrons partout une image similaire.

Pour cette raison, le bloc capitaliste occidental, et en particulier son leader, les États-Unis, n'a pas d'autre issue pour arrêter le stalinisme que de renforcer sa puissance militaire, ce qui signifie, en dernière analyse, qu'il n'y a pas d'autre issue que la guerre, et cette guerre ne sera pas seulement nucléaire et destructrice, mais, ce qui est le plus important d'un point de vue politique, elle conduira le capitalisme plus loin et plus profondément dans le borborygme de la bureaucratisation, du totalitarisme et de la nouvelle barbarie. Car le capitalisme n'a pas d'avenir, qu'il gagne ou perde cette guerre.

À partir de là, nous pouvons voir pourquoi il est impossible pour notre mouvement de suivre le capitalisme, que ce soit dans la guerre froide ou dans la guerre chaude.

Quelle est l'autre solution pour sortir de la crise? La solution est simple: d'une part, construire une troisième force socialiste dans le monde occidental et asiatique, une force qui peut prendre le pouvoir, dotée d'une immunité développée aux appels staliens, une forteresse à partir de laquelle battre le stalinisme. C'est «notre» côté du front. Mais non moins



importante et inextricablement liée à notre côté du front est la nécessité de mouvements de l'autre côté du rideau de fer, des mouvements qui détruisent le stalinisme de l'intérieur.

Mais il découle de notre analyse qu'un tel mouvement antistalinien ne peut être construit sur une base pro-capitaliste, mais seulement sur une base socialiste, sur la lutte contre le stalinisme et contre la restauration du capitalisme. Nous sommes convaincus que la haine et le mécontentement anti-Kremlin ne peuvent pas être organisés et mobilisés tant que la seule alternative est un tournant vers le capitalisme.

À ce stade, il est peut-être déjà assez clair pourquoi nous accordons une attention exceptionnelle au mouvement de libération ukrainien, même si nous l'abordons sous l'angle des questions mondiales, plutôt que sous celui d'une simple déclaration d'indépendance nationale.

Tout ce que nous avons écrit jusqu'à présent nous amène à considérer la question ukrainienne comme un carrefour.

Notre opinion a été confirmée dans les moindres détails par les faits de votre lutte et de votre mouvement, à savoir que seul un véritable mouvement socialiste révolutionnaire (dans son programme, bien sûr, et non dans son nom) peut faire appel au peuple ukrainien, ainsi qu'aux autres peuples de l'URSS, et les diriger, un mouvement qui, avec obstination et conviction, ne veut pas être «acheté» par l'argent américain, qui ne veut pas être associé à l'impérialisme américain et à la réaction capitaliste, qui dit aux peuples de l'URSS :

Nous ne voulons pas revenir à l'ancien système du capitalisme ; nous ne voulons pas ramener les capitalistes et les propriétaires terriens dans nos usines et sur nos terres ; ces richesses doivent rester entre les mains du peuple, et non pas légalement

et formellement, comme c'est le cas maintenant, quand elles sont la propriété des «nobles rouges» et sont utilisées pour nous exploiter.

C'est ainsi que vous soulevez la question ukrainienne. Ici, en Amérique, nous avons aussi des groupes et des organisations qui prétendent défendre la révolution contre le Kremlin, et qui parfois même spéculent sur la résistance ukrainienne. Comme nous l'avons souligné à maintes reprises dans les pages de *Labor Action*, la politique du Département d'État américain et des groupes «pro-révolutionnaires» américains (comme le Comité américain pour la libération des peuples de Russie ou les Amis des combattants de la liberté russes) est telle qu'elle montre une fois de plus qu'ils ne peuvent compter que sur de vieux éléments réactionnaires que les peuples de l'URSS ne suivront jamais, – Kerensky, les fascistes du NTS (Solidaristes), les chauvins grands-russes qui rejettent la résistance ukrainienne dans l'espoir évident de restaurer l'Empire russe, les anciens collaborateurs des nazis qui reçoivent aujourd'hui des bourses du Département d'État pour leurs mensonges bizarres sur les «connexions» derrière le rideau de fer, etc.

Nous avons dû écrire très souvent sur ces phénomènes et nous avons toujours souligné l'incapacité des politiciens capitalistes à utiliser la dynamique antistalinienne de notre époque, les forces explosives qui existent sous le trône stalinien. Ces forces ne peuvent être développées que par une force socialiste indépendante des deux impérialistes.

Précisément parce que l'«arme secrète» de Staline est son appel anticapitaliste aux masses, nous, c'est-à-dire ceux qui veulent combattre et détruire le stalinisme, devons chercher des alliés non pas parmi les impérialistes de Washington et leurs amis, mais parmi les mouvements et les peuples qui luttent contre les deux systèmes réactionnaires et leur guerre.

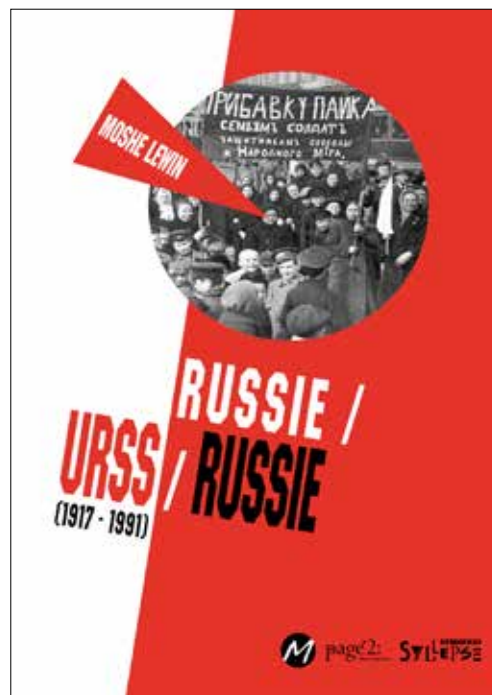
Dans tout cela, nos camarades ukrainiens ont une responsabilité particulière. Nous, socialistes américains, nous disons la même chose que nos camarades européens qui disent :

Précisément parce que les États-Unis sont le leader, l'inspiration et le cœur du bloc occidental, il est de votre responsabilité aux États-Unis de montrer la voie, de montrer à l'Europe qu'à l'intérieur du géant américain il y a des gens qui n'ont pas succombé à Wall Street et à Washington, et qui se battent pour le même objectif que nous ici en Europe.

Les mêmes mots et la même chose peuvent être dits à propos du mouvement de libération ukrainien en tant que principal mouvement de la lutte de libération au sein de l'URSS. Dans les deux cas, dans le vôtre comme dans le nôtre, les forces qui gouvernent aujourd'hui nos pays menacent le monde entier, et c'est pourquoi le monde se tourne vers vous et vers nous avec espoir.



Traduction Patrick Le Tréhondat



BOÎTES ALERTES

L'ART UKRAINIEN DE LA COUVERTURE

PATRICK LE TRÉHONDAT

Concevoir une couverture de livre est toujours un casse-tête pour un éditeur. Elle doit incarner l'ouvrage. Noyé au milieu d'autres titres sur l'étal du libraire, il lui faut attirer l'œil. Certains éditeurs recourent à des couvertures identiques dont la marque est d'abord celle de la maison d'édition qui l'a produit, seule change le plus souvent la couleur de la couverture à chaque nouveau titre. Dans ce cas, l'identité de la maison d'édition prend le pas sur le contenu de l'ouvrage. Dans les années 1920, l'essor du livre ukrainien a vu une florissante école d'art de la couverture de livre en Ukraine. La récente annonce du gouvernement Zelensky de vouloir fermer l'école d'imprimerie de Lviv (fondée en 1930), qui prépare aux différents métiers, apparaît au regard de cette grande tradition d'édition du livre ukrainien comme un renoncement à la défense de la culture tant opprimée de ce pays.



L'histoire de l'édition ukrainienne est douloureuse car elle se mêle à l'histoire de l'oppression nationale du pays. Cependant, pendant une brève période l'édition ukrainienne a connu un âge d'or où les titres en ukrainien se sont multipliés. La période de lutte pour l'indépendance de l'Ukraine (1917-1920), voit la production de livres augmenter rapidement. Dans le centre et l'est de l'Ukraine, 747 livres sont publiés en ukrainien en 1917 et 1084 en 1918, mais seulement 665 en 1919 en raison de l'invasion de l'Ukraine par l'armée blanche russe. En 1921, une nouvelle période dans l'histoire de l'édition ukrainienne s'ouvre. Cependant, au milieu des années 1920, toutes les

maisons d'édition privées sont fermées par le jeune pouvoir soviétique et seule domine les maisons d'édition d'État, principalement la maison d'édition d'État d'Ukraine et le syndicat coopératif d'édition ukrainien de Knyhospilka. Knyhospilka est la plus importante maison d'édition et de distribution de livres. Sa production de livres est passée rapidement de 26 titres (229 000 exemplaires imprimés) en 1923 à 534 titres (5 350 000 exemplaires imprimés) en 1926-1927. 95 % de ses livres sont publiés en ukrainien. En 1931, Knyhospilka est brutalement fermé par les autorités afin d'étouffer toute expression littéraire ukrainienne et russifier l'édition. En conséquence, à partir de 1932, le nombre de titres en langue ukrainienne commence à décliner, au profit de livres en russe. Bien que la population ukrainienne représente 16,5 % de la population soviétique, en 1939, la part des livres édités en ukrainien ne représente plus que 4,3 % des titres édités en URSS.

En Ukraine, dans les années 1920, «l'art du livre a commencé à se développer comme un ensemble artistique unique», explique Marcela Mojina qui anime un travail sur la typographie ukrainienne. Outre l'illustration des couvertures, les artistes créaient le lettrage des couvertures. «Ce sont les lettres – le plus souvent créées par le même artiste qui s'occupaient du dessin de couverture – qui permettaient d'atteindre une unité souhaitée de la couverture. Un nouveau champ d'expérimentations créatives s'est alors ouvert aux graphistes ukrainiens» ajoute Marcela Mojina.

Nous présentons ici certaines de ces couvertures accompagnées d'une courte biographie de leurs auteurs.



Vasyl Krytchevsky
Laboratoire, Mykola Terechtchenko,
Chlyakhosvit, Kharkiv, 1924.



Vasyl Krytchevsky
Laboratoire, Mykola Terechtchenko,
Chhlyakhosvit, Kharkiv, 1928.

VASYL KRYTCHEVSKY (1873-1952)

Il est devenu célèbre en tant qu'architecte: c'est lui qui a conçu la Maison de la province de Zemstvo à Poltava, la maison des écrivains Rolit et le bâtiment-musée de Taras Chevtchenko à Kyiv. Son projet de blason de la République populaire ukrainienne (UPR), en 1918, est adopté par la Rada. Il participe à la conception artistique du premier film couleur en Ukraine, *Sorochyn Fair* (1937). Après 1945, il s'installe en Allemagne, puis au Venezuela.

Il a créé un total d'environ 3 000 peintures, dessins, dessins ornementaux et couvertures de livre.



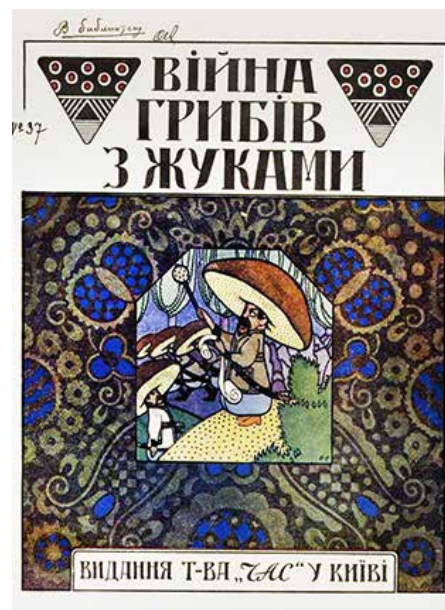
Georgiy Narbut,
Art à Kyiv, n° 1, 1920.
Soleil du travail, bi-hebdomadaire de l'économie nationale soviétique
 ukrainienne, n° 1, 1919.

GEORGIY NARBUT (1886-1920)

En mars 1917, Georgiy Narbut s'installe à Kyiv. En septembre, il devient professeur et recteur de l'Académie ukrainienne des arts. Pendant ce temps, il illustre des billets de banque ukrainiens, des timbres-poste et les chartes de la République nationale ukrainienne. Il a également travaillé pour les magazines ukrainiens : *Nache Mynule* (Notre passé), *Zori* (Étoiles) et *Sontse Truda* (Le soleil du travail) entre autres. Il meurt du typhus en 1920.

OHRIM SUDOMORA (1889-1968)

Un artiste au style très reconnaissable qui a travaillé principalement pour des publications pour enfants. En 1926, il devient un membre actif de l'Association des artistes de l'Ukraine rouge. Avec le début de l'occupation de Kyiv par les troupes allemandes, Sudomora à court de moyens, travaille pour le journal *Nouveau monde ukrainien* publiée par les autorités d'occupation à Kyiv, en langue ukrainienne. Il y signe des caricatures antisoviétiques. En 1942, il participe à une exposition d'art organisée par les Allemands, où il présente plusieurs illustrations de contes de fées pour enfants. Il est arrêté le 4 juillet 1949 pour avoir prétendument fait un dessin de Staline aux mains ensanglantées. Il est condamné à vingt-cinq ans de camps de travail. En 1955, après la mort de Staline, Sudomora est amnistié. Plus tard, il dira : «Je dois informer le procureur de l'URSS, que l'enquête contre moi a été menée en violation du Code de procédure pénale de la RSS d'Ukraine et au mépris de la légalité socialiste avec recours à la force physique, à l'épuisement, au chantage, aux menaces et à la torture par les organes d'enquête.»



Ohrim Sudomora
Loiseau bleu, M. Maeterlinck, 1918.

«La guerre des champignons avec les coléoptères»,
publié par *Tchas*, 1919.



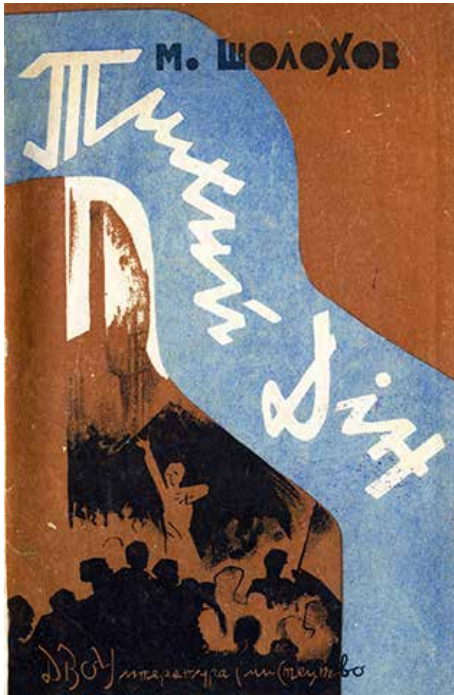
Pavlo Kovjun
La source de la vision religieuse ukrainienne,
 Xenophon Sosenko, 1919.
12 jours de deuil, Ivan Franko, 1922.

PAVLO KOVJUN (1896-1939)

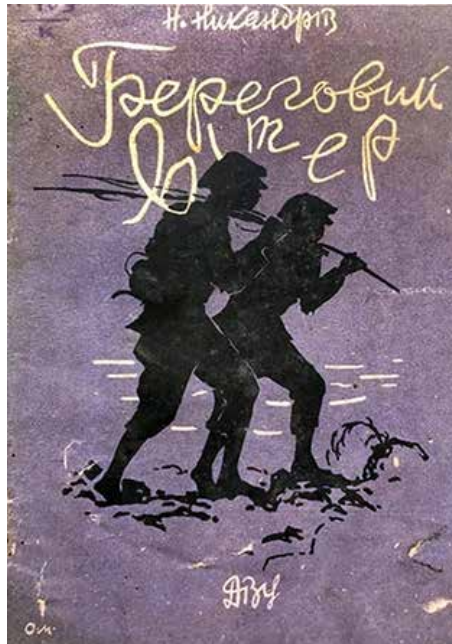
Ses œuvres graphiques ont commencé à apparaître dans les revues de Kyiv alors qu'il était encore étudiant à l'école d'art. Envoyé au front de la Première Guerre mondiale en 1915, il rejoint le mouvement ukrainien dans les forces armées et édite des journaux militaires ukrainiens, tels que *Ukraina*, *Holos tchasu* et *Volia*. Pendant la période de la République nationale ukrainienne, il a contribué à la création de la maison d'édition Grunt. Réfugié en Pologne avec les restes de l'armée de la République nationale ukrainienne, Kovjun s'installe en 1922 à Lviv, où il devient une figure de proue de la communauté artistique. Ses œuvres sont présentées lors d'expositions à Lviv, Varsovie, Prague, Bruxelles, Berlin, Rome et Naples. Kovjun était également un muraliste et a décoré un certain nombre d'églises.

OLEKSIY MARENKOV (1886-1942)

Né à Orel, il fait ses études à Kiev, mais sa carrière est liée à Kharkiv. Il a enseigné à l'Institut d'art de Kharkiv. En plus des livres, il a conçu des timbres-poste, des magazines et du matériel de propagande. Marenkov est victime de la terreur stalinienne. Dans l'acte d'accusation du «contre-révolutionnaire», on lit que «sa moustache de Staline était peinte comme celle d'un animal» (1938).



Oleksiy Marenkov
Vent côtier, N. Nikandriv, 1930.



Le Don paisible, Mikhail Sholokhov, 1932.

KATYA GRITSEVA

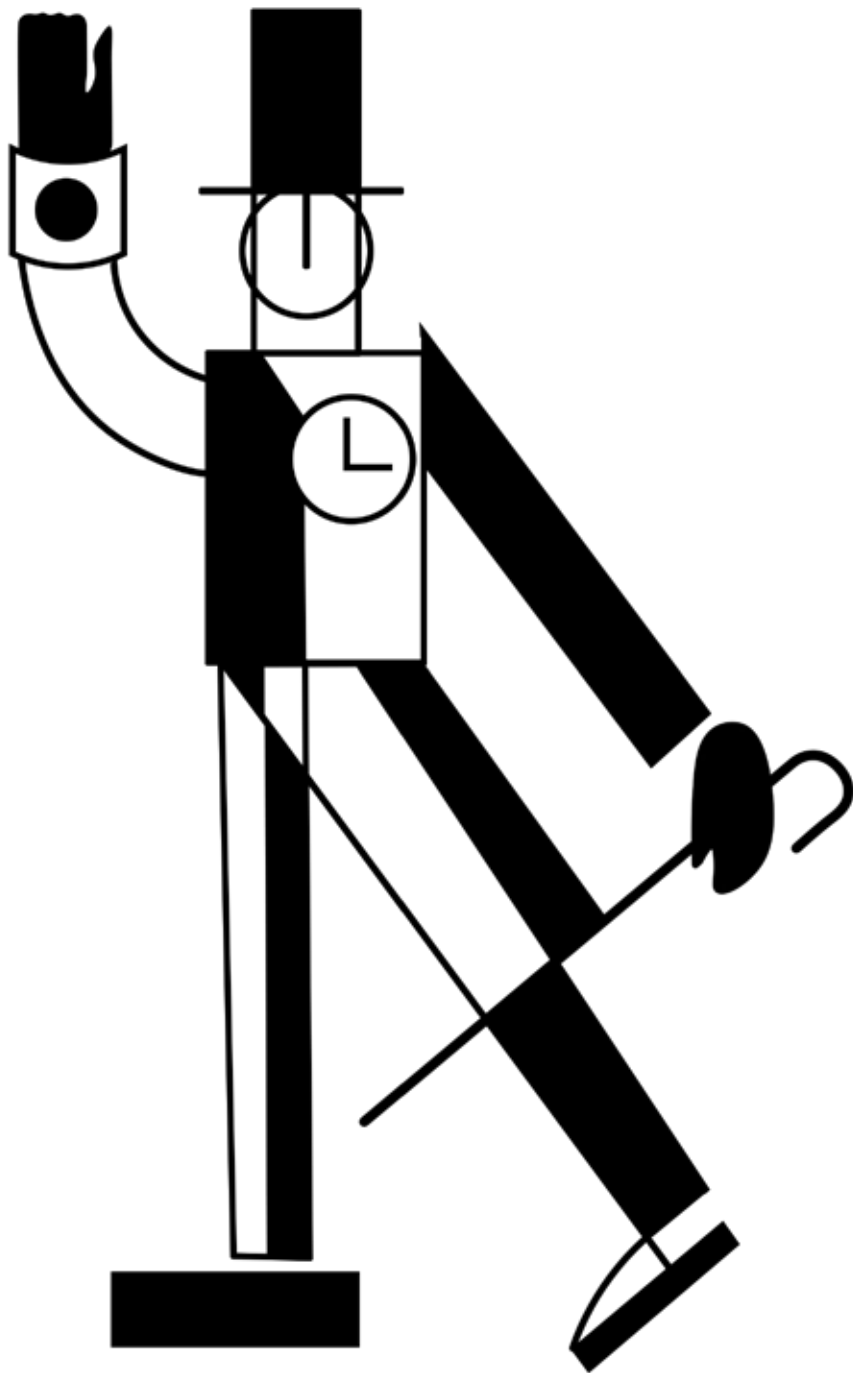
Katya Gritseva, que connaissent bien nos lecteurs, travaille, entre autres actuellement sur des «illustrations pour un livre imaginaire sur l'artiste Anatol Petritsky». De Lviv, elle nous a fait parvenir quelques-uns de ses dessins qui illustreront cet ouvrage. Nous la remercions de nous avoir permis de les publier.

Anatoly Galaktionovich Petritsky est né le 31 janvier 1895 à Kiev, alors dans l'empire russe. Son père était cheminot. De 1910 à 1918, il a étudié à l'Académie ukrainienne des arts. À partir de 1914, il participe régulièrement à des expositions ukrainiennes et russes. En 1916, il fait ses débuts au théâtre en tant que scénographe. Il réalise des peintures murales et décore les rues pour les fêtes révolutionnaires. Influencé par Alexandra Exter, il a travaillé quelque temps dans son atelier. Au début des années 1920, Petritsky s'installe à Moscou. De 1922 à 1924, il étudie à la faculté de peinture de Moscou, centre du constructivisme russe. À cette époque, Petritsky peint des tableaux abstraits.

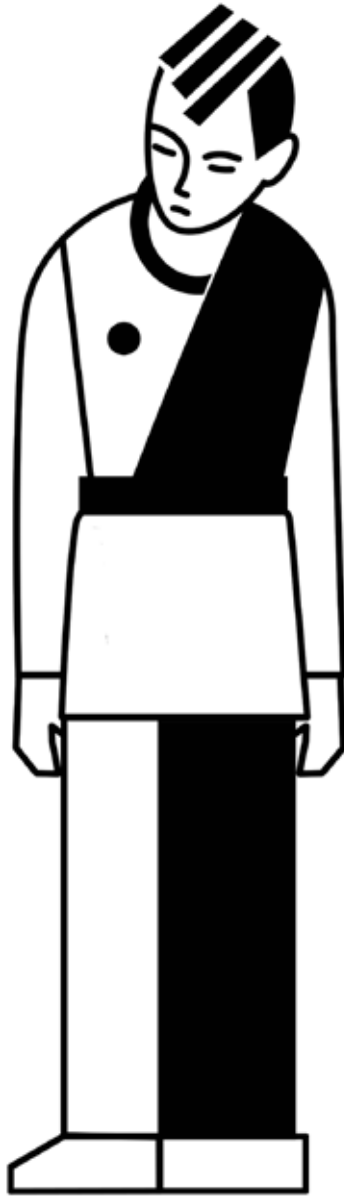
Anatol Petrytsky est l'un des rares artistes ukrainiens à avoir survécu aux répressions de 1937 et à ne pas avoir fait partie de la Génération exécutée. Mais comme les héros de ses portraits, ses tableaux ont connu un sort difficile : seuls 20 d'entre eux sont dans des musées ou dans des collections privées. On ne sait toujours pas ce qu'il est advenu des autres.











Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editori



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».